l'unité

M 2805 - N° 516 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 3 juin 1983

EDITORIAL

LE COURAGE ET LA DIFFICULTE...

PAR CLAUDE ESTIER

ETRANGE quand même que certains chez nous, aveuglés par leur haine de la gauche au pouvoir, préfèrent célébrer la gloire du président américain en titrant « Reagansburg » ou encore « la fin des illusions françaises » en ignorant ce qui s'est réellement passé au sommet de Williamsburg dont « France-Soir », pour une fois en désaccord avec « le Figaro », reconnaissait mardi qu'il avait « bien fini pour Mitterrand ».

Le président de la République avait clairement indiqué avant son départ qu'il se rendait « sans illusions » à cette rencontre annuelle des chefs d'Etat des sept pays les plus industrialisés. Sans illusions mais non sans volonté de parler avec fermeté des graves conséquences de la politique monétaire américaine sur les économies européennes en général, sur celle de la France en particulier. Et quelques bons apôtres faisaient mine de déplorer l'isolement dans lequel François Mitterrand allait se trouver. Les choses ne se sont pas passées ainsi et s'il est vrai que Ronald Reagan pourra tirer de ce sommet quelques avantages psychologiques dans la perspective d'une nouvelle candidature à la Maison-Blanche qui est maintenant à peu près certaine, la laborieuse discussion sur les problèmes économiques et monétaires a montré que les préoccupations françaises, quant à la montée du dollar et au niveau des taux d'intérêt américains, sont partagées par d'autres, notamment par les Allemands mais aussi par les Britanniques.

Sachant qu'il serait contraint de concéder quelque chose à la thèse de François Mitterrand en faveur d'une remise en ordre des rapports monétaires internationaux, le président américain a tenté, dès le premier jour de la rencontre, de prendre un gage sur les problèmes de sécurité. D'où cette déclaration qui a fait couler beaucoup d'encre et sur laquelle la délégation française a exprimé de sérieuses réserves avant de faire retirer du texte proposé par les Américains des formules pouvant être interprétées comme engageant la France au-delà des positions qui sont les siennes vis-à-vis de l'Alliance atlantique. « Je n'aurais pas accepté qu'il y ait quelque chose en plus », a affirmé François Mitterrand en soulignant que cette déclaration de Williamsburg ne dit rien d'autre que ce qu'il avait lui-même affirmé dans son discours du 20 janvier dernier au Bundestag. En particulier, et pour répondre aux interrogations du Parti communiste, elle ne met en cause ni la volonté de la France de voir aboutir les négociations pour le désarmement, ni sa propre indépendance en matière de défense.

Pour en revenir aux problèmes économiques et monétaires, le sommet de Williamsburg aura été un peu plus loin qu'il n'était prévu, et en tout cas plus loin que celui de l'an dernier à Versailles, en invitant les ministres des Finances, en liaison avec le Fonds monétaire international « à définir les conditions d'amélioration du Système monétaire international et à prendre en considération le rôle que pourrait jouer le moment venu dans ce processus une conférence monétaire internationale de haut niveau ». Certes, la formule est prudente et la tenue d'une nouvelle conférence de Bretton Woods n'est pas pour demain. Mais contrairement aux prévisions pessimistes de certains « experts », l'idée exprimée par François Mitterrand, il y a quelques semaines devant les ministres des pays de l'O.c.d.e., n'a pas été rejetée. Les conséquences du désordre monétaire sont désormais reconnues comme un problème réel et non plus seulement, ce que voulait faire croire le Département d'Etat, comme une « obsession » du président de la République française. Ce qui permet à celui-ci de considérer que les conclusions de Williamsburg constituent « des petits pas dans la bonne direction ».

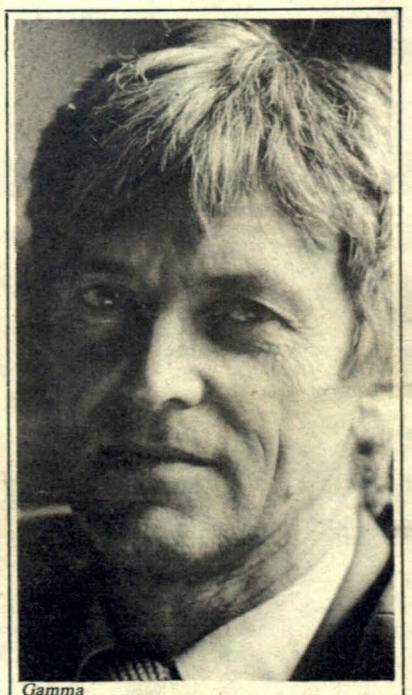
Cela confirme que si la France doit d'abord compter sur elle-même pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en matière d'emploi, d'inflation et de commerce extérieur ; la politique de rigueur mise en œuvre depuis la fin mars est appréciée sérieusement par ses partenaires. D'où le regret que l'on peut exprimer de voir cette politique mise en doute en France même et au moment précis où le président de la République se trouvait engagé dans une négociation difficile. On n'avait certes rien à attendre de Valéry Giscard d'Estaing qui ne conçoit de « consensus » qu'à condition d'en être le maître d'œuvre. Du moins pouvait-on espérer que des voix ne s'élèveraient pas à cet instant des rangs du Parti socialiste pour affirmer que la politique actuelle est vouée à l'échec.

Interrogé par la télévision française à la fin de la rencontre de Williamsburg, François Mitterrand a déclaré : « C'est dans la grande difficulté que l'on peut éprouver le courage. » Libre à chacun d'imaginer à qui cette réflexion s'adresse ! ●



Sygma

François Mitterrand, pendant le sommet de Williamsburg.



Gamma

ENTRETIEN AVEC JACQUES POMMATAU (page 6)

MAJORITE: EN ÊTRE OU PAS (page 2)

INSPECTEURS DU TRAVAIL: DES "RISQUES DU METIER" VRAIMENT DISPROPORTIONNES (page 11)

AFRIQUE DU SUD: L'APOCALYPSE EST-ELLE POUR DEMAIN ? (page 14)

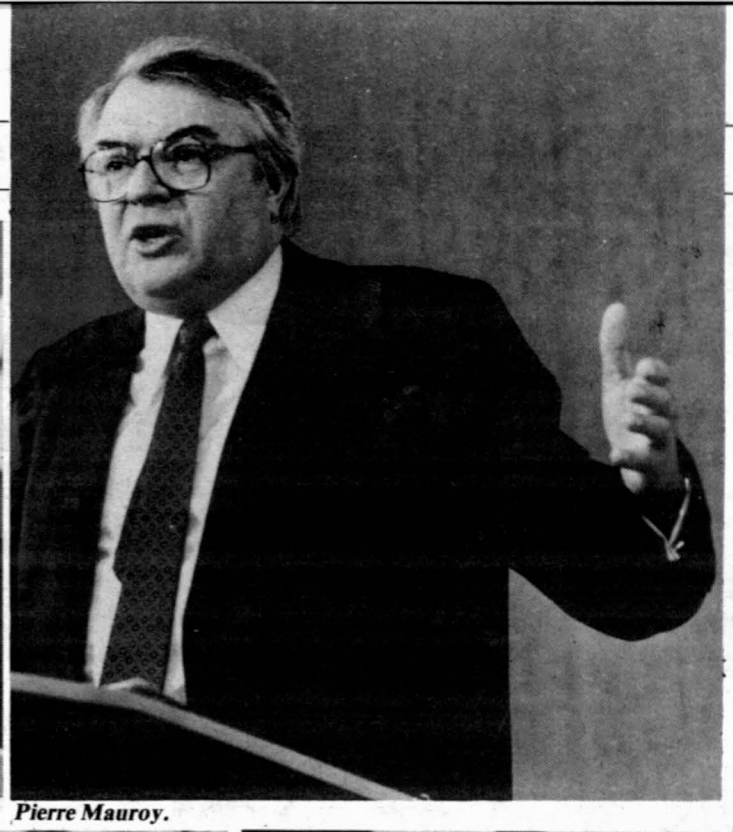
MUTILATIONS SEXUELLES: QUAND LES VICTIMES SE FONT COMPLICES... (page 18)

VACANCES: ET SI ON FAISAIT L'INVENTAIRE DE L'HEXAGONE (page 20)

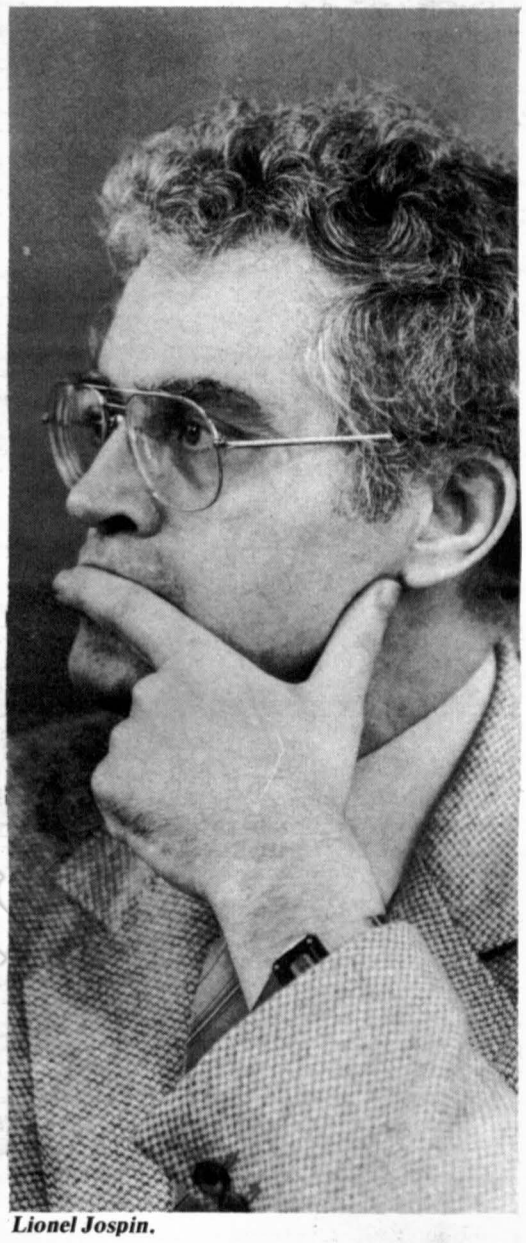
Pascal Lebrun



Louis Mermaz et Pierre Joxe.



Pierre Mauroy.



Lionel Jospin.



Jean-Pierre Chevènement.



Jean Poperen.

MAJORITE : EN ÊTRE OU PAS

Dépassant son ordre du jour, la Convention de samedi dernier a fait apparaître le clivage entre ceux qui critiquent l'action gouvernementale et ceux – la très grande majorité du Parti – qui sont décidés à la soutenir

PAR ANTOINE VIOLET

DE la Convention du Parti socialiste, la presse a surtout retenu l'intervention de Jean-Pierre Chevènement pour y voir « une fracture du P.S. » (« le Quotidien de Paris »), « un défi à Mitterrand » (« le Matin »), « une charge de hussard » (« Libération »), « la logique de la surenchère » (« La Croix »). Quel que soit le jugement porté sur l'intervention du leader du Cerès, tous les commentateurs ont souligné qu'il avait pris le risque de s'isoler dans le Parti et de se trouver en marge de la majorité à l'occasion du prochain congrès. En soulignant que son discours portait « un coup au pouvoir », plusieurs de ces commentateurs ont mis l'accent sur le thème de la responsabilité des socialistes face aux difficultés actuelles, thème repris par Lionel Jospin, et dans la résolution finale de la Convention votée à la quasi-unanimité des délégués.

LA Convention nationale du P.s. qui s'est réunie samedi au Pré-Saint-Gervais n'avait pas à son ordre du jour la préparation du congrès de Bourg-en-Bresse. La coïncidence de calendrier qui la faisait se tenir deux jours avant la date limite pour le dépôt des « contributions » (1) ne pouvait cependant manquer d'en faire une étape vers les assises nationales du Parti d'octobre prochain. L'intervention de Jean-Pierre Chevènement, les réponses, que sa critique sévère de l'action gouvernementale lui a valus, notamment de la part de Pierre Mauroy et de Lionel Jospin, ont inévitablement donné à cette Convention un caractère très au-delà de cette réunion « ordinaire » prévue deux fois par an par les statuts.

Le ton au débat

Se situant aussitôt après les comptes rendus d'activité présentés par Jean Poperen et Paul Quilès au nom de la direction du Parti, l'intervention de l'ancien ministre de l'Industrie et de la Recherche a tout de suite donné le ton au débat sur la situation politique qui figurait à l'ordre du jour. Sans qu'on puisse véritablement parler de « coup de théâtre », comme l'ont qualifié certains médias, cette intervention a surpris dès sa première phrase dans laquelle Chevènement affirmait que « s'il ne pouvait y avoir deux politiques au gouvernement » — et c'est pourquoi il l'avait quitté — « il pouvait y en avoir deux dans le Parti ». A partir de là, l'action du gouvernement n'allait pas être ménagée : « Est-ce que nous prenons le chemin de la réussite ? Si je le pensais, je serais resté au gouvernement. Je ne pense pas que le parti qui a été pris soit le bon... La conception sur laquelle est assise la politique économique actuelle n'a rien de particulièrement socialiste... Le plan Delors ne peut pas réussir. Il contient les éléments d'une politique mais il ne constitue pas une politique... Il n'écarte pas l'hypothèse selon laquelle la France devrait recourir au Fonds monétaire international... La seule question qui se pose est de savoir quand un nouveau réajustement monétaire aura lieu. » Invitant à la relecture du « Projet socialiste » — « C'est plein d'idées » —, Chevènement s'est aussi prononcé pour la renégociation de notre participation au Système monétaire européen, pour la réduction de nos importations, pour le recours aux clauses de sauvegarde du Traité de Rome avant de conclure par un appel à « résister et conquérir » qui n'a recueilli que des applaudissements limités, l'ensemble de l'intervention ayant été écoutée dans un grand silence.

Intervenant quelques minutes plus tard, Pierre Mauroy rappelait « la longue route » déjà parcourue et la nécessité de mieux mettre en valeur le bilan des avancées sociales réalisées. « Soyons plus modestes dans le discours et plus volontaires dans l'action, nous serons plus efficaces. » Après avoir mis en lumière le double langage de l'opposition, le Premier ministre a souligné que « tout s'est joué en juin 1982 ». La première année était la plus facile. Il s'agissait d'appliquer les engagements de notre programme. Mais nous ne sommes pas seulement une force de propositions. Nous sommes responsables de la France et devons prendre en compte l'indispensable adaptation entre nos choix, qui demeurent inchangés, et les contraintes internationales. Ce qui le conduisait à cette réflexion : « Il ne suffit pas de faire sept fois le tour de la citadelle en soufflant dans nos trompettes pour que la muraille s'écroule ! »

La forme d'un réquisitoire

Désireux d'écarter les « faux débats entre nous », Pierre Mauroy rappelait les trois grands problèmes à résoudre : l'emploi, le commerce extérieur, l'inflation. Et il ajoutait : « Il n'y a pas de motion nègre-blanc en économie. Le gouvernement ne veut pas d'un parti godillot. Nous avons besoin du débat. Ce n'est pas toujours facile, mais il faut qu'il se déroule dans le cadre du congrès. Nous nous sommes donné les moyens techniques pour réussir. Nous devons nous en donner les moyens psychologiques. »

Si l'intervention du Premier ministre était une réponse indirecte à Jean-Pierre Chevènement, celle de Jean Le Garrec, qui suivait, au début de la séance de l'après-midi, prenait la forme d'un réquisitoire : « Quelle autre politique dont je n'ai jamais vu ni les contours ni les données ? Nous n'avons droit à aucun romantisme, mais seulement au courage, à la lucidité et à la volonté... La politique économique du gouvernement représente un choix incontournable. Je ne connais pas de chemin de traverse. Il faudrait que Chevènement ait une conception de l'industrie autre que celle du cinéma soviétique muet avec des cheminées qui fument et des roues qui tournent. »

Justifiant la critique apportée par Chevènement, Didier Motchane lance cette formule : « Nous pouvons avoir un parti de godillots si

nous faisons en sorte que la politique de la gauche ne soit pas une politique à la godille. » « Parler, ajoute-t-il, c'est faire notre métier, notre devoir de militants. le non-débat desservirait le Parti. »

Pas la même méthode de datation

La parole est alors à Lionel Jospin qui débute son intervention en regrettant que la Convention ait fort peu débattu de ce qui justifie sa réunion, c'est-à-dire l'action de la direction et des problèmes d'actualité comme le sommet de Williamsburg, les meilleurs résultats du commerce extérieur, le « léger mieux » dans la lutte contre le chômage, l'évolution idéologique de la droite, etc. Après avoir traité lui-même de ces problèmes, il aborde sa réponse à Jean-Pierre Chevènement en soulignant qu'il n'a pas la même méthode de datation que lui. « Je ne suis pas sûr, dit-il, que l'histoire retiendra, comme il le suggère modestement, qu'il y avait « l'avec-Chevènement » et « l'après-Chevènement ». D'autant que, si j'ai bien entendu Motchane, comme notre politique n'a pas été appliquée depuis le début c'est, au fond, le 21 mai 1981 qu'il aurait dû partir... Pour moi, n'ayant pas eu à entrer au gouvernement puis à en sortir, je n'ai pas eu à changer de point de vue sur sa politique. » Evoquant l'unanimité qui s'est faite lors du Comité directeur des 26 et 27 mars, pour approuver le plan de rigueur, il pose la question : « Que s'est-il passé depuis ? Retard, myopie ou manque de franchise ? ... Jean-Pierre Chevènement veut-il une autre politique ? Mais laquelle ? On ne peut pas faire une autre politique avec des « y a qu'à ». Lionel Jospin cite à ce sujet un proverbe vietnamien selon lequel « même avec neuf femmes on ne peut pas faire un enfant en un mois ».

A propos de l'évocation, par Chevènement, d'un éventuel réajustement monétaire, le Premier secrétaire ajoute : « Il vaut mieux ne pas faire allusion dans des congrès ou des conventions du Parti socialiste à tel ou tel problème monétaire. Laissons cela s'il vous plaît, à la droite. »

Répondant aussi à Didier Motchane, Lionel Jospin déclare : « Je n'approuve pas la méthode choisie : fouetter les mollets des camarades et du gouvernement, oui ; leur couper les jarrets, non ! Eclaircir les idées par la vivacité et la rectitude du débat, oui ; assommer l'esprit par la prophétie pessimiste, non ! Pousser à améliorer ce qui doit l'être, oui ; informer sur ce qui est ressenti « en bas » oui ; décrédibiliser notre propre politique et notre action commune sans faire des propositions concrètes et positives, non ! La capacité du débat du P.S. n'est pas en cause. Il faut aussi démontrer notre capacité à gouverner... Tenez bien ces deux fils ensemble ! Si vous le faites, vous aiderez le gouvernement. Vous aurez la confiance du Parti et nous garderons la confiance des Français. »

On entend encore Gérard Fuchs qui répond lui aussi à Chevènement en affirmant que le plan du 25 mars était inévitable et qu'aucun autre choix n'était possible. Il se prononce contre toute politique protectionniste. « Quelle serait notre chance de l'emporter, seuls contre tous. » Jean-Pierre Worms est également en désaccord avec Chevènement et Motchane, mais il reproche à certains dirigeants du Parti « des déclarations tonitruantes de soutien au gouvernement suivies de petites phrases destinées à prendre le maximum de distance par rapport à la politique ».

« Plus que jamais acteurs »

Tandis que le quitus à la direction est voté à l'unanimité moins une voix contre et une abstention, la résolution finale est également adoptée à l'unanimité moins deux abstentions. Elle approuve le plan économique mis en place en mars dernier, affirme la nécessité de sa réussite pour le succès de l'ensemble de notre politique et conclut : « Les socialistes doivent plus que jamais faire preuve de responsabilité, en apportant un soutien actif au gouvernement et en ripostant, comme il convient, à l'offensive idéologique et activiste de la droite qui s'exprime à partir des vieux thèmes inégalitaires et élitistes. Les socialistes doivent se comporter plus que jamais en acteurs du changement, en animateurs permanents de l'appui populaire indispensable à la réussite de notre politique. » ●

(1) Parmi les très nombreuses « contributions » qui ont été déposées à la date du 30 mai et qui vont être publiées dans « le Poing et la Rose » adressé à tous les militants, figure le texte commun regroupant l'ensemble du courant A ; un texte du courant B signé notamment par Jean Le Garrec, Christian Pierret, Roger Fajardie, etc. ; un texte signé par Michel de la Fournière et dix-sept représentants du courant C ; un autre texte signé par d'autres membres de ce même courant dont Alain Richard, Marie-Noëlle Lierremann et Jean-Pierre Worms ; enfin un texte signé des membres du Bureau exécutif appartenant au Cerès.

P.S.-SYNDICATS: UN DIALOGUE AMICAL MAIS SANS COMPLAISANCE

La direction du Parti socialiste vient de rencontrer, l'une après l'autre, toutes les grandes organisations syndicales. Marcel Debarge tire ici les conclusions de ces rencontres qui ont eu le mérite de la franchise et permis une meilleure compréhension

PAR MARCEL DEBARGE

SOUS la conduite de Lionel JOSPIN, une délégation du bureau exécutif du P.s. a rencontré les représentants des organisatons syndicales représentatives.

Les rencontres ont été, quel que soit l'interlocuteur, plus riches d'enseignements que les précédentes, les opinions exprimées traitant plus à fond les problèmes économiques et sociaux ainsi que ceux concernant l'Europe et le protectionnisme, par exemple.

Rencontres se déroulant à la fois de façon amicale et franche, n'esquivant aucun sujet y compris ceux qui, selon l'interlocuteur, pouvaient faire problème entre nous ou, pour tous le moins, comportaient une approche ou une solution différentes.

Une appréciation, de la part des organisations syndicales, leur était, sinon tout à fait identique dans la méthode, du moins comparable dans l'expression, à savoir la nécessité d'une plus grande concertation et d'une plus grande rapidité de celle-ci avec le gouvernement. Plusieurs organisations syndicales reconnaissant, telles la C.f.d.t., la C.g.t., la F.e.n., que cette concertation était cependant réelle. Les responsables F.o. et C.g.c. étant plus nuancés sur cette question.

D'autres thèmes communs devaient, bien entendu, être abordés au cours de ces rencontres, tels la politique industrielle de la France, l'application des nouveaux droits des travailleurs, le partage du temps de travail, la formation des travailleurs, la durée du temps de travail, la consommation intérieure, la fiscalité, la protection sociale, l'emploi, l'Europe, le protectionnisme, la scolarité, l'enseignement, les rapports parti-syndicats. Le plan de rétablissement du commerce extérieur étant au centre de nos débats, comme l'était la constatation commune d'une crise économique de dimension mondiale. Tout en reconnaissant, pour la plupart, la nécessité d'un plan d'action gouvernemental, nos interlocuteurs nous ont fait part de leurs inquiétudes en ce qui concerne l'emploi.

Ces rencontres nous ont apporté la confirmation que l'appréciation de nos partenaires syndicaux est différente, voire opposée sur des sujets importants. Quelques exemples :

— sur les lois Auroux, si, avec quelques réserves, la C.g.t. et la C.f.d.t. approuvent, F.o. y voit une tentative de démantèlement du syndicalisme et la C.g.c., un risque pour l'encadrement ;

— sur la réduction du temps du travail, la C.f.d.t. estime nécessaire de progresser rapidement, la C.g.t. envisage une négociation branche par branche ;

— sur le pouvoir d'achat, sur la démocratisation dans les entreprises, sur l'Europe, sur la politique industrielle, des opinions, suivant l'interlocuteur, différentes s'expriment.

On peut voir la complexité de la situation pour un gouvernement qui doit, dans sa réflexion économique et sociale, intégrer toutes ces différences. Prendre sa décision, puisqu'en fin de compte celle-ci lui appartient sous le contrôle du Parlement, où le groupe socialiste se trouve lui aussi aux prises avec, sinon exactement les mêmes difficultés dans la forme, chacun ayant ses responsabilités, du moins identiques quant au fond.

En tant que parti, nous avons également à tenir compte des positions exprimées par les syndicats. Tout autant, nous avons à formuler les nôtres. Sur le plan de l'action gouvernementale avec laquelle, tout en apportant de façon responsable nos propositions, nous sommes solidaires. Solidarité qui a été affirmée à l'unanimité par notre dernier Comité directeur et confirmée par notre récente Convention.

Notre attitude n'est pas passive. notamment à l'égard de nos partenaires syndicaux. Nous leur avons rappelé nos positions dans le domaine économique et social, plus particulièrement sur la nécessité de parvenir à une meilleure solidarité, à une plus grande justice sociale dans le contexte d'une crise qui ne se résoudra pas par des incantations. Nous avons aussi constaté que les rapports de forces continuaient à jouer pleinement leur rôle dans notre pays, qu'une loi de progrès une fois votée il restait à l'appliquer et que si nous avions des responsabilités dans ce domaine, les forces sociales avaient les leurs.



Pascal Lebrun

Marcel Debarge.

Nous avons également :

— traité du protectionnisme en réaffirmant notre opposition à un tel système, sans pour autant reconnaître du libre-échange sauvage des vertus qui ne seront pas siennes ;

— évoqué les questions monétaires et rappelé à ce sujet les propos fermes du chef de l'Etat :

— abordé les rapports parti-syndicats en soulignant que des lieux d'intervention communs, chacun, en toute indépendance réciproque, a son rôle à jouer ;

— rappelé sans complexe, l'œuvre entreprise par un gouvernement de gauche sous l'autorité du chef de l'Etat, tant en ce qui concerne la lutte contre la crise qu'en ce qui concerne les avancées sociales accomplies, les nouveaux espaces de libertés conquis, l'œuvre législative réalisée ;

— estimé que les organisations syndicales étaient pour nous, dans leur totale autonomie, des acteurs importants du changement.

Sans pour autant vouloir distribuer de bons ou de mauvais points, ce qui serait inadmissible, les organisations syndicales étant soucieuses de défendre les intérêts légitimes de leurs mandants, nous avons pu constater, la critique n'étant pas absente dans leurs propos, que la F.e.n, la C.g.t., la C.f.d.t., chacune à leur manière, étaient parties prenantes du changement, F.o. et la C.g.c. prenant davantage leurs distances. Encore que les déclarations récentes du délégué général de la C.g.c. me font nuancer quelque peu mon appréciation.

Rencontres constructives puisqu'à l'issue de celles-ci et avec la plupart des organisations syndicales, des groupes de travail, de façon plus précise que lors de nos rencontres ultérieures, ont été mis en place sur des sujets aussi divers que la politique industrielle, la fiscalité, l'enseignement, la scolarité, la formation, la protection sociale.

C'est en pratiquant de la sorte, sans masquer les difficultés, que l'aspect concret des rapports Parti socialiste - syndicats, indispensable aux uns et aux autres, se réalisera.

Le dialogue que nous poursuivons avec les organisations syndicales a le mérite de la franchise. Il a été à la fois amical et sans complaisance, avec, nous semble-t-il, une même volonté qui consiste à améliorer, avec les ambitions nationales qui conviennent, les conditions de vie des travailleurs de notre pays.

II. CHASSE AUX ROUGES

LA CULTURE DANS LE COLLIMATEUR R.P.R.

C'est à Brest et à Nantes que les tentatives d'étouffement de la culture par les maires chiraquiens ont été menées avec le plus de rapidité et de virulence



PAR JEAN-PIERRE BEDEI

QUAND on leur parle de culture, certains nouveaux élus R.p.r. voient rouge. Les maisons de la culture ? Des repaires de socialistes et de communistes. La programmation ? Une infâme propagande subversive. Aussi à peine ont-ils été élus que quelques chiraquiens de choc — l'expression commence à devenir un pléonasme — se sont fait un devoir et un plaisir d'écraser l'infâme. D'autant plus que c'était une occasion spectaculaire de faire preuve d'un esprit revanchard qui sied si bien à la droite (voir notre dernier numéro).

C'est à Brest et à Nantes que les tentatives d'étouffement de la culture ont été menées avec le plus de célérité et de pugnacité.

A Brest, le jeune loup chiraquien, Jacques Berthelot, 36 ans, a dénoncé la convention qui liait la ville à la maison de la culture dès la deuxième séance du conseil municipal. Tout le travail patiemment bâti par l'équipe précédente, jeté à bas en une soirée ! « C'était une association qui gérait et s'occupait de la programmation de la maison de la culture qui bénéficiait d'une subvention de la ville et du ministère de la Culture, explique l'ex-maire socialiste, Pierre Maille. Aujourd'hui, la nouvelle municipalité préfère prendre directement en main les opérations. La décision qu'elle a prise se soldera par le départ de cinq personnes contraintes de quitter la direction de l'établissement, par un retour à une sorte de théâtre municipal, par la suppression de la subvention de l'Etat et par la disparition de la réunion de nombreuses commissions qui participaient à la vie de l'association et de la maison de la culture. En réalité, cette décision de la municipalité de droite est davantage une revanche qu'une réflexion approfondie sur le rôle de la maison de la culture. »

A Brest, dans un souci démocratique, la gauche avait donné des responsabilités au mouvement associatif, dont une grande partie était liée à la mairie par le système des conventions. Mais la droite n'a pu supporter de tels rapports qui lui enlèvent une parcelle du pouvoir qu'elle s'estime seule capable de détenir totalement.

Et puis surtout, selon Berthelot, il fallait revenir à des notions culturelles plus saines. C'est bien connu : à Brest, c'est une « conception marxiste-léniniste qui a présidé à tout jusqu'ici », comme déclaraient ses sbires, lors de la campagne municipale. Marxisme-léninisme : l'accusation grotesque est lâchée. A elle seule, elle justifie toutes les reprises en main de Berthelot dans un esprit de salut public.

Il ne s'agirait pas de l'avenir d'une ville comme Brest, toutes ces ridicules affabulations seraient du plus haut comique. Enfin, quoi, le marxisme-léninisme régnait en maître à Brest ? A deux pas de chez nous ? Rétrospectivement, en y pensant, on en frissonne encore. Heureusement, Berthelot veillait. Histoire d'en revenir à des conceptions sans doute plus démocratiques, il a dénoncé quelques autres conventions en bloquant provisoirement les subventions. Bref, cet anti-marxiste-léniniste est en train de « normaliser » la culture à Brest.

Promptement, les associations ont réagi. Elles ont même anticipé. « Dès les résultats du premier tour des municipales, nous avons constitué un collectif d'association, explique Thierry Abalea, l'un des responsables. Il regroupe près de 80 associations sur les 150 qui ont une existence réelle, la ville en comptant au total officiellement 500. Notre collectif représente tout l'éventail de la vie associative. Dès sa création, nous nous sommes efforcés de constituer une plate-forme commune pour la soumettre à la municipalité, car la tournure de la campagne électorale et les arguments employés par la droite ne nous donnaient aucune illusion. *Pour elle*, chaque association était l'émanation du P.s. et tout responsable permanent était automatiquement un socialiste. »

Le collectif a rencontré Berthelot, au début du mois de mai. Sans pour autant être rassuré sur le sort des associations conventionnées. Mais surtout deux manifestations ont été organisées dans les rues de la ville réunissant respectivement 1 500 et 3 000 personnes. Une mobilisation populaire qui semble quelque peu

GISCARD OU L'OUBLI ABSOLU

PAR CLAUDE ESTIER

ACTE I. Jeudi 26 mai, midi. Valéry Giscard d'Estaing, que le président de la République vient de raccompagner jusqu'au perron, s'apprête à quitter l'Elysée où il est revenu pour la première fois depuis deux ans et cinq jours. Dédaignant les journalistes, il s'engouffre dans sa Peugeot verte, à côté du chauffeur. Soudain, il se ravise, ouvre la vitre puis la porte de la voiture et se dresse sur le gravier de la cour face aux micros et aux caméras. Etait-il tellement ému de revenir en ce palais qu'il ait oublié la déclaration qu'il avait bien prévu de faire pour dire qu'il était « en désaccord profond » avec la politique conduite par son successeur et faire savoir qu'il préparait un projet de « société juste, libre et paisible » ? « Mise en scène, cinéma », dira Pierre Charpy en soulignant que si Jacques Chirac a également accepté l'invitation de François Mitterrand, il s'est, lui, refusé à toute déclaration en quittant l'Elysée. Et allez donc !

Acte II. Le soir du même jour. Giscard qui vient à peine d'arriver à Genève se fait interviewer en direct par la télévision suisse romande. Il est pour l'économie libérale. On s'en doutait. Il est contre la loi Savary. On s'en doutait aussi. Mais savez-vous pourquoi ? Parce qu'il est « insensé » qu'il y ait « une loi unique » pour les universités. Giscard a apparemment oublié la loi Edgar Faure de 1968 qu'il a votée. Quant à sa conclusion, elle a dû laisser nos confrères suisses perplexes : « Regardez dans le monde actuel, la plupart des dirigeants de la vie politique qui ont été au pouvoir à un moment puis l'ont quitté y sont revenus. » Pas besoin d'être disciple de Freud pour comprendre le sens de cette phrase. Mais, historiquement parlant, elle est plus douteuse. Giscard a-t-il oublié des hommes qu'il a pourtant bien connus et qui s'appellent Richard Nixon, Jimmy Carter, Helmut Schmidt, Adolfo Suarez, Edward Gierek, tous dirigeants qui ont été au pouvoir en même temps que lui et ne sont pas près d'y revenir ! Deux exceptions, il est vrai : Olof Palme et Mario Soarès. Deux socialistes. Curieux, non ?

Acte III. Samedi 28 mai à Lyon. Après un petit tour en Haute-Savoie, Giscard retrouve son ami-rival Raymond Barre dans un grand déjeuner-débat que le député R.p.r. Michel Noir quitte juste au moment où il va prendre la parole. Derrière une petite tribune marquée du sigle de l'U.d.f., l'ancien président prend un air désolé pour dire qu'« on est en train d'abîmer la France ». Ce n'est évidemment pas dans cette belle assemblée que quelqu'un pensera à lui rappeler que sous son septennat la France en avait pris un sérieux coup avec un chômage plus que doublé, une inflation grimpant jusqu'à 14 %, des secteurs industriels entiers démantelés, sans parler de certaines « affaires » qui avaient sérieusement « abîmé » le visage de la France à l'étranger.

Mais à Paris, à Genève, à Lyon, Giscard parle, parle comme s'il n'avait jamais existé auparavant. On sait maintenant pourquoi il n'a jamais écrit ses « Mémoires ». Il a tout oublié !

impressionner la municipalité. « Actuellement, la mairie essaie de trouver une sortie honnête pour sauver la face », explique Thierry Abalea. Elle débloque les subventions des associations non conventionnées et, pour les autres, reconduit les conventions pour un an. Provisoire, cette dernière solution est donc pleine d'incertitude pour l'avenir. C'est pourquoi les associations concernées ne semblent guère prêtes à accepter ces nouveaux contrats.

Reste que le problème principal posé par le cas de la maison de la culture n'est toujours pas réglé. Berthelot a accepté le principe d'une négociation avec le ministère de la Culture, mais il ne semble guère pressé. Aucune date n'a encore été fixée... et l'on arrive au mois de juin, fatidique, pour l'équipe actuellement en place. Autant dire que les prochains jours seront déterminants pour la liberté d'expression et la culture populaire à Brest.

Même combat à Nantes. Le nouveau maire R.p.r., Chauty, essaie lui aussi d'asphyxier la maison de la culture. Le 11 avril, il a amputé de deux millions le budget de huit millions de cet établissement qui emploie trente personnes. Conséquence : la direction se trouvera confrontée à une cruelle alternative à la rentrée de septembre. Soit elle conservera tout son personnel en abandonnant sa politique actuelle en matière de programmation au profit de spectacles de soutien, soit elle licenciera la moitié de son effectif.

Pour Jean Blaise, le directeur, la signification de la mesure de Chauty est sans ambiguïté comme il devait le déclarer au public à l'entracte d'un spectacle, le 17 avril : « Une fois de plus, sous prétexte d'économie, ou frappe l'action culturelle considérée comme subversive parce qu'elle défend l'art vivant, soutient la création, porte des idées neuves, des idées de liberté et de tolérance, insupportables à ceux qui n'ont pour seule politique que la préservation d'un ordre établi au mépris des grands courants de pensée contemporains. »

Le prétexte — « faire des économies » — donné par Chauty prend toute sa saveur lorsqu'on sait qu'après avoir retiré deux millions à la maison de la culture il a fourni une subvention de 1,7 million aux écoles privées...

Le soutien à la maison de la culture s'est organisé spontanément autour des forces de gauche et des associations nantaises. Une pétition en sa faveur a recueilli 20 000 signatures, et près de 6 000 Nantais ont participé, le 18 mai, à une manifestation dans les rues de la ville, sous les bannières « La culture libre vivra » et « Pour la tolérance artistique ». « Cette manifestation était réconfortante, avoue Alain Chenard, l'ex-maire socialiste de Nantes. Elle réunissait de très nombreux jeunes et son succès ainsi que celui de la pétition prouvent que les associations se sentent concernées. Les gens sont écœurés, car ce sont la liberté d'expression et la liberté culturelle qui sont en cause. »

Dans la foulée, Alain Chenard est intervenu auprès du ministère de la Culture qui finance en partie la maison de la culture, pour que des négociations s'engagent avec la municipalité.

En réalité, la réaction brutale de la municipalité n'est guère surprenante. Pendant la campagne électorale, la droite n'avait pas voilé ses attaques contre « la culture marxiste ». La maison de la culture était toute désignée pour subir les foudres des chiraquiens. Comment va évoluer la situation ? L'optimisme n'était pas de mise à l'issue de la rencontre entre la municipalité et les représentants de la maison de la culture, le 31 mai. Cet entretien n'a pas réglé les questions de fond. « L'attitude de la municipalité dans cette affaire s'inscrit dans une opération de « décontamination » selon l'expression utilisée par la droite, explique Chenard. L'inconvénient, c'est que l'atteinte portée à la maison de la culture frappe une ville qui s'éveillait à la culture et qui commençait à avoir une politique cohérente dans ce domaine. »

Broutilles que ces considérations pour Chauty. A Nantes, comme à Brest, la culture faisait réfléchir la population. Dangereux pour la droite, quand le peuple réfléchit. Alors, lorsqu'elle prend le pouvoir, elle arrête brutalement ce qu'elle considère comme une entreprise de subversion. Et tous les moyens sont bons. « Nous assistons à une attaque en règle de la réaction contre la culture populaire », conclut Chenard. Comme quoi une formule quelque peu stéréotypée peut encore traduire et synthétiser fidèlement une réalité politique. Plus poétique, le groupe nantais Tri Yann défilait le 18 mai en chantant : « Mars était morose, demain sera rose. » Jolie formule d'espoir qui sent bon la gauche. ●





Ouest-France

Le 18 mai dernier, manifestation à Nantes pour défendre la maison de la culture.

DIPAPACÉQUOI

Les courants

par Piem



COMME ce n'était pas un temps pour la saison et qu'il fallait bien pourtant occuper ce temps-là, le père et son fils s'en étaient allés ce jour-là écouter les petits potins des beaux quartiers.

Et papati et potin là, c'est fou ce qu'on apprend dans ces cas-là ; qu'il n'y a plus en France de liberté, que Paris est assiégé, que l'information est muselée, que les Russes campent sur les Champs-Elysées, que l'université est asphyxiée, que la défense n'est plus assurée, que le petit commerce est étranglé, que la justice est bafouée, que la police est noyautée et que si on laisse aller, même les salons de thé seront nationalisés.

Les petits fours restent coincés dans les glottes, les cuillères d'argent tremblent dans les tasses de porcelaine, les fonds de teint pâlissent sur les peaux diaphanes, les permanentes deviennent intermittentes, les larmes emplissent les yeux bleus, les faux cils se décollent, les doubles mentons s'effondrent sur les colliers de perles.

Le spectacle était curieux à voir et l'enfant étonné de tant d'hypocrisie explorait avec une certaine ironie ces rancœurs inassouvies.

Le bourgeois avait mis sa tenue de combat, sa mauvaise foi à la bretelle et des œillères à sa pensée.

C'étaient des œillères de chez Hermès, en cuir repoussé qui donnaient aux beaux quartiers la vue étroite de ceux qui n'ont pas les idées bien larges. Ils marchaient tous à reculons, d'un bon pas cadencé, et, comme le temps était frais pour la saison, c'était marrant de voir ces manteaux de visons marcher à reculons, rue de Passy, rue du passé.

Bien sûr, de temps en temps, le père et son petit garçon étaient obligés de se coller contre les murs pour ne pas se cogner contre ces étranges marcheurs, ils devaient avancer avec une certaine prudence et malgré leur bonne volonté les heurts étaient parfois inévitables, mais cela amusait l'enfant comme les autos tamponneuses de la foire du trône.

Les reculeurs se bousculaient parfois entre eux, certains reculant plus vite que d'autres. On pouvait voir un Toubon déséquilibrer un Giscard.

— Nous qui allons de l'avant, dit l'enfant, cela ne peut pas nous arriver ?

— A condition de bien regarder où nous mettons les pieds et de ne pas trop nous emmêler les pinceaux dans nos courants.

« Un P.s. se désaltérant dans le courant d'une onde pure, récite l'enfant, un loup survint à jeun qui cherchait aventure... »

Et le petit garçon se mit à penser à ces étranges courants qui animent les hommes, qui les font aller en tous sens pendant que la terre inlassablement tourne sur elle-même et lui, parce que c'était un enfant, il savait qu'un milliard d'années suffirait à peine à faire bouger l'humanité vers un peu plus de fraternité.

Alors il serra bien fort la main de son papa et attendit avec une certaine inquiétude le jour où il serait un homme.

L'Horloge a le bourdon

A la suite d'un article paru dans « l'Unité » n° 513 évoquant les activités du Club de l'Horloge dont il est le secrétaire général, M. Le Gallou nous adresse une demande de droit de réponse dont nous ne voyons pas très bien à quoi elle s'applique sinon à une légende de photo qui indiquait par erreur qu'un colloque du Club de l'Horloge avait été organisé par le Grece. Dont acte. Pour le reste, la missive de M. Le Gallou n'est qu'un prétexte à injurier les socialistes qui n'auraient « d'autre recours que la stratégie de la peur, de la calomnie et de la haine ». Il nous avait semblé jusqu'à présent que cette stratégie était précisément celle du Club de l'Horloge et des organisations similaires, comme précisément le Grece, spécialistes, dans leur combat contre la gauche, des « procédés de désinformation et de manipulation des faits » mais à qui il ne nous est jamais venu à l'idée de demander un droit de réponse !

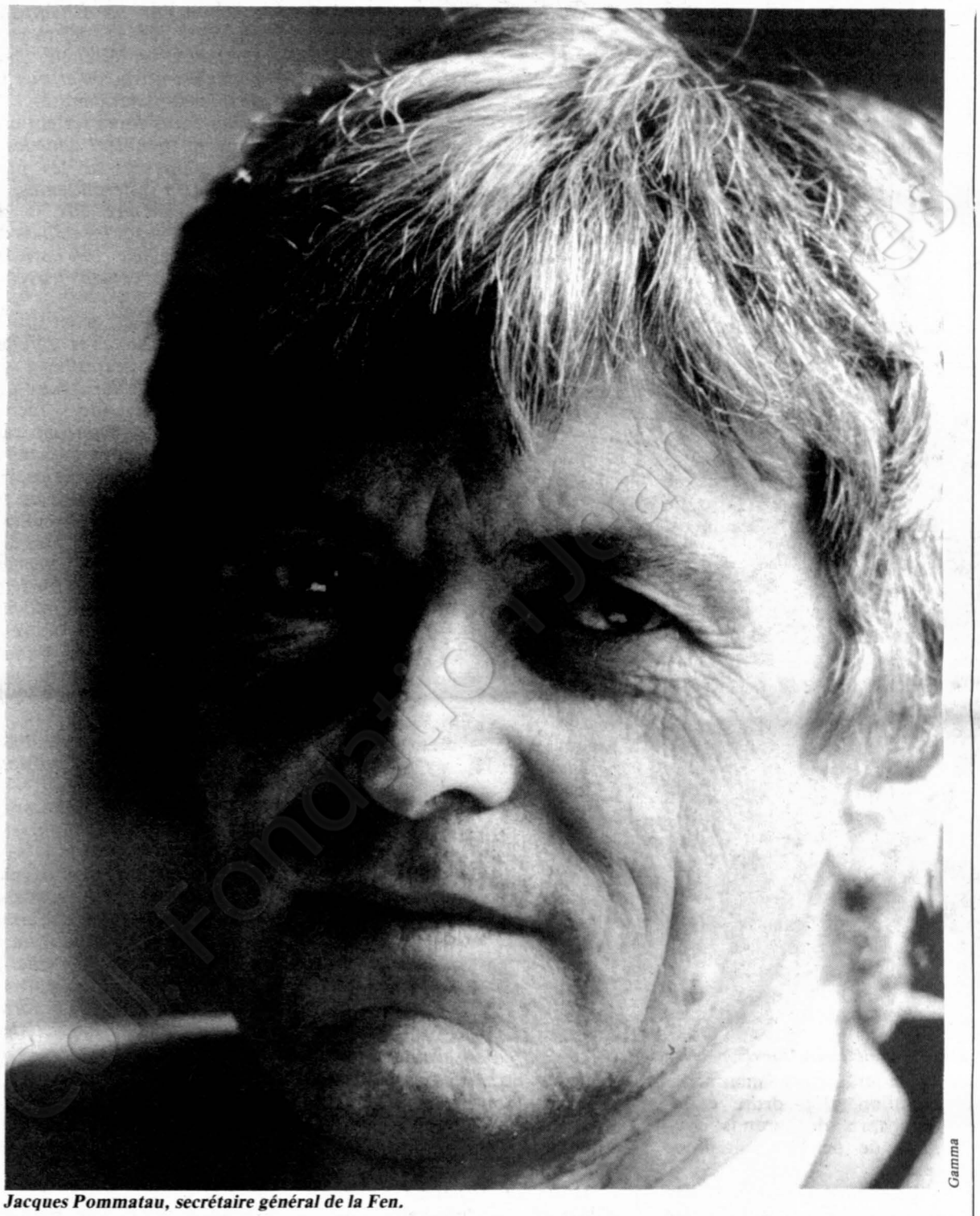
JACQUES POMMATAU:
"COMPTER UNIQUEMENT SUR LA BONNE VOLONTE DES ENSEIGNANTS, C'EST UN PEU COURT. IL FAUT DES MOYENS NOUVEAUX"

POUR quelques semaines encore, les questions d'enseignement vont garder la Une de l'actualité. C'est pourquoi nous avons voulu faire le point avec Jacques Pommatau et la Fen (Fédération de l'Education nationale).

De nombreux dossiers restent ouverts au moment où celui de l'enseignement supérieur trouve une première conclusion : la préparation de la rentrée scolaire, la réforme des collèges, la consultation dans les écoles, la constitution d'un service public unifié... Dans ce contexte de réformes du système éducatif, la crise économique et la rigueur budgétaire jettent des ombres aux tableaux. Des ombres qui suscitent inquiétudes et impatiences même chez les meilleurs soutiens du gouvernement, comme la Fen. Un syndicat qui s'en est jusqu'à présent tenu à un soutien ferme mais critique que Jacques Pommatau justifie ici. Car, si jusque dans les rangs du P.s. l'attitude à adopter à l'égard d'un pouvoir de gauche n'est pas toujours facile à définir et à tenir, l'expérience est sans doute tout aussi délicate dans un syndicat comme la Fen.

« L'Unité » : Certains parlent d'un malaise chez les enseignants. Et même si on ne peut sans doute pas parler d'eux de façon globale, il semble que certains traînent des pieds devant le changement. Qu'en pensez-vous ?

Jacques Pommatau : Je n'utilise jamais cette formule et je ne pense pas qu'il y ait malaise. Les enseignants ont été parmi les plus forts artisans du changement. Ils l'ont souhaité et ils sont prêts à l'assumer. Ils considèrent même que le changement doit s'accentuer dans l'Education nationale. Ils sont donc plus impatients que mal à l'aise. Je parle bien sûr des personnels d'éducation syndiqués à la Fen, qui ne sont d'ailleurs pas que des enseignants. Ils ont eu pendant vingt-trois ans le sentiment d'être des pestiférés et ils ont accueilli l'arrivée de la gauche avec un énorme enthousiasme. S'il y a aujourd'hui une certaine désillusion, c'est peut-être parce que l'illusion était trop forte sur la possibilité de faire changer les choses, de les faire changer vite. Dans le domaine de l'Education nationale, les choses ne peuvent aller que lentement. C'est le plus gros service public français, la plus grosse entreprise du monde qui regroupe un million de personnes. Et elle a des responsabilités considérables. On ne change pas un système éducatif comme on transforme une chaîne automobile, et les mutations ne peuvent s'opérer qu'avec beaucoup de précautions. D'ailleurs, toutes les réformes ou pseudo-réformes qui ont été engagées au cours des décennies précédentes ont plus ou moins avorté parce que, au-delà du fait qu'elles étaient contestables sur le fond, elles ont été trop brutales. Donc, même impatients, les enseignants comprennent la prudence d'Alain Savary. Il y avait bien sûr un projet socialiste pour l'école, mais ce genre de projet à long terme, fait dans l'opposition, ne correspond pas nécessairement aux possibilités de changement réelles immédiates. Pour le mettre en musique, ce n'est pas si facile. Ce serait d'ailleurs aussi vrai pour le projet de la Fen. La mise en application demande du temps et beaucoup de réflexion. Nous n'avons pas condamné la méthode d'Alain Savary qui s'est engagé dans des consultations multiples par missions interposées. Elle a l'inconvénient d'être lente, mais elle a l'avantage de prendre la mesure des réalités concrètes et du pouls de la base. Jusqu'à présent, les personnels de l'éducation ont compris la nécessité d'une période d'attente, mais il est vrai qu'aujourd'hui ils considèrent que le temps des décisions est venu.


Gamma

Jacques Pommatau, secrétaire général de la Fen.

— Certains dossiers sont pourtant en voie d'aboutir, comme la réforme de l'enseignement supérieur.

— Certes. Et elle a fait l'objet d'une importante concertation, quoi qu'en disent les étudiants aujourd'hui. On peut seulement reprocher au ministre de ne pas avoir tenu compte de certaines de nos remarques. Sur les objectifs de la loi d'orientation, nous sommes d'accord. Sur la démocratisation par l'accès de tous, l'ouverture sur le monde extérieur, sur le rapprochement des enseignements supérieurs entre eux... Tout cela nous a semblé positif. De même que l'idée de donner des débouchés plus nets aux étudiants ainsi que la mission très claire de formation des adultes. Il y a simplement des points sur lesquels nous jugeons cette loi trop vague puisqu'il faudra attendre une cinquantaine de décrets pour y voir vraiment clair. Et nous savions que certains points poseraient problème, comme le fameux article 13. Mais nous nous distinguons très nettement de ces étudiants et de ces professeurs non syndiqués à la Fen qui manifestaient l'autre jour : ils ont des objectifs complètement contradictoires avec les nôtres lorsqu'ils se battent pour le maintien d'un certain élitisme.

— Pour revenir aux enseignants, n'y a-t-il pas certaines contradictions dans leurs aspirations, même chez ceux qui ont été heureux de l'arrivée de la gauche au pouvoir ?

— Si, tout à fait. Le monde de l'Education nationale n'est pas monolithique. La Fen non plus. Comme dans toute catégorie professionnelle, des conservatismes subsistent. Il est dur de remettre en cause des habitudes de travail, des comportements quotidiens. Ce n'est ni facile à vivre ni confortable. Pour personne. Malgré tout, on peut dire que les personnels de l'enseignement font la preuve tous les jours de leur volonté de changer le système éducatif. Même s'ils ont parfois tendance à souhaiter que change d'abord le système qui ne les concerne pas. C'est un réflexe humain. Mais je crois que leur participation aux différentes missions, dans les lycées, les collèges et actuellement dans l'école, où s'accomplit énormément de travail, montre qu'ils sont prêts à se remettre en cause. Et nous avons pu porter une appréciation positive sur les propositions qu'Alain Savary a retenues du rapport Legrand, en ayant l'appui de la majorité. Même si les enseignants des collèges n'ont été ni formés ni habitués à travailler en équipe, par exemple. Un soutien individualisé aux enfants va également tout à fait dans le sens de nos préoccupations, et je crois que les personnels sont prêts à accomplir cet effort qui leur est demandé. Mais ils sont inquiets parce qu'ils ont le sentiment qu'au gouvernement et dans la majorité parlementaire, on imagine qu'il suffit pour changer le système éducatif que les enseignants fassent cet effort. Rien ne se fera sans que les personnels s'impliquent complètement dans la réforme du système, mais cela ne peut pas suffire. Il faudra aussi un gros effort du côté gouvernemental.

— En termes de moyens ?

— Oui. Depuis quelques années s'est développé un mythe : on va pouvoir opérer des mutations dans le système sans coup de pouce

sur les moyens. C'est faux. L'Education nationale vit en dessous de ses moyens. Les personnels savent bien que tout ne peut pas se faire tout de suite, qu'il y a déjà eu un effort d'accompli pour le collectif de 1981 et le budget de 1982. Mais il ne faudrait pas que le gouvernement s'imagine que cet effort d'un an et demi suffise à rectifier le tir. Les besoins et le retard pris sont considérables. Si on compare le niveau opérationnel de l'Education en France avec celui des pays industrialisés, nous continuons à prendre du retard. Il y a quelques années , la qualification des Français était au troisième rang, elle occupe maintenant le septième ou le huitième rang. Nous formons seulement 20 à 30 % de bacheliers par classe d'âge. A diplôme égal, c'est un des taux les plus faibles des pays industrialisés. Au Japon, il y a 80 % de jeunes qui ont le niveau baccalauréat. La bonne volonté des enseignants ne suffira pas à refaire ce retard.

— Vous avez en particulier des inquiétudes à propos de la rentrée 1983.

— La rentrée prochaine va être difficile, tout le monde le sait. Et ces difficulés ne seront pas imputables, comme l'an passé, à des mouvements de personnel désordonnés, mais à une augmentation considérable des effectifs, surtout dans le second degré. On parle de 45 000 élèves supplémentaires dans les collèges, plus de 15 000 dans les lycées et 20 000 à 30 000 dans les L.e.p. Les créations d'emploi ne correspondent pas à cet afflux. Nous espérons, sans imaginer que toutes les difficultés puissent être résolues, que le ministère va procéder à un examen très sérieux, académie par académie. Et trouver des solutions pour les cas les plus criants. Mais, pour nous, la bataille la plus importante se situe au-delà du court terme. Nous voulons savoir comment le gouvernement va prendre en compte les orientations qu'il s'est lui-même fixées. François Mitterrand a dit très clairement que le développement industriel du pays passait par l'amélioration de la qualité de la formation des jeunes. De nombreux ministres tiennent ce langage. Les intentions sont claires, mais nous avons le sentiment que le gouvernement n'en tire pas les conséquences concrètes. Dans la loi de Plan, le gouvernement a pris des lois programmes pour la recherche et la défense mais pas pour l'éducation. Nous considérons qu'il faudrait une programmation pluriannuelle au moins sur trois objectifs prioritaires : d'abord l'enseignement technique et professionnel, parce que les stages Rigout pour les 16-18 ans ne seront que du bricolage si, dans le même temps, on continue à fabriquer des jeunes sans qualification, de futurs chômeurs. Il nous semble prioritaire d'arrêter l'hémorragie et de développer l'enseignement technique, sous toutes ses formes.

Ensuite, les collèges. Il faudra des moyens pour mettre en œuvre la réforme Legrand. Pour le travail en équipe pédagogique, pour le tutorat. Cela nous inquiète qu'on n'en envisage le développement qu'en tache d'huile, en comptant uniquement sur la bonne volonté des enseignants. On ne peut pas imaginer côte à côte dans le même département un collège Legrand et un collège Haby. Nous demandons une plus importante généralisation, programmée sur cinq ans. C'est un objectif qui ne nous paraît pas trop ambitieux. Enfin, on ne peut pas continuer à assurer le recrutement et la formation des personnels sans programmation. Pas une entreprise française n'accepterait de travailler ainsi. En particulier, pour la formation continue, il y aura des besoins considérables alors que les personnels vont devoir travailler dans des conditions nouvelles auxquelles ils n'ont pas été préparés.

— N'avez-vous pas le sentiment que le monde enseignant a malgré tout toujours une certaine difficulté à parler des problèmes de contenus en les séparant des problèmes de structures ?

— Tout à fait. Et nous avons commencé à travailler la question. Malgré tout, cette réflexion implique qu'on sache clairement ce que nous voulons faire de l'école. Car, pratiquement, peu de chose a changé depuis cinquante ans, si ce n'est en apparence. Et on s'aperçoit que nous demandons aujourd'hui la même chose que Jean Zay en 1936.

— Justement, il est frappant de voir que depuis Jean Zay, depuis Freinet et d'autres, les nouvelles pédagogies sont connues. Pourquoi n'ont-elles pas été généralisées depuis tout ce temps ?

— Il y a pourtant eu l'occasion d'une prise de conscience nationale lorsque de Gaulle, en 1959, a porté l'âge de la scolarité obligatoire à seize ans. On aurait dû alors considérer que la scolarité obligatoire faisait un tout. Or, on a bricolé en mêlant ce qu'étaient les premiers cycles de lycée avec les cours complémentaires. On a appelé ça des C.e.s. et on a continué à enseigner à peu près les mêmes choses que dans les anciens lycées élitistes. C'est une des grandes tares du système éducatif : on n'a jamais pris en compte le fait que tous les enfants, quelles que soient leur condition sociale et leurs aptitudes, devaient suivre ensemble une scolarité jusqu'à seize ans. On n'en a jamais tiré les conséquences, ni en termes de formation des personnels ni en termes de contenu. Et c'est ce qu'il faut faire aujourd'hui. C'est dans ce sens que va la réforme des collèges proposée par Alain Savary, lorsqu'elle veut aider tous les enfants qui y entrent à arriver au maximum de leurs possibilités. Il est plus que temps de le faire et, pour cela, il faudra se donner des moyens.

> "L'Education nationale vit en dessous de ses moyens"

— Estimez-vous qu'une réflexion globale sur la mission de l'école va être nécessaire ?

— J'ai bien le sentiment que c'est ce que nous sommes en train de faire. Avec les différentes missions, on ne cesse de se poser la question : l'école, pour quoi faire ? Pour quelle qualification des jeunes ? Ce travail s'opère. Peut-être de façon un peu discrète. Pour les médias et l'opinion publique, l'importance de la réflexion menée depuis quelques mois n'est pas apparue très clairement. Peut-être n'est-ce pas spectaculaire, mais c'est un travail unique, totalement nouveau et qui, finalement, n'est conduit que dans l'Education nationale. Il n'y a pas beaucoup de secteurs d'activité dans le pays qui soit en train d'opérer cette réflexion, cette remise en cause. C'est pourquoi nous avons parfois l'image de gens assez modérés par rapport à telle ou telle disposition gouvernementale : nous sommes prêts à poursuivre ce travail de réflexion. Et nous le serons d'autant plus que se dégageront au fur et à mesure des perspectives claires. Ce qui nous inquiète, c'est le risque, après cette mobilisation des personnels, d'aboutir à un certain découragement s'ils ne voyaient pas les choses se traduire en termes concrets.

— Cette réforme engagée pose aussi le problème des pièges de la concertation. On l'a vu avec l'enseignement supérieur et avec l'enseignement privé. N'avez-vous pas l'impression qu'Alain Savary n'a pas affirmé avec assez de fermété la nécessité du compromis politique à la suite d'une consultation ?

— Dans ce domaine, et pas seulement à propos d'éducation, le gouvernement a encore beaucoup de choses à apprendre. En particulier pour que le mécanisme de concertation entre les responsables syndicaux fonctionne. Parfois, la concertation se limite trop à de simples « conversations », au lieu d'être une discussion serrée, avec des prémices, un développpement, une conclusion. Je ne suis pas le seul responsable syndical à m'en plaindre : dans beaucoup de ministères, on nous écoute gentiment, poliment, mais on ne voit pas vite venir les dispositions concrètes qui pourtant ne semblaient pas susciter d'obstacle. C'est vrai que le gouvernement avait beaucoup de choses à faire, qu'il a accompli beaucoup en peu de temps. Il y a eu un grand désordre au début dans les modalités de la concertation. C'est un peu moins vrai maintenant : on commence enfin à considérer qu'il faut tenir compte de ce que disent les organisations syndicales. Nous avons beaucoup travaillé et parfois en se disant : « Ah, si on nous avait écoutés à temps ! » Par exemple pour la réforme de l'Université. Il est sûr que l'agitation avait des fondements politiciens, mais on aurait pu lever à temps les ambiguïtés. Cela aurait évité au Parti socialiste de déposer des amendements qui reprennent ce que nous proposons depuis longtemps.

> "La rentrée prochaine va être difficile, tout le monde le sait"

— A propos de l'enseignement privé, la concertation n'est-elle pas encore plus biaisée ?

— C'est un problème tout à fait redoutable. Nous avons conscience des enjeux et nous comprenons les hésitations et les retards, car c'est un dossier difficile qui ne peut se résoudre simplement par l'abrogation des lois Guermeur, Debré et Pompidou. Le ministre a-t-il trop tardé ? Il a pris son temps, c'est vrai. Il a proposé un dossier qui ne correspond pas complètement à nos préoccupations, mais que nous acceptons comme base de départ. Les partenaires du privé l'ont rejeté. Aujourd'hui, il faut que des décisions soient prises. Soit la discussion s'ouvre, soit elle ne s'ouvre pas. Mais nous n'accepterons pas que, sous prétexte qu'il est question de convaincre et non pas de contraindre, on puisse imaginer une seule seconde que le statu quo puisse être maintenu encore longtemps, parce que les autres refusent de négocier. Il faudra bien que des perspectives s'ouvrent, même si nous ne fixons pas de délais.

— Des choses ont tout de même été décidées pour cette rentrée.

— Le ministre a en effet pris une disposition positive sur les créations de postes qui seront strictement limitées au budget. Auparavant, les moyens votés par le Parlement pour le privé pouvaient être doublés ou triplés à posteriori en fin d'année. C'était le seul secteur où le Parlement et le gouvernement n'étaient pas tenus par le vote d'un budget limitatif. Il est bon de mettre fin à cette pratique, mais ce n'est qu'un tout petit pas qui ne résout pas la totalité du dossier. Reste à savoir comment on va aller dans le sens de l'unification du service public. Le gouvernement et la majorité doivent savoir qu'ils risquent, en ne répondant pas aux préoccupations des laïcs, de se couper de façon définitive d'une large base électorale. Ce serait globalement la plus grave rupture envisageable.

— Pour conclure, à propos de la rentrée prochaine, vous attendez-vous à une certaine agitation ?

— Je n'ai pas renoncé à l'idée que le gouvernement prendra des dispositions pour éviter les plus grosses difficultés. Mais il est évident que si rien n'est fait dans certains secteurs, en particulier dans le secondaire, il y a des risques de forts mécontentements, y compris du côté des parents d'élèves. Comme cela risque de coïncider avec une rentrée sociale qui ne sera pas tellement facile, nous tirons la sonnette d'alarme et encourageons le gouvernement à ne pas accumuler les difficultés.

— Dans la préparation du prochain budget, avez-vous l'impression que ce discours a des chances de passer ?

— Le budget 1984 sera le premier budget d'application du Plan. Il sera significatif. Et, en septembre, il y aura la deuxième loi du Plan : s'il n'y a pas de programmation prévue pour l'éducation, cela voudra dire que tout le discours sur la volonté politique de rénover le système éducatif n'est qu'un discours. Nous le traduirons ainsi et nous le dirons. Si le budget 1984 n'est pas la traduction de cette volonté politique, nous le dirons aussi. Je sais bien que Jacques Delors voudrait qu'aucun moyen supplémentaire ne soit donné aux services publics. Mais il doit mesurer ce que cela signifierait pour nous. Je ne vois pas comment nous pourrions accepter un budget sans aucune création de poste.

Propos recueillis par FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Alain Savary recevant une délégation de la Fen conduite par Jacques Pommatau.

Pascal Lebrun



transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université

75007 PARIS - Tél: 550.32.04

cinéma

JUIN - N° 294

●

SPECIAL

ROBERT BRESSON

par Michel Estève
Joël Magny
René Prédal
et « **l'Argent** »
par Jean Sémolué

●

entretien avec

RICHARD BERRY

●

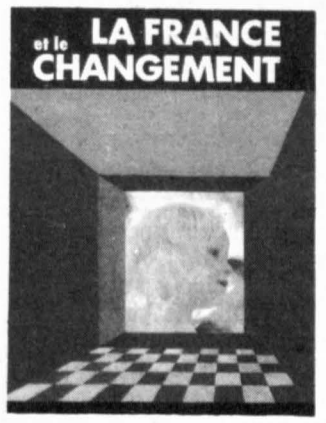
Raymond Bernard

●

Tous les films du mois au cinéma et à la télévision, et l'actualité

En vente partout, 20 F, et 7, rue Cadet, Paris 9e

club socialiste du livre



CULTURES, ECONOMIE, SOCIETE,
la France et le changement.
Prix de vente 59 F.
Edité au Club socialiste du livre
10 rue Solférino
75007 PARIS

LES ENTRETIENS DU JEUDI

9 juin

Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la Famille, la Population et les Travailleurs immigrés.

Jean Poperen, secrétaire national à la Coordination, chargé des élections, député du Rhône.

FICHIER D'ARTISTES

Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vos fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépôt-Vente.

Audition publique chaque samedi après-diner. Jazz dansant : jeudi, rock années 50 : vendredi.

Le Dépôt-Vente de la Jatte
92200 Neuilly.
Tél. Gérard Vacher
637 33 99
ORGANISATION DE FÊTE

LES SOCIÉTÉS DU GROUPE GENEST

URBAINE DE TRAVAUX
Travaux publics, bâtiment.

S.E.F.I.
Sondages, étanchements, forages, injections.

ENTREPRISE COUTANT S.A.
Travaux publics, terrassements généraux.

SITRABA
Charpente, serrurerie, chaudronnerie, tôlerie, mécanique.

SATELEC
Électricité H.T. - B.T., Télécom.
2 à 24, Route Nationale - **91170 VIRY-CHATILLON**
Tél. 996.96.96 - Télex SITRABA VIRY C 600.409

Ets DARRAS et JOUANIN
Travaux publics et particuliers, travaux en béton armé.
4, rue Nicéphore-Niepce - **91420 MORANGIS - Tél. 909.31.35**

ENTREPRISE SAVOURE
Entreprise générale de bâtiment - Travaux publics.
9, avenue Jean-Jaurès - **78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. 956.46.45**

MONTCOCOL
Travaux publics et particuliers - Voies ferrées.
Z.I. de Beauchamp - 267, Chaussée Jules-César - **95520 BEAUCHAMP**
Tél. 995.92.35 -Télex 697.325 F

Ecom/Univas

RENAULT G 260T. L'EUROPE L'A ELU CAMION DE L'ANNEE.



13 journalistes européens ont élu le Renault G 260 T "Camion de l'année 83".

Avec ce trophée, le jury a voulu récompenser une gamme de camions conçue pour répondre aux attentes de transporteurs confrontés à une conjoncture difficile.

La conception générale du G 260 a été dominée par le souci prioritaire de la rentabilité d'exploitation, en voici la preuve par les chiffres :

– Poids mort : 5.960 kg (équipement standard en ordre de marche, plein de 400 l). – Charge utile : 32 tonnes.

– Motorisation performante (turbo à air refroidi, couple de 105 mKg pour 260 ch DIN), associée à une boîte très ouverte (9 vitesses, ouverture 14.8).

– Consommation : 34,46 l aux 100 km (test comparatif sur parcours étalonné réalisé par la presse professionnelle, décembre 1982).

Le Renault G 260 est né des derniers perfectionnements de l'électronique et de la robotique.

Tout a été mis en œuvre pour permettre à un chef d'entreprise d'optimiser sa gestion.

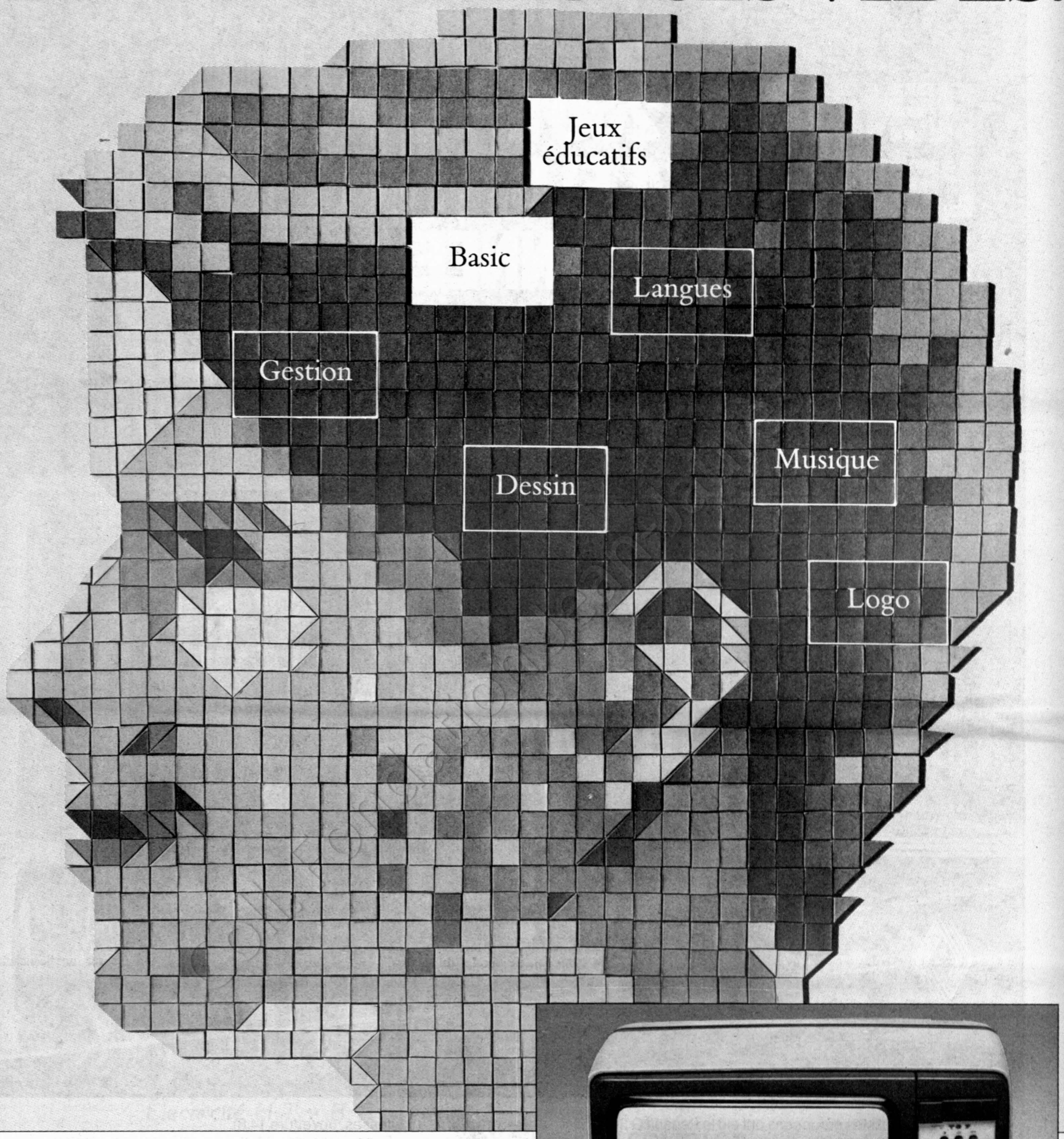
Et derrière chaque G 260 comme derrière tous les Renault, l'assistance de 600 concessionnaires et points de service en France.

Le Renault G 260 T est le camion de l'année, choisissez-le cette année comme votre camion

NOS PERFORMANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

RENAULT
Véhicules Industriels

UN TO7 DE THOMSON REMPLIT DES CASES VIDES.



Un T07 de Thomson va remplir des cases encore vides. Des cases qui ne demandent qu'à être remplies. L'anglais, l'allemand, le français, le basic, les maths... Le T07 de Thomson est, avec ses programmes développés par Nathan, le professeur idéal, patient et universel. Conçu et fabriqué en France par Thomson, le T07 bénéficie d'une technologie de pointe parfaitement maîtrisée. Plusieurs atouts sans précédents sur un micro-ordinateur : le "crayon optique" intégré au T07 permet de dessiner et de créer directement sur l'écran TV. Le basic du T07 est remarquable, simple, tolérant et complet. Il permet de programmer soi-même le crayon optique. Le T07 possède un éditeur plein écran, un graphisme haute résolution, un synthétiseur musical... Un T07 est l'ordinateur de toute la famille. Tour à tour précepteur ou compagnon de jeux, il est aussi l'économe attentif de la maison. Le T07 de Thomson est un ordinateur hautes performances destiné au grand public. Pour plus d'information, Thomson S.D.R.M., 67, quai Paul-Doumer - 92400 Courbevoie - Tél. : 788.33.33.

THOMSON
T.O.7 L'ORDINATEUR FAMILIAL

INSPECTEURS DU TRAVAIL : DES "RISQUES DU METIER" VRAIMENT DISPROPORTIONNES

Menacés de mort, séquestrés, injuriés, les inspecteurs du travail en ont assez d'être les souffre-douleur préférés des nervis du S.n.p.m.i.

PAR CLAUDE JADOUL

MENACES de mort à l'égard d'une inspectrice du travail à Aulnay-sous-Bois, séquestration d'un confrère dans l'Aisne, bousculades lors d'un contrôle dominical à La Valette (Toulon), la liste des agressions des gens du S.n.p.m.i. s'allonge. Et ce n'est pas par hasard : l'organisation de Deuil a ouvertement déclaré la guerre à l'inspection du travail, sa bête noire depuis un certain 10 mai. Mais jamais les incidents ne s'étaient répétés aussi fréquemment que depuis ces dernières semaines.

« Il s'agit d'un mouvement concerté », explique Christiane Reverdy, directeur-adjoint du Travail de Seine-Saint-Denis. Un cas, Chritiane Reverdy. Ou plutôt, un certain patronat voudrait la transformer en « cas ». Et la droite relate à tout va la campagne qui a été déclenchée, de longue date, à l'égard de l'« inspectrice de Citröen ». Tout comme à l'égard de Jean-Paul Montois, inspecteur du travail et militant socialiste de Soissons. Deux affaires-tests.

« Menteur », « Charlot », « connard », « salopard », « rigolo », mais aussi « les lois Auroux y'en a marre » : voilà quelques-unes des insultes que J.-P. Montois a subi durant une bonne heure de séquestration le jeudi 5 mai. Dans les locaux des établissements A.c.m. Champenois à Brasles, près de Château-Thierry. L'histoire est simple. Inspecteur du travail dans la région depuis 1971, Montois avait pris rendez-vous avec la direction de cette petite « boîte » afin de vérifier le respect de la procédure d'élections du personnel. Et aussi pour causer sécurité du travail avec le patron. Lequel a fait l'objet de trois P.v. depuis 1978. Autre chose : l'inspection venait de signifier — l'avant-veille — un refus de licenciement. Et pas n'importe lequel : il s'agissait d'un salarié qui venait de demander l'organisation d'élections de délégués du personnel...

10 heures du matin. Jean-Paul Montois arrive au siège de l'entreprise. Un « comité de réception » l'y attend de pied ferme. Badges du S.n.p.m.i. en sautoir, mais aussi croix celtiques à la boutonnière. Le ton de la « réception » est vite donné. Quinze militants du S.n.p.m.i. entourent l'Inspecteur du travail et le conduisent — très fermement — dans le bureau du p.-d.g. Roger Commun. Pas de discussion. Et les quinze énergumènes d'exiger d'accompagner Montois au cours de sa visite des ateliers. Afin de « contrôler votre objectivité dans le travail ». Refus catégorique de l'inspecteur du travail. Palabres, insultes. « Nous sommes venus soutenir un adhérent victime des sociolo-communistes, on est encore en démocratie ; on empêchera les fonctionnaires révolutionnaires de foutre le bordel dans nos entreprises », expliquent les gens du S.n.p.m.i. Qui précisent « la C.g.t. on n'en veut pas dans les entreprises françaises ». Impossible pour Montois de repartir : son véhicule est bloqué par deux voitures arborant le signe S.n.p.m.i.

« Atteinte au pouvoir patronal »

« J'ai finalement été « relâché » vers 11 h 15 », dit l'inspecteur du travail. Qui a, depuis, établi deux P.v. fondés sur l'article 224 du code pénal. Le responsable régional du S.n.p.m.i., Marc Delacroix, y est nommément mis en cause, avec d'autres.

Et ce n'est pas un hasard. Jean-Paul Montois a été chargé — officiellement — de mettre en application la loi du 4 août 1982 sur le droit d'expression direct et collectif des travailleurs de la région Picardie. L'inspecteur du travail « informe » donc autour de lui. C'est le cas au cours d'une réunion le 26 mars 1983. Il y a, en effet, urgence : le droit d'expression doit entrer dans les faits avant le 4 août 1983. A cette réunion, le S.n.p.m.i. tombe le masque. Et Delacroix dénonce en public « cette loi qui porte gravement atteinte au pouvoir patronal et introduit l'anarchie et la politique dans l'entreprise ». Air connu.

La campagne du S.n.p.m.i. a choisi un biais, des têtes de Turc, pour tenter de faire capoter l'application de la loi, nouvelle et ancienne. On s'attaque donc à ceux qui sont chargés de la mettre en pratique. En les paralysant sur le terrain. « Cette campagne vise à nous démolir auprès des employeurs », pense Christiane Reverdy. « Depuis mai 1981, il y a une accentuation des critiques contre le Code du travail, tous mes collègues l'ont remarqué. »

« Les inspecteurs du travail ont un petit « livre rouge », le Code du travail », explique posément Guy Clary qui a exercé sa profession dans les Bouches-du-Rhône. Notre rôle, c'est de faire respecter la loi, un point c'est tout. » Et la loi était respectée — avec des variantes — avant le 10 mai. « Depuis, on est passé de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle ; les inspecteurs se sentent mieux soutenus. » Mais « l'inspection n'a pas changé ses méthodes depuis deux ans ». Ou plutôt, il y a un changement : Jean Auroux, lorsqu'il était ministre du Travail, a clairement expliqué aux patrons « qu'il ne tolérerait plus les outrages aux fonctionnaires ». Car si le dossier s'est singulièrement épaissi depuis le 10 mai, un certain patronat n'a jamais cessé d'entraver l'exercice des fonctions d'inspecteur du travail.

Robinets à gaz grands ouverts !

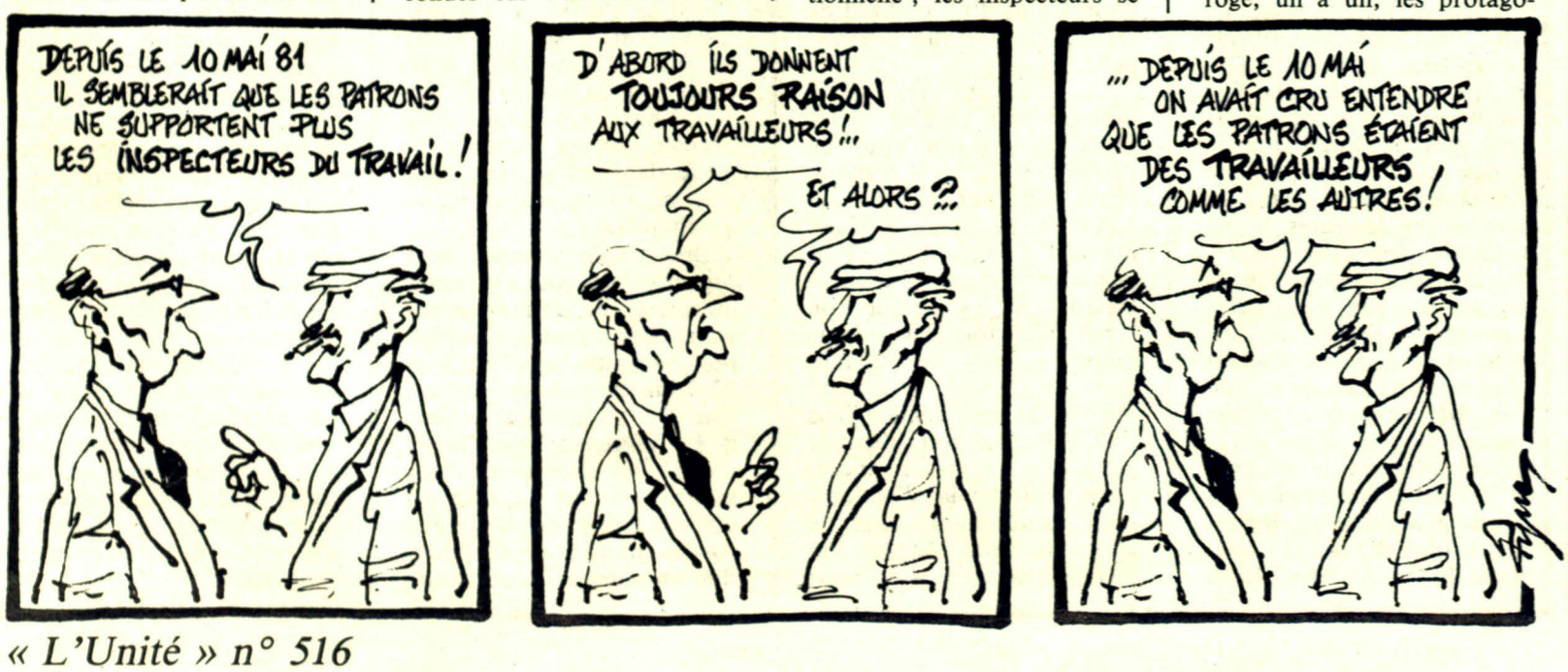
Christiane Reverdy en sait quelque chose. En poste à Aulnay-sous-Bois depuis 1967, les incidents n'ont cessé de se multiplier avec Citroën. Spécialement depuis 1977, date à laquelle elle a refusé un licenciement, celui d'un ouvrier turc, Demirtas, délégué syndical C.g.t. « Quelques heures après que la décision a été connue, Christiane Reverdy a reçu quelque 450 télégrammes de protestation émanant de gens de la C.s.l. » Mais, curieusement, pas un seul télégramme d'Aulnay. Une campagne bien orchestrée de la part des autres sièges de Citroën. Et des télégrammes menaçants, racistes pour certains. Sept plaintes en diffamation déposées, sept comdamnations, Citroën et ses nervis ne le lui pardonneront pas. Arrivent les incidents d'Aulnay au printemps dernier. Le comité d'entreprise refuse d'entériner le licenciement de quatre délégués syndicaux C.g.t. dont celui d'Akha Ghazzi, secrétaire de la section.

Le dossier échoit à Christiane Reverdy. L'inspectrice du travail prend son temps pour l'instruire : quinze bons jours. Reverdy interroge, un à un, les protagonistes de l'affaire des « violences ». Et débusque des anomalies dans le dossier des « témoignages » fournis par la direction. Visiblement, des détails ne « collent pas ». Quatre-vingts témoins se contredisent, reviennent sur leurs déclarations, Akha Ghazzi, par exemple, aurait été vu en sept ou huit endroits différents au moment des faits. Christiane Reverdy collationne les contradictions et les pressions, les incohérences. Un travail de bénédictin(e). Seize feuillets au total pour les quatre décisions de refus. Très instructif.

La riposte ne se fait pas attendre. Pressions, re-télégrammes, menaces de mort par écrit, injures postales. Et, un beau matin, Christiane Reverdy trouve les robinets à gaz grands ouverts en pénétrant dans la petite cuisine de l'inspection du travail, 1, boulevard Félix-Faure à Aulnay-sous-Bois... Négligence, malveillance, l'inspectrice du Travail ne veut pas se prononcer. Mais elle prend des précautions... après avoir pris des vacances. « Je suis écœurée », lâche-t-elle.

Il n'y a pas que Reverdy, il n'y a pas que Montois. Corentine Briec et Jacqueline Lang deux inspectrices bretonnes en savent aussi quelque chose de la campagne du S.n.p.m.i. Le 28 octobre 1982 Jacqueline Lang militante de la C.f.d.t. se rend à Ruffiac pour une enquête sur un licenciement économique chez M. Maquignon, un plombier-chauffagiste. Cinq minutes après son arrivée, la maison est cernée par soixante-dix artisans porteurs du badge S.n.p.m.i. Le téléphone est coupé, la voiture de l'inspectrice est bloquée. Arrivée des gendarmes qui tentent — en vain — de lui ouvrir le passage. Elle trouve refuge dans l'estafette de la gendarmerie, car le ton monte. Impossible en tout cas de démarrer en raison des risques d'incidents. Le secrétaire régional du S.n.p.m.i. propose alors le « marché » : sa « libération » en échange d'un entretien dans le fourgon. Finalement, les manifestants la laissent partir aux cris de « ce n'est qu'un au revoir ». Scénario quasi identique à La Valette, dans le Var, le 19 avril 1983. Gérard Demory et une consœur viennent effectuer un contrôle au centre commercial Barnéoud où, de notoriété publique, des sala-

(suite en page 12)



(suite de la page 11)

riés travaillent le dimanche, en contravention avec la loi. Là aussi un « comité d'accueil ». Demory est bousculé, insulté par les commerçants. Qui profitent de l'aubaine pour lui « piquer » ses carnets de contrôle. Une fois encore, la police doit intervenir pour dégager les deux inspecteurs du travail. « Depuis, impossible de se rendre sur place, Le commissaire de la République, M. Julia, refuse d'assurer notre protection si nous nous rendons au centre tre Barnéoud », affirme Gérard Demory. Qui, en prime, a écopé d'une dent fêlée lors d'une précédente affaire... Incidents également, mais dans les Bouches-du-Rhône cette fois, où un inspecteur du travail, Philippe Portman est pris à partie au cours d'un contrôle. Le dossier est épais, très épais ; il « couvre » pratiquement toutes les régions. Visiblement, le S.n.p.m.i. a donné des instructions musclées.

Et les provocations sont délibérées. « Cela prend de plus en plus d'ampleur », dit Christian Paris, du syndicat travail-emploi C.f.d.t. Le S.n.p.m.i. n'a-t-il pas affirmé, peu avant le vote des lois Auroux, « lorsqu'elles seront votées, on interdira l'entrée des entreprises à l'inspection du travail » ? L'organisation patronale reste donc logique avec elle-même en engageant cette campagne, il n'y a pas d'illusions à se faire. Et ce n'est pas par hasard si le vichyste Deuil, dans le bureau duquel trône le portrait de Pétain, est sorti de son sommeil politique depuis le 10 mai. C'est dans l'air du temps. La lecture du « Figaro-Magazine » du 30 avril 1983 est édifiante ; les termes outrés par lesquels l'inspection du travail est assimilée, purement et simplement, au « P.c. + C.g.t. » devraient faire réfléchir... On a déjà connu cela, en d'autres périodes...

Cibles idéales

Et ce n'est pas par hasard si les agents de la Direction générale des impôts (D.g.i.), toutes tendances syndicales confondues, viennent de dénoncer les « agressions et les violences contre les agents de la D.g.i. » à Marseille et Montpellier. De la part du S.n.p.m.i., du C.i.d.-U.n.a.t.t., de la C.g.p.m.e., de la F.n.s.e.a.
La droite de 1983 est musclée, son langage se modifie insensiblement mais dangereusement. La technique des commandos s'étend un peu partout. Et si les inspecteurs du travail sont en première ligne, c'est qu'ils constituent un maillon faible. Des fonctionnaires, une cible idéale pour tous les poujadismes. Un test aussi, une manière d'éprouver un gouvernement de gauche sur l'une de ses réalisations concrètes : les droits nouveaux. Alors tout se tient, freiner l'activité des inspecteurs du travail, c'est aussi remettre en question — par la tangente — les lois Auroux. Certains textes d'application ne sont pas encore sortis...

Les gens du S.n.p.m.i. ont beau jeu. Sous Giscard, seulement 3 % des plaintes des inspecteurs du travail donnaient lieu à jugement. Et il y a encore tellement de « filtres », au niveau des directions départementales du travail actuelles... Alors, pourquoi se gêner ?

Alors, alors, c'est le ras-le-bol chez ce petit corps de fonctionnaires, 850 personnes en tout et pour tout, mal armées pour faire face à ce type de situation. Et c'est la grève le 27 mai dernier. « Nous remettrons ça à chaque exaction, séquestration, menace », disent, unanimes, les syndicats, y compris les « autonomes » pourtant fortement « mouillés » avec le régime précédent.

Pierre Bérégovoy a donné des assurances : il soutiendra ses agents qui déposeront plainte avec constitution de partie civile. En clair, le ministère règlera les honoraires des avocats. Une première réponse à Christiane Reverdy qui exprime un sentiment général : « Je souhaiterais que le ministre des Affaires sociales prenne ses responsabilités dans la défense de notre corps. Si ceux qui nous attaquent ne voient pas de réactions, il y a danger de répétition des agressions de toutes sortes ; dites-vous bien que s'il n'y avait pas d'inspecteurs du travail, le code risquerait de ne pas être respecté. » ●

DE QUOI SOUFFRENT DONC CES PETITS COMMERÇANTS ?...



FISCALITE: ÇA BOUGE, ENFIN

Le système fiscal français est devenu un peu plus équitable, la lutte contre la fraude plus facile

PAR GUY PERRIMOND

DURANT un demi-siècle ce fut une « revendication ». La gauche au nom de la justice « la » proposait. La droite, elle, refusait, faisant silence sur ses motivations profondes. Après le 10 mai ce fut un projet de loi. Puis une loi. Aujourd'hui l'impôt sur les grandes fortunes est entré dans les faits. Le système fiscal français est devenu un peu plus équitable, la lutte contre la fraude plus facile.

Le secrétaire d'Etat chargé du Budget vient de rendre publics les premiers résultats de l'application, en 1982, de l'I.g.f. (Impôt sur les grandes fortunes). Des chiffres sont révélateurs. Cet impôt aura rapporté pour 1982 plus de 4 milliards de francs. Et il aura touché 104 000 redevables. Dans un pays — un des rares — où les patrimoines étaient « terres inconnues », protégés par le manque d'enquête, commence à se dessiner une carte de la richesse révélant que cette dernière est encore plus concentrée que ce que l'on croyait.

Tout d'abord le nombre de contribuables soumis à l'I.g.f. s'est montré légèrement inférieur aux prévisions. Si les chiffres de la première année doivent être manipulés avec prudence, il n'empêche que le nombre de déclarations reçues au 31 décembre (104 000) est inférieur de 30 000 à la moyenne des estimations. Les spécialistes sont persuadés que la vague de « donation » qui a eu lieu en 1982 n'est pas étrangère à ce décalage. Mais elle ne l'explique pas.

C'est surtout la forte concentration des « hauts patrimoines » qui peut surprendre. En effet, 440 contribuables détiennent 9 % du patrimoine total et paient 21 % de l'impôt... Cela sans parler des quatre super-contribuables ayant déclaré plus d'un milliard de francs de fortune personnelle.

La structure des patrimoines s'est révélée différente du bas au haut de l'échelle. Pour les « petits », ceux déclarant entre 3 et 4 millions de francs, il s'agit d'abord d'immeubles. Puis peu à peu la part d'immeubles décroît. Et lorsque l'on arrive aux fortunes importantes — plus de 100 millions de francs —, les immeubles ne représentent plus que 8 % du patrimoine, alors que les valeurs mobilières (portefeuille d'actions, etc.) représentent plus de 80 % du total. Et les immeubles détenus sont pour partie immeubles de rapport. Si les rentiers au sens classique du terme — vivre des revenus de ses revenus — ont quasi disparus, il est toutefois évident qu'à partir d'un certain seuil le patrimoine cesse simplement d'être « d'usage » pour devenir un véritable patrimoine de rapport.

Tout cela peut sembler évident, tout comme la localisation du domicile des contribuables soumis à l'I.g.f. (Paris, Hauts-de-Seine, Côte d'Azur). Mais, et c'est la grande nouveauté aujourd'hui, on le « sait » : un formulaire d'imposition n'est ni un roman ni un sentiment. Avec les années, l'analyse s'affinera. La précision portera sur le nombre et sur les montants. Mais l'essentiel est visible dès aujourd'hui : cet impôt bien accepté par les Français est entré dans les mœurs. Sans cris ni conséquences catastrophiques.

Des cris en revanche sont organisés du côté des commerçants et artisans. Au cours des dernières semaines, 96 postes du Trésor et 22 d'impôt ont été agressées. Or, si un effort sérieux a été entrepris pour lutter contre la fraude, il faut savoir vers qui a porté cet effort. Les contrôles faits sur les grandes et très grandes entreprises sont passés de 8 551 en 1979 à 11 011 en 1982, soit une augmentation de 28 %. Dans le même temps les contrôles engagés sur les « petites » catégories sont passés de 11 780 en 1979 à 8 363 en 1982, soit une diminution de 29 %. Et cette politique s'est révélée payante : les sommes recouvrées l'année dernière ont été supérieures de 71 % à celles recouvrées en 1979.

Ce qui signifie qu'en 1982 les commerçants et artisans ont été moins contrôlés qu'auparavant. Or, dans le même temps, un certain nombre de mesures ont été prises en faveur des plus modestes d'entre eux.

Dès lors, on peut s'interroger sur les raisons de la vague d'attaques contre les perceptions. Les raisons fiscales n'étant pas « apparentes », faut-il penser qu'une organisation quelconque les prépare, les anime ? La question mérite d'être posée. Car c'est au moment où la situation fiscale des petits commerçants et artisans s'améliore que la violence apparaît.

On le voit, la fiscalité « bouge ». Les mesures adoptées vont toutes dans le sens d'une plus grande justice et d'une lutte contre les inégalités. Commentaire d'un inspecteur des impôts : « C'est un bon début. Continuons. »

GRANDE-BRETAGNE: TOUJOURS PRÊTS POUR LA CHEFTAINE

Margaret Thatcher est sûre de remporter haut la main les élections dans un pays exsangue, ravagé par le chômage et le monétarisme. Maggie, Maggie ou la meilleure façon d'en souper !

PAR NICOLAS ARCHAMBAULT

UN pari, un simple pari, donne l'ampleur du désastre prévisible aux élections générales britanniques du jeudi 9 juin : un anonyme n'a pas hésité à engager 90 000 livres, soit plus de cent trente millions de nos centimes, sur la victoire des conservateurs. Et encore, ne peut-il espérer, comme gain net, que dix millions de centimes, tellement la cote des « bookmakers » est en faveur des Tories...

Les sondages, rendus publics fin mai, créditent les conservateurs de 46 à 49,5 % des intentions de vote, loin devant les travaillistes (aux alentours de 30 %) et les sociaux-démocrates du S.d.l.p. (environ 20 %). Cette tendance ne peut que se renforcer au niveau des sièges, du fait du scrutin uninominal à un tour et aussi du nouveau découpage d'un grand nombre de circonscriptions.

Et pourtant... Et pourtant, le bilan social des conservateurs est accablant, et il suffit de se déplacer dans les grandes villes britanniques pour se rendre compte du délabrement et de l'extension de certaines zones de pauvreté criante.

13,4 % de la population active est au chômage, soit 3,2 millions de personnes. L'amélioration, considérable, du taux d'inflation (qui est passé en avril dernier au taux annuel de 4,6 %, contre 22 % en mai 1980), se fait aussi à ce prix.

Il est vrai que dans tous les pays industrialisés, les pouvoirs n'arrivent à améliorer certains indices économiques qu'en payant un prix élevé sur d'autres fronts. Mais le choix du gouvernement de Londres a été net : appauvrir une masse importante de la population, en axant tout sur un contrôle de la masse monétaire, et en espérant une reconversion de structures industrielles vieillies.

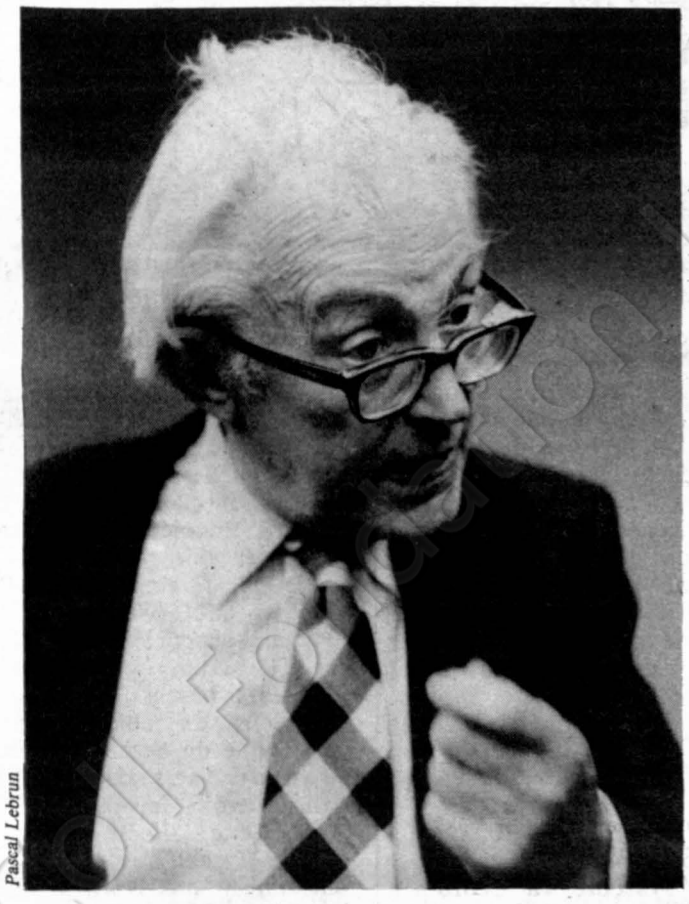
Non sans résultats : la production industrielle a certes baissé de 17 % de mai 1979 à novembre 1983 (en ne tenant pas compte du pétrole), mais, avec le recul des syndicats notamment, la productivité des entreprises s'est accrue de 14 % ces deux dernières années, contre seulement 2 ou 3 % par an au cours des dernières décennies.

Assurés de leur victoire, les conservateurs ne cachent pas, dans leur manifeste électoral, leur intention de poursuivre cette politique : 1) Le chômage ne pourra pas baisser et 2) si vous n'avez pas bien compris le sens de cet euphémisme, nous ne ferons rien pour qu'il baisse. Ils lanceront de nouveaux programmes de privatisation de secteurs nationalisés, restreindront encore le pouvoir syndical dans l'entreprise et démantèleront la municipalité du grand Londres, tenue par des « gauchistes » du Labour.

Sygma



Le Premier ministre britannique en campagne.



Pascal Lebrun

Michael Foot.

Mais le gouvernement sortant insiste surtout sur sa politique de défense, face à celle, qualifiée de « naïve et inconsciente », du Parti travailliste. Et il est vrai qu'en optant pour un désarmement nucléaire unilatéral, les travaillistes lui facilitent les choses. Les conservateurs frappent juste dans leur slogan « une Grande-Bretagne forte », susceptible d'apaiser les angoisses nées de la crise.

Ce débat sur la défense a été catastrophique pour le Parti travailliste, qui, juste après être remonté dans les sondages, s'est de nouveau effondré dans les prévisions d'intentions de vote. Le Parti sembler nier la crainte, pourtant générale en Europe depuis quelques années, d'une menace soviétique sur l'équilibre du monde. Il a, en outre, mis au grand jour ses divisions sur la question, au point que le leader travailliste, Michael Foot, n'ose plus défendre en public la politique de son parti en la matière... Sans aucun doute, ces divergences internes s'aggraveront au lendemain des élections.

La politique de sécurité des travaillistes, c'est l'atout que les conservateurs avaient dans leur manche. L'autre carte, abattue depuis longtemps, mais toujours efficace, c'est la personnalisation de la campagne. Autant Margaret Thatcher, petite-bourgeoise modèle, assurée de tout ce qu'elle fait, plaît aux uns et rassure les autres, autant Michael Foot, figure d'intellectuel respectable mais sans esprit de décision, est peu populaire, comme en attestent tous les sondages.

Pour beaucoup d'observateurs, le succès de la cheftaine du gouvernement britannique est déroutant. Pourtant, cette publicité vivante pour laque représente, jusqu'à la caricature, le modèle de l'institutrice autoritaire dans un village en pagaille. Si ses méthodes, sa personnalité peuvent agacer, on ne va pas jusqu'à s'en prendre tout haut à celle qui représente la pérennité, envers et malgré tout, d'un ordre symbolique de la communauté. D'une certaine manière, ce serait reconnaître que la vie est dominée par de si grandes incertitudes...

En particulier dans ce pays de traditions désuètes, l'expédition des Malouines a réveillé l'Angleterre impériale enfouie, pour laquelle les notions d'informatique, de Communauté européenne ou de vie commune extramaritale apparaissent encore comme de curieux phénomènes, même parmi les jeunes.

Enfin, les conservateurs jouent sur la mauvaise presse des structures syndicales dans l'opinion publique, mais aussi dans la classe ouvrière. Il y aurait long à dire sur le caractère « vieilli » de ces puissantes structures, d'une certaine manière à l'image de l'industrie qui leur a donné naissance. L'inadaptation du mouvement syndical à la démocratie ouvrière est certainement l'une des causes de son impopularité (1).

On devrait citer ainsi un seul fait qui témoigne de ce décalage : l'une des mesures de « limitation » des pouvoirs syndicaux, prévue par les conservateurs et dénoncée par l'opposition, est... l'élection des délégués à bulletin secret, une mesure pourtant assez normale.

Une surprise n'est cependant pas totalement à écarter le jour du scrutin. Mais il ne pourrait s'agir, probablement, que d'une remontée des travaillistes, qui serait l'expression du mécontentement social. Ce serait même assez logique, mais la logique dans les votes n'est pas toujours l'élément décisif. De toute manière, un renversement de tendance paraît exclu.

Face aux conservateurs, le Parti social-démocrate peut faire un certain score, mais pas déterminant, ce qui renvoie au problème de fond : ce parti, désavantagé par le mode d'élection qui privilégie le vote « utile », n'a pas réussi à s'implanter véritablement dans les classes moyennes qu'il courtise.

Les formations de moindre importance pèseront de peu de poids. Ce sera en particulier le cas du mouvement pacifiste, qui peut cependant garder une capacité de mobilisation parfois grande, mais certainement pas au point de contrecarrer le déploiement des euromissiles de l'Otan à la fin de l'année, en cas d'échec à Genève.

Il faudra simplement considérer avec attention le résultat du mouvement nationaliste irlandais, qui appuie la lutte armée en Ulster, et qui se présente maintenant systématiquement devant les électeurs, jusque-là avec succès. ●

(1) Un exemple : les directions syndicales se font, depuis un certain temps, régulièrement désavouer par leur base dans les votes qu'elles organisent sur des questions diverses.

AFRIQUE DU SUD: L'APOCALYPSE EST-ELLE POUR DEMAIN ?

Sept ans après les tragiques émeutes de Soweto, l'Afrique du Sud s'enfonce de nouveau dans la violence



Gamma

Après l'attentat de Pretoria.



A.f.p.

Après le raid meurtrier en Mozambique de l'aviation sud-africaine.

PAR JEAN-JACQUES KOURLIANDSKY

LA constatation inquiète exprimée par Claude Cheysson, le 25 avril, à l'ouverture de la Conférence de soutien au peuple namibien, est malheureusement fondée : l'Afrique du Sud, sept ans après les événements tragiques de Soweto, s'enfonce dans la violence.

Souvenons-nous. Le 16 juin 1976, quelques mois après la première équipée sud-africaine en Angola, les banlieues noires de Pretoria et Johannesburg s'embrasaient. Ces troubles se sont prolongés pendant deux mois en dépit d'une répression violente : 176 morts et 1 139 blessés officiellement reconnus entre les 16 et 22 juin.

Aujourd'hui, sept ans après ce tragique événement, la violence reste à l'ordre du jour : incursions meurtrières en Angola et au Mozambique (Namaacha), incident frontalier avec le Zimbabwe, au mois d'août 1982. En décembre, raid sur Maseru (Lesotho) 42 victimes, et attentats de l'Umkonto we Sizwe, branche armée de l'A.n.c. (African national congress) contre la centrale atomique de Koeberg et le palais de justice de Johannesburg. Nouveaux attentats de l'A.n.c. enfin à Pretoria le 20 mai, Bloemfontein le 26, et bombardement de Maputo (Mozambique) le 23 par l'aviation sud-africaine. La politique d'« apartheid » enfonce Pretoria dans un réseau de contradictions intérieures et extérieures explosives.

L'« apartheid » a bien essayé de changer de masque ces dernières années, mais son contenu est resté le même. Les Blancs refusent tout compromis et veulent préserver leurs privilèges économiques, sociaux et politiques. Quant aux pays dits de la ligne de front (Angola, Malawi, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe) ou assimilés (Botswana, Lesotho, Swaziland) soumis aux pressions continues, économiques et militaires de leur puissant voisin, ils n'ont qu'une marge d'action limitée.

« Les masques de l'apartheid »

L'« apartheid » a été mis en place de façon rationnelle par le parti national, parti des Afrikaans. Vainqueur des élections en 1948, il a transformé les « non-Blancs » en citoyens de deuxième ordre. Réduits à leur seul rôle de producteurs, les métis, les Indiens, et les Noirs surtout ont été dépouillés de tous leurs droits (politiques, syndicaux, droit à une formation), de la liberté de circulation et de résidence. Ces mesures ont été accompagnées d'une législation raciale sévère (interdiction des mariages mixtes, par exemple) destinée à interdire aux Noirs toute possibilité d'intégration durable dans les villes considérées comme zones blanches. Pour les Sud-Africains blancs, Européens coupés de leur base d'origine, il s'agissait de matérialiser géographiquement, au sein du même pays, la métropole (la ville) et la colonie (les réserves tribales). Dès 1948, les principes de cette politique sont exprimés avec une grande clarté. Pour le ministre des Mines, « la force de travail indigène (...) doit être migrante (...). La présence d'indigènes dans les zones urbaines doit être considérée comme temporaire. Leur statut est celui d'étrangers qui ne peuvent jouir de droits égaux à celui des Européens. » (1) Les Noirs sont donc arbitrairement rattachés à des réserves constituant 12,7 % de la superficie du pays, alors qu'ils représentent 70 % de la population.

Ce système va évoluer dans les années soixante-dix. Les besoins de l'industrie en main-d'œuvre qualifiée, la pression internationale liée à l'émergence du tiers monde conduisent les dirigeants sud-africains à prôner le « développement séparé ». En clair, il s'agit de donner aux Noirs une citoyenneté étrangère en accordant l'indépendance aux réserves rebaptisées entre-temps « Bantoustans » puis « Homelands ». Les Noirs rattachés artificiellement à ces nouveaux Etats deviennent des travailleurs immigrés. Conséquence de cette nouvelle logique, l'« apartheid » dit mesquin est peu à peu remis en question et le syndicalisme noir autorisé. En revanche, leur droit d'établissement et de circulation est encore plus sévèrement contrôlé. Les improductifs (chômeurs, enfants, vieux) sont impitoyablement pourchassés et renvoyés dans ces pseudo-Etats pour la plupart non viables et incapables de les accueillir.

Les difficultés techniques, la nécessité de faire face au poids de plus en plus fort de la population noire, le refus de la communauté internationale de reconnaître ces « Etats », les pressions extérieures ont conduit « Pik » Botha, Premier ministre, à proposer une version atténuée du développement séparé en août 1982. Métis et Indiens bénéficieront, si ce projet est approuvé par les électeurs blancs, de droits politiques nouveaux. L'Afrique du Sud et les dix Bantoustans-Etats (2) constitueront une confédération. Cette solution permettra de donner une forme de citoyenneté aux Noirs vivant dans les villes et d'envisager par ce biais leur association ultérieure aux affaires.

Cet apartheid « new look » est rejeté par les plus extrémistes des Afrikaans qui ont créé un nouveau parti, le parti conservateur. Ce qu'ils appellent « trahison à la cause blanche » ne change pourtant pas fondamentalement les mécanismes d'exploitation économique et sociale que fuient chaque jour plusieurs dizaines d'Africains du Sud noirs. Un nouveau Soweto dans ces conditions n'est pas à exclure. L'évolution de l'A.n.c., principale organisation d'opposition, qui radicalise ses actions depuis quelques mois, est de ce point de vue significative.

L'horizon de l'Afrique du Sud a brutalement changé avec l'accession à l'indépendance du Mozambique et de l'Angola en 1975. Depuis, le Zimbabwe (ex-Rhodésie) est venu compléter le bloc des pays hostiles, dits significativement de la « ligne de front ».

Pour faire face à ce défi nouveau, Pretoria a joué et joue la carte de la déstabilisation et de l'intégration économique de ces pays.

Mozambique, Angola, Zimbabwe, Lesotho, comme la plupart des Etats africains, sont ethniquement et politiquement divisés. La République sud-africaine s'attache avec application à entretenir les facteurs de tension en soutenant divers mouvements de guérilla, R.n.m. au Mozambique, L.l.a. au Lesotho, Unita et F.n.l.a. en Angola. Au besoin, si elle estime que ses intérêts vitaux sont en cause, ainsi que l'a dit récemment Magnus Malan, ministre de la Défense, « l'Afrique du Sud démontre au monde qu'elle est prête à agir quand elle le juge nécessaire ». Et elle le fait. Les voisins de Pretoria vivent en permanence avec la menace d'une intervention armée.

Ces pressions politiques s'accompagnent d'une volonté d'intégration économique. Les courants d'échange établis avant les indépendances, faute d'alternative crédible, convergent tous vers Pretoria : commerciaux, financiers (zone rand), humains (travailleurs immigrés). Cette diversité de liens ouvre à Pretoria des possibilités de pression multiples. Garantie ultime de cette volonté d'intégration économique, encore une fois, la violence.

En vue d'éviter la cristallisation de l'espace économique ébauché par la création récente du « Southern Africa Development Coordination Conference »

(S.a.d.c.c.), la République sud-africaine dirige les actions des guérillas qu'elle contrôle vers les objectifs pouvant donner corps à cet espace autonome. C'est ainsi que le port mozambicain de Beira, débouché naturel des Etats faisant parti du S.a.d.c.c., est la cible privilégiée du R.n.m., ainsi que l'oléoduc le reliant au Zimbabwe.

Cette action déstabilisatrice a fait plier les Etats de la ligne de front qui se sont trouvés dans l'obligation d'ouvrir des conversations avec Pretoria : Kenneth Kaunda (Zambie) en 1975 et 1982, Jacinto Veloso (Mozambique) en 1982 et 1983, l'Angola en décembre 1982. Résultat à court terme positif pour l'Afrique du Sud. Mais à quel prix et pour combien de temps ? Le Mozambique, en décembre 1982, a manifesté publiquement son impatience, menaçant de « prendre des mesures exceptionnelles ».

« Les frustrations s'accumulent, le désespoir monte (...). Demain la violence peut se généraliser... »

Le moment de la paix est venu

La prise en compte des frustrations, des risques d'implosion en Afrique du Sud et plus généralement en Afrique australe a conduit le ministre français des Relations extérieures à tirer une sonnette d'alarme. Cet avertissement est-il susceptible d'être entendu ? Les rapports de forces internes, régionaux et internationaux permettent malheureusement à l'Afrique du Sud de chercher à gagner du temps.

Consacrant plus de 6 % de son P.n.b. aux dépenses militaires, elle dispose d'une supériorité régionale incontestée et incontestable, reposant sur une industrie d'armement autonome, la 10e du monde. Réduits à leurs ressources, les Etats de la ligne de front ne peuvent pas grand-chose. Seul un appui extérieur pourrait infléchir ce rapport inégal. La mise en échec des troupes sud-africaines entrées en Angola en 1975 par un corps expéditionnaire cubain est là pour le montrer. Mais ce type d'engagement est-il encore de saison ? Le poids que représentent l'aide et le soutien militaires apportés par l'Union soviétique et ses alliés au gouvernement éthiopien, l'enlisement soviétique en Afghanistan permettent d'en douter. La prudence de l'U.r.s.s. en Amérique centrale, les non-réponses aux demandes mozambicaines d'association au Caem (le Marché commun des pays « de l'Est ») montrent que pour l'instant les pays du « socialisme réel » ne semblent pas en mesure d'élargir leur champ d'action dans le tiers monde.

Quant aux Etats-Unis, s'ils ont en 1976 contraint Pretoria à réviser sa politique à l'égard de l'Angola, de la Rhodésie et dans une certaine mesure de la Namibie, ces temps sont aujourd'hui révolus. L'Afrique du Sud, premier producteur mondial d'un certain nombre de métaux rares (or, vanadium, chrome, manganèse, spath fluor...), a pour premiers clients les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, la R.f.a. A ce titre, elle constitue un atout et un enjeu dont elle use auprès des Occidentaux : « L'U.r.s.s. est résolue à contrôler les produits stratégiques clés pour réaliser son objectif de domination mondiale », précise une brochure de l'ambassade sud-africaine à Paris. Cet argument, s'ajoutant à ceux que constituent les capacités industrielles de l'Afrique du Sud (40 % du potentiel continental) ainsi que sa position stratégique entre océan Indien et océan Atlantique, est, semble-t-il, décisif pour l'administration Reagan qui reprend à son compte l'analyse du memorandum préparé par H. Kissinger pour le président Nixon en 1969. « Le but de notre politique est de tenir la balance égale entre nos intérêts économiques, stratégiques et scientifiques auprès des Etats blancs (Afrique du Sud, Rhodésie) et l'intérêt politique que nous trouvons à nous (en) dissocier (...). Nous prenons nos décisions (...), compte tenu de l'évaluation des coûts et des profits à un moment donné. »

Dans ces conditions, les appels à la paix, c'est-à-dire au compromis quand il est encore temps, ne sont pas entendus à Pretoria. La patience dont font preuve les plus lucides des militants anti-apartheid repose, au-delà des actions menées quotidiennement, sur l'attente d'une catastrophe d'envergure seule à même de briser le pouvoir blanc. « Sans doute on assistera un jour à la prise du pouvoir par un gouvernement noir, mais une telle issue ne pourra en soi être considérée comme un « succès », si son prix en est la dévastation totale de la nation. Mais finalement ce sera le prix à payer. » (3)

La France, on le sait, s'efforce de prévenir cette crise majeure dont on ne connaît pas l'heure mais dont les ingrédients sont là. Elle le dit, elle dit aussi quelles sont les limites de son action (4). Seule elle ne peut rien. Avec les autres Européens, en particulier ceux du groupe des cinq (R.f.a., Royaume-Uni, mais aussi la Suède et l'Espagne qui vient courageusement de rompre un contrat militaire avec Pretoria), sans doute est-il possible de faire quelque chose. La réunion que doit tenir l'Internationale socialiste sur l'Afrique australe dans l'un des pays de la ligne de front à l'automne prochain devrait permettre d'approfondir les analyses, de répondre à l'attente angoissée des peuples de cette région du monde et de faire connaître en Europe, en France, le véritable enjeu de leur lutte. Il ne s'agit pas « pour éviter un désastre stratégique pour l'Occident (...) d'aider le gouvernement suf-africain à poursuivre une œuvre volontariste et faire ainsi échec à la subversion marxiste », comme le pensent les associations et groupes d'amitié et de liaisons avec l'Afrique australe des assemblées nationale et européenne, animées par Albert Brochard et J. Toubon. Il s'agit au contraire avec Claude Cheysson de « déclarer la guerre au mal qu'engendre la discrimination » (...) « Les morts sont sans cesse plus nombreux — le moment de la paix est venu — Mon pays en appelle solennellement à tous y compris à l'Etat qui n'a pas voulu être représenté ici. » ●



Au Lebowa — un « homeland » — une femme veille son enfant mourant de malnutrition.

LA CASSANDRE DE L'AFRIQUE AUSTRALE

PAR NICOLE CHAILLOT

LES récents événements qui ont ensanglanté l'Afrique du Sud donnent au dernier roman du grand écrivain Nadine Gordimer « Ceux de July » (Albin-Michel) un caractère prémonitoire qui fait froid dans le dos.

Poète, immense écrivain mais aussi militante anti-apartheid, Nadine Gordimer qui est de nationalité sud-africaine comme André Brink poursuit à travers chacun de ses romans la douloureuse et lucide chronique de deux peuples qui auraient pu vivre côte à côte et qui, par la faute de l'orgueil insensé des Blancs, détenteurs du pouvoir absolu, se craignent, se méprisent, se haïssent et bientôt s'entretueront, si l'on en croit cette Cassandre de l'Afrique australe qui est aussi l'auteur de « Un monde d'étrangers » et de « Fille de Burger ».

Au milieu des années quatre-vingt — nous y sommes ! — l'Afrique du Sud plonge, après quelques prémisses révélateurs comme des attentats meutriers de l'A.n.c. suivis de raids de représailles contre les pays de la ligne du front (!), dans l'insurrection armée. La proximité et l'actualité des événements narrés par Nadine Gordimer donnent à la fiction toute relative du roman un sentiment d'urgence haletant.

Une famille de Blancs, les Smales — le père, la mère et trois enfants — n'ayant aucune chance d'échapper au bain de sang en tentant de prendre un hypothétique avion, s'enfuit à bord d'une jeep tous terrains guidée par July, leur domestique noir, jusqu'au village natal de ce dernier, en pleine brousse à six cents kilomètres de leur confortable et luxueuse villa du quartier résidentiel de Johannesburg. Après un voyage d'enfer ils arrivent enfin à l'âge de pierre ou peu s'en faut. Des huttes primitives abritent une population de femmes, d'enfants et de vieillards — les hommes adultes et valides sont mineurs ou domestiques — misérables et sous-alimentés, en voie d'acculturation complète.



Nadine Gordimer.

Intellectuels libéraux, anti-apartheid, les Smales ont depuis quinze ans fort bien traité July, se refusant avec indignation à le considérer comme un « boy ». Sûrs de leur bonne foi et de leur bon droit — ils sont indécrottablement et naïvement de la race des seigneurs — ils attendent de July aide, nourriture et protection. Ce dernier, chef dans son village, entouré de la considération des siens, ne modifie que fort peu son comportement au début et leur accorde sans réserve abri, maïs et chaleur humaine. Au fil des jours les parfaits représentants de la bourgeoisie libérale afrikaander glissent peu à peu dans une forme assez abjecte de sauvagerie : nourris comme les indigènes de « pap » et de quelques racines, peu ou pas lavés ils n'ont aucun apprentissage de la misère et leur dénuement tourne très vite à l'indignité et au délabrement. July, de son côté, se débarrassant de sa gangue de domestique et de Noir au pays de l'apartheid — en dépit du manque d'informations il sait bien que les siens sont en train de gagner —, change de statut, s'approprie insensiblement la voiture et se met avec dignité et sans emphase dans la peau d'un homme libre.

Seuls les enfants Smales s'adaptent très vite à leur nouvel environnement. Mêlés à la meute fraternelle et libertaire des petits Noirs ils apprennent le dialecte et ne semble souffrir ni de la faim ni de la misère. Bref, adoptent sans drame apparent un mode de vie pourtant aux antipodes de celui des jardins d'enfants de Johannesburg.

La veulerie pathétique du mari — à qui le vol de sa carabine dénie soudain tout signe extérieur de virilité —, l'oreille collée au transistor dans l'angoisse d'entendre enfin « Radio Azanie libre » ; la violence agressive et honteuse de la femme en font des victimes toutes désignées. Et pourtant ces deux-là étaient des gens « biens », des intellectuels conscients, honnêtes et courageux. La sèche lucidité de Nadine Gordimer fait merveille une fois de plus. Ce n'est pas un livre militant ni didactique et pédagogique qu'elle nous donne. Mais un grand roman où le non-dit, le suggéré, le dissimulé dit mieux que tout discours la violence des rapports humains dans ce royaume « parano » de l'apartheid.

Dépossédé de tout, for la vie, la femme retourne à l'état sauvage, abandonnant — lors d'une conclusion énigmatique — compagnon et enfants, ses devoirs d'épouse et de mère pour fuir, telle une femelle traquée par des chasseurs, ceux qui s'apprêtent — amis ou ennemis ? — à débarquer d'un hélicoptère anonyme.

Un grand roman pessimiste qu'il faut lire en état d'urgence.

(1) R. Lefort: L'Afrique du Sud. Histoire d'une crise. Maspéro, p. 47.

(2) Bophuthatswana, Ciskei, Ganzankulu, Kwazulu, Lebowa, Ndebele, Qwa-Qwa, Swazi, Transkei, Vanda.

(3) Klaus baron von der Ropp, « l'Avenir de l'Afrique du Sud », politique étrangère, 2/82, p. 438.

(4) « L'Unité », 22/4/1983 et 29/4/1983.

Les uns les autres.



Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres.
Être au Crédit Mutuel, c'est en devenir sociétaire, si on le souhaite.
C'est élire en commun ses administrateurs, c'est participer pleinement
à l'orientation de sa banque. L'esprit du Crédit Mutuel :
s'unir pour aller plus loin.

Crédit Mutuel

MUTILATIONS SEXUELLES: QUAND LES VICTIMES SE FONT COMPLICES...





Début juin aura lieu, au palais de justice de Créteil, le jugement des parents d'une petite fille morte à la suite d'une excision clitoridienne. Un autre bébé, récemment, mourait dans les mêmes circonstances. On en a beaucoup parlé. A tort et à travers. Les Africains s'en étonnent: "Ce n'est pas l'affaire des Européens", disent-ils. Peut-être. Mais quand l'excision se pratique en France – où toute mutilation sexuelle est rigoureusement interdite – il s'agit bien aussi d'une affaire qui concerne les Français.

PAR FRANÇOISE LORIOL

FATOUMATA, Nantou, Madina, Maba... et les autres, jeunes femmes du Mali, du Congo ou de Guinée, charmantes avec leur belle peau saine et leur sourire éclatant. Elles ont entre 22 et 32 ans, en France depuis plusieurs années. Certaines parlent bien, d'autres sont là, au C.e.r.f.a. — pour apprendre justement — mais toutes ont beaucoup de mal à parler de « ça ».

« Ça », on n'en parle pas, c'est un sujet tabou : les organes féminins, on leur a bien enfoncé dans la tête que ce n'était pas important, sauf s'il s'agit bien entendu de leurs organes de reproduction. Mais tous ces petits trucs autour qui ne servent à rien dans ce but précis, ce n'est pas la peine : on n'en parle pas. Chez les femmes noires, une discrétion, une pudeur qu'il faut cependant bousculer et secouer un peu... Certaines ont bien compris que sortir du silence est une forme de lutte pour leur libération.

Mes petites Africaines sont de celles-là, et quelques phrases par-ci, par-là reconstituent en puzzle la pénible histoire : celle de la pérennité des coutumes de mutilation. Sont-elles elles-mêmes excisées ? Vu les dates, les souvenirs qui reviennent, leur origine villageoise où les traditions sont plus tenaces qu'ailleurs, c'est fort possible : « Dans un village, on ne peut pas dire « non ». Le problème ne se pose pas ainsi, ce n'est pas un problème individuel, c'est un problème de société : « Il faut être comme les autres », et toutes le petites filles pubères n'ont aucune envie de dire « non », — ce qui serait considéré comme un scandale. Elles n'ont qu'une envie, c'est « d'être comme les autres », c'est-à-dire d'entrer dans le monde des adultes, être reconnues et respectées comme tels. Pour cela, être initiée, donc excisée. Un cap douloureux qui se terminera par une grande fête. Après, elles seront aptes à se marier, et même dans certaines ethnies tout à la fin de cette période qui peut durer un mois, elles pourront passer une nuit (chaste) avec le jeune homme qui a leurs faveurs (et celles de leurs parents).

Polie, soignée soumise...

Maba, Madina se rappellent... « Une grande fête... les parents qui viennent de partout... on tue des moutons... on fait le tour des maisons pour les cadeaux... on danse... on va au fleuve... on lave le linge ». Elles parlent d'une tenue spéciale, selon les ethnies, d'une nourriture légère et adaptée. Ces semaines-là, sous la surveillance de l'exciseuse et d'autres femmes « on ne peut pas faire n'importe quoi dans la maison de l'initiation ; il faut être gentille, polie, soignée... » Une petite femme, quoi ! Une petite femme soumise à qui les vieilles femmes vont tout apprendre de ces problèmes de femmes. Tout ? Enfin tout ce qui est lié à la maternité, aux soins des enfants et au plaisir de l'homme. Un homme à qui on doit rester fidèle. Et une femme excisée reste fidèle à son mari. Dont acte. Parce qu'évidemment c'est le but recherché : une épouse « qui n'élève pas la voix » (devant son mari tout au moins), une productrice généreuse. Un point c'est tout. Alors on continue. Et les petites filles de croire ce qu'on leur dit plutôt que ce qu'elles ressentent dans leur corps : cette souffrance, cet écartèlement, le maintien par d'autres femmes pour éviter les sursauts quand le couteau... Mais on ne doit pas crier « c'est honteux de crier », comme il est honteux de crier pendant l'accouchement. Il faut étouffer ses cris et maîtriser ses larmes : « C'est une question d'honneur... »

Marquer les femmes

Hier les petites filles, aujourd'hui les bébés. « En Afrique, ajoutent les jeunes

(suite en page 18)

(suite de la page 17)

femmes, il n'y a pas d'accident. Jamais ? Peut-on savoir ? Y a-t-il eu des recensements, des statistiques ? — Certainement pas. Des hémorragies ? Non, affirment-elles : il y a des racines pour cela, des plantes qui combattent la douleur, arrêtent l'infection, évitent l'anémie... les exciseuses le savent. C'est souvent les sœurs du père, ou des femmes très respectées dont le mari connaît le fer et le feu. Ici, il n'y a pas tout cela... » Ici, parlons d'ici en effet. Ici, qui excise ici ? Elles ne savent pas. La mère peut-être, pas des experts en tout cas ! Pas de plantes, répètent-elles... et la peur d'appeler le médecin.

Mes petites Africaines dénoncent ces coutumes « qui ne veulent plus rien dire » dans l'environnement social actuel : « A la rigueur, disent-elles, autrefois, on expliquait à la petite fille (ou au garçon qui subit au même âge la circoncision), mais un bébé peut-il compendre ! » Toutes ici sont contre et ne feront jamais au grand jamais cela... et elles ajoutent : « Quand on retourne là-bas, il faut être vigilant, surveiller ses enfants... les grands-parents peuvent le faire faire, en cachette. »

Un autre écho me vient des banlieues périphériques où, rejetés loin — et rejetés tout simplement par la grogne raciste —, des travailleurs africains, déracinés, tentent de recréer leur univers. « En visite chez eux, dit une puéricultrice c'est un autre monde. » Le marabout et ses sortilèges (1 000 F pour une consultation), la polygamie et l'exciseuse qu'on fait venir d'Afrique, les familles concernées se cotisant pour son voyage et son intervention. Très cher tout ça. Mais toutes les mamans viennent quand même au P.m.i. à la consultation des nourrissons. Alors on parle un peu, on essaie de les dissuader.

Un geste sans signification

Un jour cependant, une petite fille présentera une ablation totale. On gronde. « Ça dépend pas de moi ! » Telle est la réponse. Alors ça dépend de qui ? De toute une communauté reconstituée avec ses rites et sa culture, et dont les femmes abusées, à la fois complices et victimes, ne veulent pas rompre avec la tradition, mais transigent avec elle. On avance la date de la cérémonie initiatique, qui n'est plus qu'un geste sans signification. Une habitude. Certaines pensent que le souvenir de la douleur aura le temps de s'effacer dans la mémoire de la toute petite qui ne connaîtra pas ainsi les troubles psychologiques et les traumatismes que la mère vit encore.

Les bébés victimes d'une tradition... et dans une autre banlieue, à l'Office des migrants, la directrice va jusqu'à dire : des décès de petites filles, il y en a d'autres... au niveau du permis d'inhumer on ne va pas chercher très loin. Mais que faire ? Une action en justice ne peut rien régler. Ils font ça « pour le bien » de leur enfant, croient-ils. Aucune culpabilité. Cependant les hommes de 35/38 ans sont de plus en plus contre. Ils se lamentent, ils disent : « Mais pourquoi les enfants sont-ils morts ? » Ils ne comprennent pas non plus qu'on vienne fouiller dans leur intimité... Sommes-nous si supérieurs pour imposer notre façon de voir ? Certes pas. Il y a décalage, c'est tout. On essaie de comprendre.

Et les relations amoureuses ? Ces jeunes femmes les vivent-elles ? La réponse vient longtemps après. « On est comme toutes les femmes. » Ça veut dire quoi ? Contentes d'être dans les bras de leurs maris ?

En admettant qu'elles l'aient choisi — soit, mais comment contentes ? Une petite voix : « On n'ose pas dire des choses aux hommes, ils ne s'inquiètent pas beaucoup de nous. » Une autre : « les zones de sensibilité ne sont pas forcément les mêmes chez toutes... » Encore qu'il reste — parfois — à certaines quelque chose de sensible que les hommes n'ont pas pu mutiler. Mais s'ils avaient pu ? On se demande... Bon, voilà la révolte, révolte d'autant plus légitime que pour la plupart la sensibilité vaginale est devenue nulle elle aussi, à la suite du nettoyage systématique des vastes zones orgasmiques. Plus d'innervation. Alors, ni là ni là : rien. Tout cela : luxe inutile ! Et le sexe réduit à sa fonction la plus simpliste : la reproduction. L'enfantement peut-il être un bonheur dans ces conditions ? Pis encore : une jeune amie noire des migrants de Créteil fit un jour cet aveu : « Je n'ai jamais fait l'amour sans pleurer. » Fulgurante douleur au point cicatriciel. La punition à l'endroit même du plaisir. Et la marque du propriétaire.

Viva



Famille africaine dans un foyer à Marseille.

La gynécologue d'un dispensaire de l'est parisien reçoit en consultation beaucoup de femmes africaines : « Elles sont presque toutes excisées, dit-elle, mais c'est très bien fait. Pas d'horribles boursouflures, souvent une petite excision partielle, symbolique en quelque sorte. Aucune femme ne parle de gêne, de tiraillement, de démangeaison. Non. Pas d'inconvénient majeur. » On dresse tout de même l'oreille. Bien fait, mal fait, c'est fait, et c'est ce qui compte, non ? Les femmes viennent avec leurs maris, un mari-interprète qui, quand ça l'arrange, déforme un peu les choses. Surtout quand il s'agit de contraception dont la majorité ne veut entendre parler.

Quelles actions mener ?

Le Dr Crimail, lui, est obstétricien dans un hôpital intercommunal : « Peu d'infibulation (c'est-à-dire la couture des grandes lèvres) mais pas mal d'excisions, souligne-t-il. Dans le premier cas : gros problèmes, dans le second : « Ça ne gêne pas trop l'arrivée du bébé. » Mais il reconnaît que pour éviter un éclatement du périnée, pour soulager la zone cicatricielle il procède préventivement à une épisiotomie. Il a remarqué cependant des scléroses, des cicatrices en amont du méat urétral. Pas facile dans ces cas-là. « Ce qui est curieux, ajoute ce médecin, c'est que les femmes africaines ne viennent jamais pour des malaises proprement féminins, comme s'ils étaient inexistants ou secondaires. Elles viennent parce qu'elles n'ont pas encore d'enfants, ou qu'elles vont en avoir un. » Toujours lié à l'enfant, et toujours la présence du mari.

Alors, que faire devant ces mutilations sexuelles ? Quelles actions mener, et comment ?

Pendant qu'au Congrès

ALPHABETISATION : L'OISEAU LIBERATEUR

A côté de tous les privilégiés de la culture, il y a ceux pour qui le choix n'a pas été possible. Ce n'est plus un choix, mais une nécessité. Pour eux, pas question d'université ni de littérature, encore moins de la poésie des mots, mais bien de leur assemblage le plus compréhensible possible pour un langage quotidien. Depuis quelques années, les « foyers » de jeunes travailleurs immigrés ont dispensé les premiers rudiments de l'apprentissage de notre langue, mais jusqu'à ce jour personne n'avait pensé à leurs femmes. Isolées, sans contact avec les autres, elles avaient été oubliées... Une association bénévole, Cimade (sigle qui remonte à 1939 : aide aux évacués), a pour objectif aujourd'hui la solidarité avec toutes celles qui, catapultées dans un pays dont elles ignorent tout, ne savent pas se débrouiller dans la vie courante. Cimade leur apprend cela : organiser un budget, payer le gaz, l'électricité, envoyer un C.c.p., faire des démarches pour les enfants, etc., et dans cet etc., il y a aussi la possibilité de ne pas encaisser n'importe quoi, de pouvoir répondre quand on vous lance des propos méprisants. Cela arrive plus souvent qu'on ne croit. C'est à la suite de demandes individuelles que cette organisation s'est mise en place, avec conseillère familiale et petites équipes qui travaillent dans un but de formation socio-économique. Cela, depuis l'automne 1981. Première étape : l'alphabétisation. Deuxième étape : la formation, et un très joli nom a été choisi pour la troisième étape qui est celle des initiatives. Ce nom : Taninna, qui, en berbère, signifie « oiseau », symbole de la femme.

Pendant deux heures deux fois par semaine, Algériennes, Sénégalaises, Indiennes apprennent le français, à lire, à écrire, et un tas d'autres choses, ne serait-ce que vaincre leur timidité, acquérir une certaine autonomie à laquelle leur culture ne les a pas habituées, bref, sur tous les plans, comprendre la société d'accueil dans laquelle il faut s'intégrer pour ne pas être rejeté.

Une action de longue haleine, mais qui fait tache d'huile. A Noisy-le-Sec, Rosny-sous-Bois, Bondy, bientôt les Lilas, — en province, à Lyon, Limoges, Strasbourg, se sont formés des petits groupes de ce type, auxquels s'intéressent vivement le ministère des Droits de la femme. Ce n'est qu'après avoir franchi toutes ces étapes que les filières traditionnelles pour trouver un emploi seront efficaces. La première étape commence toujours par le langage au niveau le plus scolaire. On en revient toujours à cela. Après... après, les mots peuvent devenir moyens de création, mais la communication n'est-elle pas aussi une « cocréation » ?

F. L.

mondial de la santé on soupirait « problème de culture », Yvette Roudy avant même la mort de la petite Bobo, avait élaboré un plan d'action et pris clairement position : toute mutilation est interdite sur le territoire français. Qu'on se le dise. Que chaque Africain entrant en France sache (grâce à des panneaux indicatifs dans les aéroports, les gares, les consulats et à l'Office des migrants) que le Code pénal réprime cet acte. Il serait souhaitable, dit-on au ministère des Droits de la Femme, qu'une nomination précise soit spécifiée dans ce même Code pénal. Risible à notre époque ? Pas tant que ça ! On entend de drôles de choses. Par exemple : qu'un mouvement milite pour « qu'à la limite ça se passe bien ». Autrement dit : officiellement ; que, d'autre part, des médecins français — rares, rares, mais enfin — seraient tentés de « réfléchir » sur la question, toujours pour éviter les catastrophes, bien entendu. Réfléchir ou envisager de procéder eux-mêmes à la mutilation « par mesure préventive » ? On croit rêver.

Informer, sensibiliser

Le G.a.m.s. tient, bien sûr, un raisonnement tout différent. L'action de ce groupe vise à la sensibilisation du corps médical à qui il est rappelé ses buts et ses devoirs : « Soigner et non meurtrir... »

Bien spécifier l'interdit dans le Code pénal permettrait peut-être aux Africains en vacances là-bas, de garder une position ferme face aux pressions.

Mais est-ce l'unique solution ? Un interdit changera-t-il les mentalités et les pratiques ancestrales ? C'est aussi par une action lente et en profondeur, par un travail d'information et d'éducation qu'un résultat pourra être obtenu.

Des groupes de travail, depuis l'automne 1982, analysent la situation : gynécologues, obstétriciens, directeurs d'hôpitaux, pédiatres, ethnologues... de plus petits groupes, genre G.a.m.s., agissent en accord avec les P.m.i. ou D.a.s.s. : conférences de sensibilisation, réunions avec le personnel médical en rapport constant avec les immigrés. Puis ce sont les femmes africaines, combattant dans ce but, qui établiront d'autres contacts. On les informe et elles informent. D'abord des risques immédiats : hémorragie, infection, blessures d'organes du voisinage ; des complications : rétention d'urine, cicatrices boursouflées, impossibilité de distension musculaire ; sur le plan psychologique, traumatisme qui diminue ou annule totalement le plaisir. L'homme restera-t-il longtemps indifférent à ces arguments ? « Il ne faut rien brusquer, dit Jacqueline Guillod, directrice d'un office de migrants, les choses avancent, l'homme africain prend conscience que ce n'est pas une lutte dirigée contre lui. »

Dans tous ces groupes, de multiples actions au but identique : faire comprendre aux femmes qu'elles peuvent devenir autonomes, et que cette indépendance sera leur force.

Ainsi beaucoup d'Africaines discutent avec leurs maris sur le nombre d'enfants : « En avoir peu, mais s'en occuper. » Et certaines prennent la pilule. Et puis il y a la télé, les gosses à l'école, les grands frères ou les amis qui ont des petites copines européennes... Et chacun de se dire qu'on ne peut plus vivre aujourd'hui comme on vivait hier. Les réticences viennent surtout de ceux ou celles qui ne sont jamais allés à l'école, et qui acceptent tout comme une fatalité. Cependant curieusement, certains étudiants européannisés — un noyau qui pourrait tout de même faire évoluer les choses — veulent garder ce signe d'appartenance. Bien montrer, une fois retournés chez eux, que malgré études et diplômes, ils n'ont pas rejeté leur propre identité culturelle. La peur d'être eux-mêmes rejetés par leur propre clan ethnique... et par le clan des hommes... On n'en sort pas ! Travail de longue haleine, on le voit... Tout est à repenser. Changer les rapports familiaux dans le sens de l'égalité va de pair avec l'ébauche d'une conscience politique. Tout cela prend forme... lentement.

Quant à la sévérité d'un jugement sur le cas précis de la mort des bébés, dans l'ensemble, on parle de clémence — « sans fermer les yeux toutefois ». Le docteur Crimail, par exemple, pense que ce « capital de confiance acquis avec les années serait remis en question en braquant inutilement hommes et femmes ». Jacqueline Guillod, qui fait un travail considérable à l'office des migrants de Créteil, semble du même avis : « Je suis, dit-elle, contre toute violence, toute mutilation, mais un jugement trop sévère risque de mettre des enfants en danger. » Ils auront peur mais feront les choses tout de même. Jacqueline Guillod espère que le contrat d'agglomération sera signé bientôt entre le secrétariat d'Etat à l'Immigration et les collectivités locales concernées, ce qui permettrait la mise en route d'actions d'ensemble et d'autres plus ponctuelles pour une meilleure insertion et une compréhension mutuelle. Surtout informer, sensibiliser, pour que l'excision ne soit plus la blessure quotidienne des petites filles et des femmes africaines. ●

• C.e.r.f.a. (Centre d'échange et de rencontre des femmes africaines), 46 rue de Romainville. Paris XXe.

Autres centres à Compiègne et Montataire.

• M.o.d.e.f.e.n., 3 rue Chancarnier, Paris XIIe.

• G.a.m.s. (Groupe anti-mutilation sexuelle), Maison des femmes, 8, cité Prost - Paris XIe.

• Comité social des migrants, antennes à Paris et banlieues.

OBJECTIF : 10 000 NOUVEAUX ABONNES

Depuis quelques mois « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permet de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré. De toute part, on nous dit que ce changement est apprécié.

Onze ans après sa naissance, « l'Unité » a donc pris un nouveau départ qui se prolonge par une grande campagne d'abonnement à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux.

Pour l'atteindre nous avons besoins du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant. c'est aujourd'hui une tâche prioritaire dans le combat des socialistes.

Bulletin d'abonnement à retourner à :
l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

.....

demeurant.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* ***abonnement d'un an (250 F)*** ☐

* ***abonnement de six mois (160 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342351J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Photos Rush





VACANCES:

ET SI ON FAISAIT L'INVENTAIRE DE L'HEXAGONE

Faire l'os de seiche sur une plage n'est pas votre tasse de thé ! Pierre-Yves Poindron vous propose une kyrielle de possibilités pour passer des vacances originales, pas trop chères et hexagonales

PAR PIERRE-YVES POINDRON

A condition de ne pas chercher à tout prix une maison sur front de mer ou un chalet dans une vallée renommée, on peut encore trouver à louer en juillet et en août. Il est temps de prendre ses dispositions, mais il reste un peu partout en France des occasions à saisir. Toutes les formules sont possibles, du gîte au village vacances, du camping à la ferme aux campéoles gérés en sociétés coopératives.

Et puis, il y a mille façons de passer des vacances autrement plus enrichissantes que dans ces parcs à touristes où dégoter son mètre carré de sable est presque aussi impossible que de trouver une place assise dans le métro sur la ligne Porte de Clignancourt-Porte d'Orléans un dimanche après-midi. Les organisateurs des innombrables stages d'été ont porté l'imagination au pouvoir. Et pourquoi ne pas s'éloigner des routes et plages goudronnées, à pied, à bicyclette, en bateau ou en péniche, voire à cheval ? Seul ou en groupe, selon son tempérament.

Evidemment, les bords de mer sont pris d'assaut. Les retardataires auront du mal à se trouver un mas dans le Var. Un logement dans le Languedoc-Roussillon ? Peut-être. Le littoral breton, vendéen, charentais ou girondin n'échappe pas non plus au déferlement des aoûtiens, irrésistiblement attirés par la mer. Du 15 juillet au 15 août, le tourisme y est à marée haute. Tentez toujours votre chance ou portez vos pas ailleurs. Pas forcément à mille lieues des côtes. Les côtes du Finistère sont très prisées, mais l'arrière-pays est plus calme.

Ailleurs ? Les capacités d'hébergement sont loin d'être saturées, si on se fie par exemple à l'état des disponibilités des gîtes ruraux, dressé il est vrai au début du mois de mai. Certes, l'Alsace, une bonne partie de l'Auvergne, les Vosges, le Lot-et-Garonne n'offrent presque plus de gîtes disponibles en haute saison. Mais curieusement, d'autres régions sont délaissées des vacanciers... injustement méconnues ou soupçonnées de caprices climatiques.

Passe encore qu'on ne se rue pas vers le Nord, à travers les plaines de Picardie, sur les collines de Champagne ou en Meurthe-et-Moselle : ces coins ne passent pas — à tort — pour être particulièrement attrayants tout un mois durant. Mais les pays de Loire ? On s'y rend de préférence à Pâques. Mais les pays du Centre ? L'Indre, l'Eure-et-Loir sont loin d'afficher « complet ». Et le Poitou ? Et la Corse que l'on boude cette année ? Et le Tarn ? Et la Lozère ? Il ne manque pas de beaux coins où passer d'agréables vacances.

Renseignez-vous. Le secrétariat d'Etat au Tourisme a mis au point pour cet été un service téléphonique d'informations touristiques, « Info-vacances » (1) que l'on peut appeler tous les jours de la semaine.

Ne pas jouer le héron

On connaît la fable du héron : il faut savoir renoncer à temps à une idée. Il est trop tard pour louer une maison individuelle dans le pays de vos rêves ? Ne pas s'obstiner : le camping à la ferme offre de nombreux avantages et recèle des charmes bucoliques et il reste de nombreuses places en chambre d'hôte. Les associations de tourisme social (2) proposent une gamme d'hébergement extrêmement étendue qui va du terrain de camping au centre de vacances en pension complète en passant par le gîte ou le caravaning. Leurs tarifs sont généralement très abordables et sans surprises à la fin du séjour, le plus souvent adaptés aux ressources financières, parfois même dégressifs en fonction du revenu et du coefficient familial. Ces villages vacances savent tirer profit de leur environnement. Dans la plupart d'entre eux, des randonnées pédestres, fluviales ou cyclistes sont organisées, rares sont ceux où il n'y a pas au moins un terrain de volley ou de pétanque, certains mettent à la disposition des vacanciers voiliers ou canoë-kayaks, planches à voile ou courts de tennis et le plus souvent des ateliers d'artisanat. Beaucoup offrent des services qui soulagent des corvées. Enfin une animation pour les jeunes est prévue : bébé pourra même s'inscrire au bébé-club des centres de vacances de la Fédération tourisme et travail et les enfants de 1 à 6 ans ne s'ennuieront pas. Les centres de Loisirs vacances tourisme accueillent les handicapés.

L'atmosphère de ces villages vacances est familiale et s'il est parfois demandé de mettre la main à la pâte, dans tous les cas, le sens de la convivialité est vivement souhaité. Individualistes forcenés s'abstenir.

Au fil des années, la palette de ces organisations de tourisme social s'est enrichie. L'association Villages vacances familles organise des « vacances buissonnières » pour lesquelles il est encore temps d'inscrire les enfants non accompagnés de 7 à 17 ans. Tourisme et travail a concocté des circuits campings caravanings, des rallyes pédestres ou des randonnées de cyclotourisme. Avec les associations Loisirs vacances tourisme on peut explorer les canaux de Bourgogne, traverser le pays de l'Entre-Deux-mers ou partir à la conquête du Dauphiné en roulotte ; les jeunes, eux, pourront s'initier par exemple au canoë-kayak au cours d'un stage dans les Ardennes. Quant à l'association Léo Lagrange, elle part à la découverte écologique des Landes à Sabres ou à celle de la flore pyrénéenne dans le Val-Louron, et elle se lance à l'assaut des richesses culturelles du Morvan et de la Bourgogne (laisser sa monture à l'entrée des propriétés viticoles et la bouteille au pied de sa monture). La liste des

associations et des activités est loin d'être exhaustive. Des activités... il y en a pour tous les goûts, pour tous les âges, dans tous les pays...

Inventer ses vacances

C'est qu'en effet de plus en plus de gens cessent de « consommer » de l'huile solaire pour s'adonner aux plaisirs de vacances « actives », quitte à s'adresser à un organisme ou à une association spécialisée ou expérimentée. Les idées ne manquent pas. Les stages non plus. Il n'y a qu'à consulter les documents des maisons de province (3) à Paris pour avoir envie de « bouger ».

Vacances sportives d'abord. On peut apprendre à deltaplaner, seul, dans les Pyrénées (Val-Louron) ou en double à Samoëns en Savoie, et à véliplancher — et dieu sait que la liste des stages ad hoc est longue ! — au lac de Chambon dans le Dauphiné, par exemple, à Veyrier-du-Lac en Savoie, à Nantua dans l'Ain et bien sûr au bord de la mer. On peut pagayer, ramer, flotter sur nombre de rivières, l'Ariège, l'Allier, l'Aveyron, la Vézère, dans les Hautes-Pyrénées ou dans la vallée du Tarn, sur les rivières du Jura et de Franche-Comté, etc. On peut apprendre la navigation à la voile latine à Barcarès et le windsurfing à Savines-le-Lac dans les Hautes-Alpes. Faire du rocher ? Il y a une école d'escalade dans le massif de l'Oisans, elle n'est certainement pas la seule ! Faire du trial ? Toujours dans le massif de l'Oisans. Découvrir la Tarentaise en véhicule 4-4. Faire de l'aérobic. On peut traverser les Vosges à pied en allant de refuges en fermes auberges. Découvrir les entrailles de la Terre : il existe entre autres des stages d'initiation à la spéléo en Haute-Garonne, dans le Jura ou dans l'Ain. Veut-on s'initier aux arts martiaux ? Direction Temple-sur-Lot et toujours l'aérobic ; au tir à l'arc ? Direction Temple-sur-Lot, Brenod dans l'Ain ou le massif de l'Oisans, il y a des stages pour les amateurs. Veut-on faire du ski en plein été ? Ce n'est pas désespéré... il y a la station des Deux-Alpes. Quant aux randonnées pédestres pitié, n'en demandez pas la liste, on ne compte plus les guides qui s'offrent en éclaireur. Enfin, on peut faire de la boxe française dans l'Aveyron et devenir chercheur d'or sur les bords de l'Ariège ! (la documentation ne précise pas si le stage est rentabilisé).

De la mécanique à la conchyliculture

Stages d'artisanat ensuite : il y a de quoi faire un tour de France et le tour des artisanats. Veut-on faire de la dentelle ? Il y a un stage pour cela. Veut-on faire de la poterie ? Il y a mille stages pour cela. Travailler le cuir, le cuivre, faire du tissage ou de la vannerie ou encore de la peinture sur tissus ? Il y a encore des places à la maison de l'artisan de Bilhac-Polignac en Haute-Loire. De la mécanique auto ? Il y avait un stage quelque part dans l'Aveyron, mais hélas il est déjà complet. Consolez-vous en vous initiant à la conchyliculture... vous me direz, « ce n'est pas la même chose », certes, mais cela vous permettra de découvrir les Côtes-du-Nord, puisque c'est là que le citadin apprendra à mettre les huîtres dans un panier après les avoir triées, calibrées, relevées à la marée. Et toujours la poterie, le tissage, le fer forgé, mais en Aveyron cette fois-ci ou encore la vannerie, le travail du rotin et de l'osier à Dôle dans le Jura. Le Jura est un pays boisé, personne ne s'étonnera donc qu'on y travaille le bois. Mais avant de travailler le bois, il est préférable de connaître la forêt : un séjour « connaissance de la forêt » familiarisera le futur ébéniste avec toutes sortes d'essences d'arbre. Et la sculpture alors, vous oubliez la sculpture... Que non point : il y a des stages en Aveyron ou en Lozère.

La société nationale de protection de la nature propose une dizaine de voyages pour partir à la découverte de la nature, et notamment surprendre la migration, non point des touristes, mais celle des rapaces à la fin du mois d'août au col d'Orgambideska au Pays basque ou guetter celle des oiseaux migrateurs au cap Gris-Nez dans le Pas-de-Calais, contempler la faune et la flore de Camargue ou épier les bouquetins dans le Mercantour.

... Musiciens du silence

Il est également possible de cultiver ses talents musicaux en participant par exemple à la semaine musicale de Clairac dans le Lot-et-Garonne où différents « ateliers » sont proposés : musique de chambre, musique ancienne, flûte à bec, chant choral. Dans le Rouergue, on entre aisément dans la danse ou on apprend à jouer la comédie. Si vous passez par Dôle, n'oubliez pas votre guitare. Enfin l'Académie internationale de musique et de danse à Chanac en Lozère accueille tous les musiciens en devenir. Vous préférez le silence ? Eh bien, il existe des séjours de silence... si, si... dans le château de Montelon dans le Lot-et-Garonne, des séjours où l'on apprend « à faire le vide en soi et à manger sain et naturel ». Dans le même château, on retrouve son corps au cours de stages d'expression corporelle, on s'initie à la non-violence ! Il ne s'agit pas d'une secte.

Vous préférez l'aquarelle à la dentelle : alors ne quittez pas le Lot-et-Garonne. La peinture à l'huile ? Filez en Haute-Garonne à l'école du Levant de Saint-Félix-de-Lauragais. Un saut dans l'Ain pour la sculpture sur bois et vos vacances artistiques sont bien remplies. Peut-être quand même faudrait-il aller suivre l'atelier de création audiovisuelle qu'on nous propose quelque part dans le Finistère...









Photos Rush

Viva

Les passionnés de préhistoire peuvent partir sur les traces des chasseurs de rennes à Jujurieux dans l'Ain où, sous la direction d'un chargé de recherche au C.n.r.s., les fouilles archéologiques n'auront plus aucun secret pour eux ; ils auront de plus la satisfaction toute intellectuelle de savoir que d'autres, quelque part en Savoie, planchent sur le grand mystère de ce siècle : la micro-informatique .

Signalons pour mémoire les stages gastronomiques au cours desquels des cuisiniers acceptent de nous livrer leurs recettes. Il en est même qui se proposaient d'apprendre aux vacanciers à faire le pain, le biscuit, le fromage ou à cuisiner le cochon, mais seulement le week-end et hors saison. Tout cela pour dire que des stages, on en trouve de toute sorte, du plus drôle au plus sérieux, du plus « cool » au plus sportif, du plus « rétro » au plus « branché ».

Hors des routes goudronnées

Dans toutes les régions, il existe des centres qui proposent soit des séjours d'équitation, soit des randonnées équestres. La plupart (750) sont affiliés à l'Association nationale pour le tourisme équestre : Ante (4). Les tarifs pratiqués varient d'un centre à l'autre et ne sont malheureusement pas à la portée de toutes les bourses : de 150 à 280 francs par jour pour la randonnée. C'est dommage, car il s'agit là d'un moyen original de découvrir du pays avec une rare sensation de liberté. Aller en pèlerinage à Rocamadour par la vallée de la Dordogne ou chevaucher jusqu'en Camargues a sûrement un petit parfum médiéval appréciable.

Le cheval est vraiment le meilleur ami de l'homme. Et pas uniquement pour la randonnée. Il tire calèche et roulotte sous tous les climats, aussi bien sous le ciel opale de la Bresse que sous celui, plus lumineux, du Périgord ou des Landes ou que dans le crachin breton. Vous irez ainsi de fermes en relais, d'hôtels en gîtes, à moins tout simplement que la roulotte soit entièrement aménagée pour y dormir et y faire la cuisine.

L'autre grand ami de l'homme, c'est l'âne, surtout quand il est bâté, car alors, c'est lui qui porte matériel et nourriture à la place du marcheur et ce pour quelques picotins d'avoine. Ainsi se lance-t-on sur les traces de Stevenson à la découverte du Forez, moyennant 1 250 francs pour une randonnée de sept jours et 2 500 francs pour quinze jours, hébergement, nourriture et accompagnement compris. La location de mulets bâtés permet de grandes randonnées : cette formule a été reprise dans d'autres départements.

Au fil des années, une partie de plus en plus importante des 9 000 kilomètres de voies navigables est livrée à la navigation de plaisance et un peu partout, des sociétés de location de bateaux entretiennent une véritable flotte qui se conduit sans permis spécial. Sur les rivières d'abord : le bassin de la Maine à lui seul offre un réseau de 250 kilomètres à travers les bocages des pays de Loire, dont on connaît la douceur. Le cours de la Haute-Saône, plus sauvage, réserve aussi des surprises. Les canaux qui ne servent plus au transport des pondéreux, tels le canal de Bourgogne, celui du Nivernais ou encore le canal de Nantes à Brest, ont été « reconvertis » au tourisme ; des séjours en péniche sur le canal du Midi sont également possibles. Mais il faut aimer les écluses. Or, il est un autre moyen de longer les canaux : à bicyclette (5) en empruntant les chemins de halage, inégalement entretenus, mais rarement en friches. Il y a au moins trois bonnes raisons de suivre les canaux à vélo : un, le paysage est calme et reposant et l'on reste à l'écart des voitures ; deux, c'est un moyen de locomotion peu onéreux ; trois, ça ne monte pas (ou si peu aux écluses). Et l'on jouit à vélo d'une totale autonomie. Avec un peu de courage, il y a moyen de traverser la France d'Est en Ouest en suivant les voies navigables... En faisant, c'est vrai, quelques détours. Mais n'est-ce pas cela les vacances : l'art de suivre son inspiration... ●

(1) Composer le 249.33.33. Service assuré de 7 h 30 à 22 h par une équipe de plus de 60 personnes.

(2) Liste des principales associations de tourisme social :

- *Assoc. pour la gestion des réalisations de loisirs du personnel des organismes sociaux : 280.42.42.*
- *Arts et Vie : 531.40.41.*
- *Centres familiaux de vacances : 878.84.25.*
- *Léo Lagrange Loisirs : 523.45.45.*
- *Ligue française de l'enseignement : 271.29.30.*
- *Loisirs vacances tourisme : 878.71.21.*
- *Organisation centrale des camps et association de jeunesse : 296.15.02.*
- *Renouveau : 278.26.42.*
- *Touring club de France : 532.22.15.*
- *Tourisme et travail : 203.96.16.*
- *Vacances Auvergne Limousin : (73) 93.08.75.*
- *Vacances loisirs familles : 206.42.30/206.19.56.*
- *Vacances Promotion : 208.28.26.*
- *Villages vacances familles : 538.20.00*

Signalons aussi Club vermeil, voyages et loisirs sociaux 3e âge : 268.05.60.

(3) Liste des maisons de province à Paris : Alpes-Dauphiné, Alsace, Auvergne, Bretagne, Corse, Drome, Franche-Comté, Gers et Armagnac, Ile de la Réunion, Limousin, Lot-et-Garonne, Lozère, Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Périgord, Poitou-Charentes, Pyrénées, Rouergue, Savoie, Tarn. Consulter l'annuaire à « maison ».

(4) Ante 281.42.82.

(5) A signaler pour les amateurs deux livres techniques : « la Bicyclette » et « le Nouveau Manuel de tourisme équestre », parus aux éditions Chiron.

La chronique littéraire de Claude Glayman



- ***René Char : « Œuvres complètes ». Bibliothèque de la Pléïade, N.r.f.***
- ***« Anthologie de la poésie française du XXe siècle : de Claudel à Char », Poche, Poésie Gallimard.***
- ***Henri Deluy : « l'Anthologie arbitraire d'une nouvelle poésie : 1960/1982 », Flammarion.***
- ***Lionel Ray : « Nuages nuits », Gallimard.***
- ***Salah Stétié : « l'Etre poupée », Gallimard.***
- ***Bernard Noël : « Poèmes 1 » et « la Chute des temps », deux volumes Flammarion, Coll. « Textes ».***
- ***E.E. Cummings : « 95-poèmes », Flammarion, Coll. « Textes ».***
- ***Kenneth White : « Terre de diamants » et « Scènes d'un monde flottant », deux volumes, Grasset.***

SI le 23 avril fut journée nationale de la poésie fort heureusement c'est toute l'année que les poètes retiennent notre attention, grâce aux éditeurs. A deux d'entre eux notamment, Flammarion et Gallimard, dont l'effort « poétique » au cours des dernières semaines a été considérable. Je ne sais si la poésie se vend bien mais il y a dans cette incertitude une raison de plus pour saluer les initiatives en faveur de la beauté des mots. Comme on dit aujourd'hui, trop à tort et à travers, quelle fête !

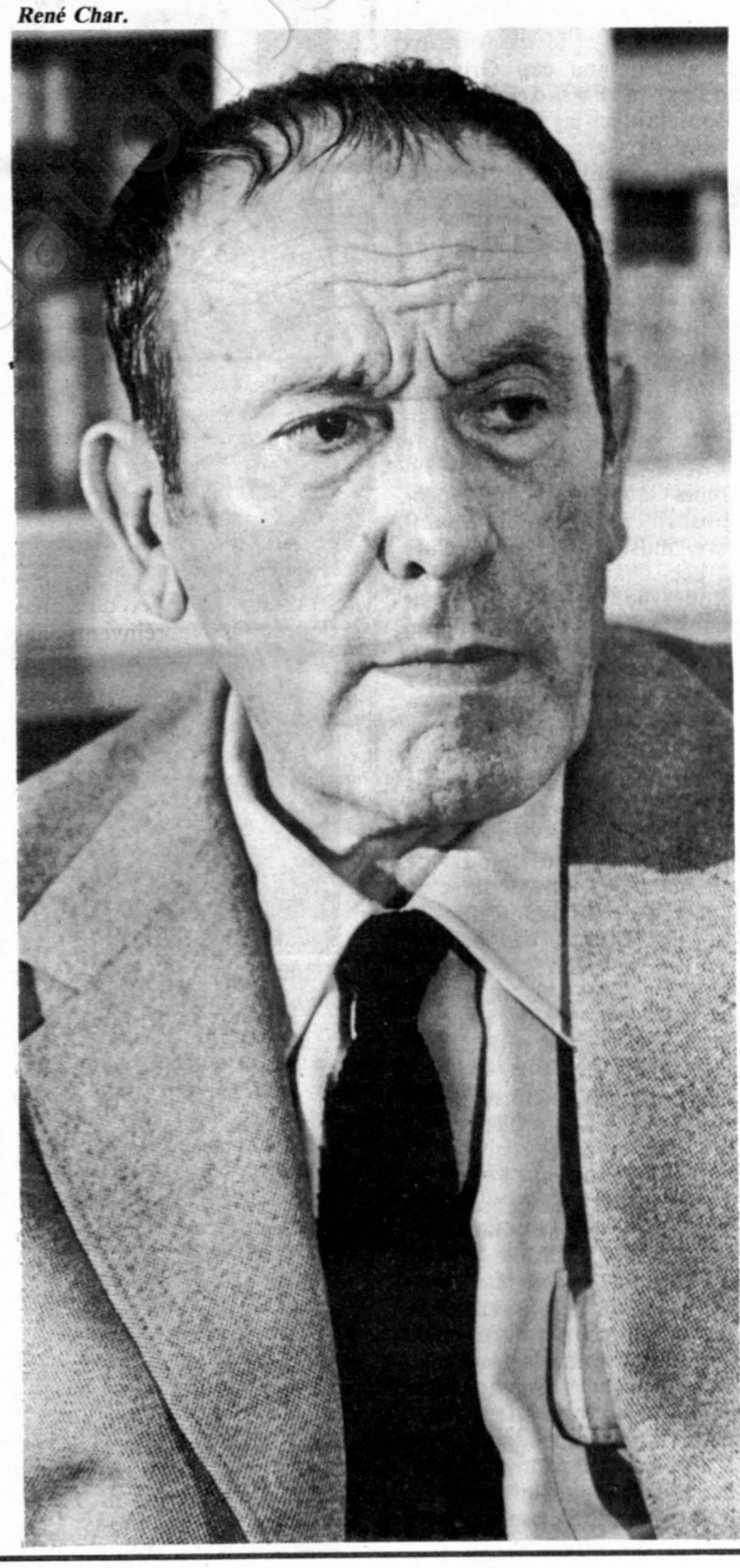
Dans cette merveilleuse collection de poche qui s'intitule simplement Poésie, Gallimard publie coup sur coup « Canzoniere » de Pétrarque, les « Œuvres poétiques » de Louise Labé et de très inattendus poèmes de l'auteur des « Hauts de Hurlevent », Emily Jane Bronte, admirablement traduits de l'anglais par Pierre Leyris. Sous la direction du même Pierre Leyris, Flammarion poursuit la présentation bilingue des œuvres de William Blake avec un quatrième volume tandis que Flammarion, toujours entame une monumentale édition critique des œuvres complètes de Stéphane Mallarmé. Travail de romain qui s'inscrit après l'intégralité de Pierre Reverdy, de Tristan Tzara. Saluons bien bas !

Quittons le XIXe siècle en signalant la parution dans la Petite Bibliothèque Payot du célèbre essai sur Charles Baudelaire de l'Allemand Walter Benjamin et éloignons-nous sur la pointe des pieds en commentant le premier tome de l'anthologie (de poche) de la poésie française du XXe siècle. Ce panorama part de la fin du symbolisme et nous conduit à Char, il couvre en vérité une sorte de demi-siècle qui commence dans les dernières années du précédent et s'achève avec le début de la Seconde Guerre mondiale. Une amusante préface de Claude Roy s'attarde — trop — à la crise du vers français, en particulier à la révolte contre l'alexandrin (cette « cadence nationale » selon les termes de Mallarmé). Proposant aux lecteurs un excellent choix pour chaque poète, cette anthologie, que chacun peut et doit se procurer, lève un voile sur les auteurs bien injustement oubliés, Georges Fourest, Marcel Martinet, Catherine Pozzi et quelques autres. Si certains absents (provisoires) sont justifiés comme Georges Schéhadé et comme René-Guy Cadou (consacrée à Guy Cadou et plus généralement aux « poètes de l'école de Rochefort » on peut lire une anthologie présentée par Jean Bouhier que vient de publier Seghers), on s'explique mal, par exemple, l'oubli de Paul Géraldy, récemment disparu, alors que Henry Bataille est représenté. Vétilles pour un joyau ! Un récent numéro du bimestriel « Poésie » permettra aux jeunes gens de se faire une idée de ce qu'était la poésie pendant la guerre 40/45 avec « les Poètes de la revue Confluences » publication qui joua un grand rôle à l'époque de Vichy.

Voici qui nous conduit à René Char (né en 1907), l'un des plus prestigieux poètes du XXe siècle et qui trouve une consécration (s'il en était besoin) en entrant à la Pléïade, divine collection. Ce fort volume comprend une longue introduction de Jean Roudaut qui porte presque exclusivement sur l'esthétique, une chronologie très complète, un petit nombre d'inédits et le théâtre du poète, des témoignages de/ou sur Char (en particulier le long entretien accordé à la critique d'art France Huser) et une bibliographie très fournie sans compter les traditionnelles notes et variantes.

Char n'est pas un poète facile et immédiat d'accès. Il y a du syncrétisme chez cet homme qui revendique hypnos et caverne. Sa saisie des choses et des êtres se situe à un niveau tel qu'elle exige un effort particulier de la perception du lecteur. Surréaliste pendant seulement quelques années, Char s'est très vite méfié de l'inconscient, sa poésie est plus volontariste qu'automatique. Char qui a lu les Grecs (Héraclite, Empédocle, Parmenide) mais aussi Rimbaud s'est beaucoup intéressé au philosophe Heidegger à qui il était lié. De longue lignée provençale Char a toujours entretenu des rapports étroits avec son terroir — fût-il le plus limité — et les êtres qui y vivent — fussent-ils les plus simples. Son histoire personnelle (famille, maison, etc.) l'a inspiré même si le voile compliqué de ses mots ne le montre pas toujours clairement. Il y a chez Char un engagement qui entretient une dialectique serrée entre le langage et la conduite. C'est très naturellement qu'il s'est trouvé jouer un rôle important dans la Résistance au nazisme : il a admirablement parlé de cette période dans « Feuillets d'hypnos ».

René Char.



Avec le recul des années on s'aperçoit que sa clairvoyance fut non seulement politique mais éthique, Char et Camus ne furent-ils pas très amis ! Présentant les « Feuillets », il écrit : « Ces notes marquent la résistance d'un humanisme conscient de ses devoirs, discret sur ses vertus, désirant réserver l'inaccessible champ libre à la fantaisie de ses soleils, et décidé à payer le prix pour cela. » Et beaucoup plus récemment il précise : « L'hémophilie politique des gens qui se pensent émancipés. Combien sont épris de l'humanité et non de l'homme ! Pour élever la première ils abaissent le second. L'égalité compose avec l'agresseur. C'est sa malédiction. Et notre figure s'en accommode. » Et d'ajouter : « Depuis l'opération des totalitarismes nous ne sommes plus liés à notre moi personnel mais à un moi collectif, assassin, assassiné. »

Ecartant Dieu — « carré de linge blanc... et nostalgie d'enfant », — Char est un moraliste qui possède un sens aigu de la formule. Il a mené et mène son combat avec et contre les mots : « Les mots qui vont surgir savent de nous ce que nous ignorons d'eux. » (Réhabilitation surréaliste ?) Mais aussi : « Le temps est proche où ce qui est demeuré inexplicable pourra seul nous requérir. » Pratiquant les vers et la prose, Char est et fut l'ami intime des peintres et de la peinture, il a un sens visuel comme il a celui de l'image fulgurante. Dans un rapprochement étonnant, certains mots, grâce à Char, deviennent complémentaires. Le plus souvent de manière évidente et simple, mais parfois avec obscurité. Mais l'obscurité en poésie peut être soit l'alibi du vide, soit un obstacle dont on sort récompensé lorsqu'on parvient à la vaincre. Récompense avec Char qui ajoutera — on l'espère — de nouveaux textes au volume de la Pléïade.

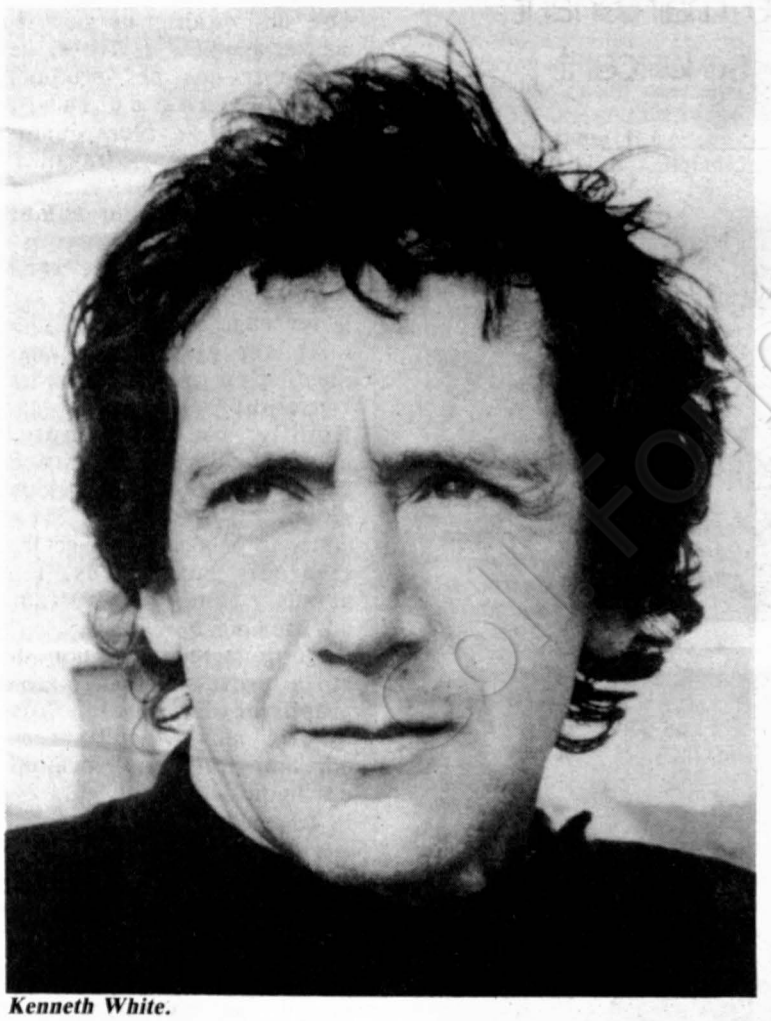
Récompense également avec le poète américain E.E. Cummings, contemporain de Char, disparu en 1962, dont les « 95 poèmes », datant de 1958, constituent l'ultime recueil. La lecture de Cummings est aride : calligrammes d'un poète peintre qui sut l'un des premiers se servir de la machine à écrire, invention graphique à quoi s'ajoutent de très complexes constructions de vers de telle sorte que nombreux sont les poèmes qui semblent un labyrinthe ou un sphynx. Et pourtant une fois la clef trouvée — la respiration v conduit — l'on découvre un merveilleux poète qui certes fabrique des mots (« Villedieu surenchosée des hommes ») mais qui dit la famille, le couple, la nature, la lutte contre les tyrannies,

CHAR ET AUTRES POETES

De la monumentale Pleiade – où René Char fait son entrée – aux éditions confidentielles, la poésie se vend et est lue

l'amour. Comme un oiseau de très haute lignée, Cummings « chante afin que partout vienne ici ».

Curieusement on manque de panorama des poètes des années cinquante, de ceux qui ont noms Philippe Jaccotet, Jacques Dupin, Yves Bonnefoy, etc. Le numéro de janvier/février 1983 de la revue « Europe » affiche « Poésie française d'aujourd'hui » en brouillant les chronologies. Dans son « Anthologie arbitraire », Henri Deluy présente la génération des années soixante dont il note judicieusement que chez ses porte-parole l'influence encore très vivante des surréalistes est battue en brèche par celle beaucoup plus récente des formalistes. Dans cette génération on ne saurait accorder trop d'importance à l'activité et à l'œuvre de Bernard Noël. Remarquable activité d'éditeur d'avant-garde (si le terme a encore un sens valable) à la direction de la collection « Textes » (Flammarion) et œuvre de prosateur doublée de celle d'un poète. Pour connaître celle-ci voici un premier volume qui reprend des poésies antérieures et un dernier recueil « la Chute des temps ». Avec Bernard Noël on est tenté d'opérer une lecture au premier degré : une morale et une

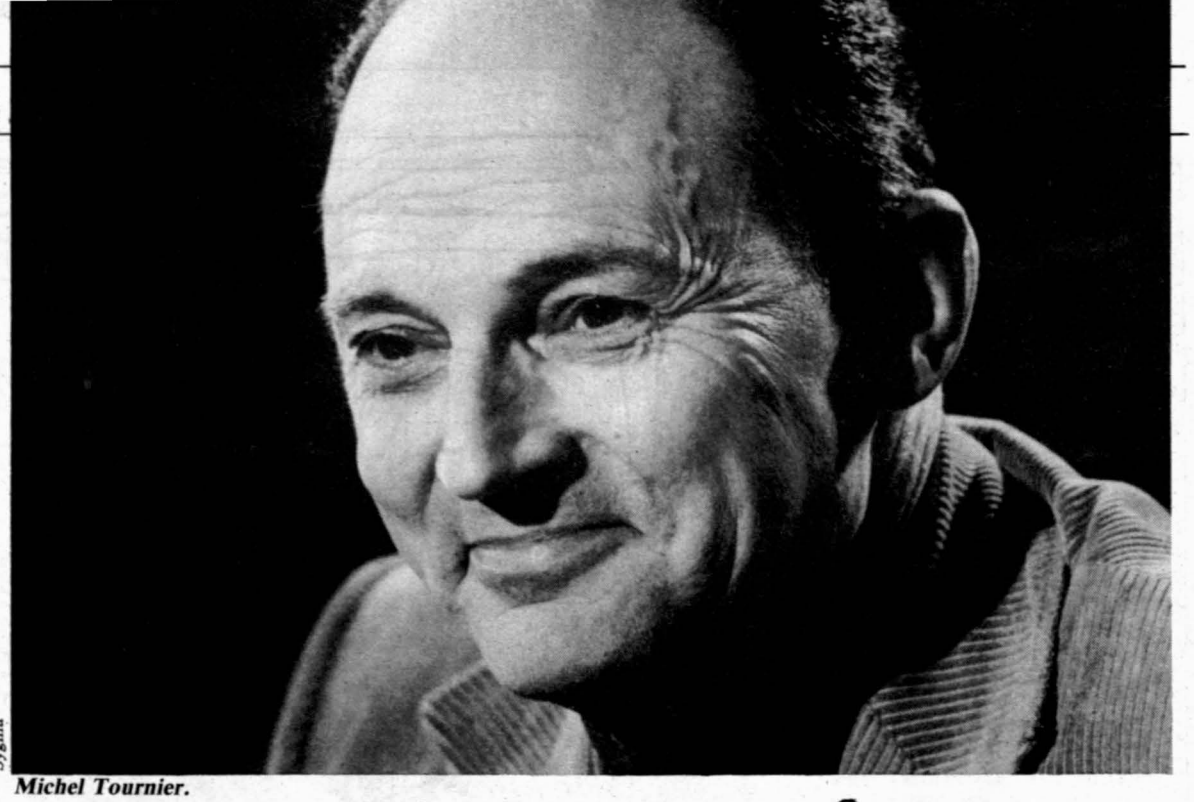


Kenneth White.

philosophie sans excès de modernité, une certaine froideur, l'adresse à un « tu » qui « échappe à la forme mortelle » et qui introduit une non moins certaine sentimentalité. Un sens de la formule ponctue la vie quotidienne : « Les uns mangent la réalité et les autres/une clef perdue qui... »

A lire et à relire comme Lionel Ray ou Salah Stétié qui poursuivent ouvrage après ouvrage un ensemble significatif. Classicisme relatif de Lionel Ray qui attire par sa recherche d'images et de sonorités et qui ne cache pas sa dette aux anciens — Aragon — « Sans toi je ne sais plus ce que c'est que de vivre » et conclut : « ...Ce n'est que mots pourtant, mais comme ces beaux faons échappés d'une fable de Supervielle, les *miens*, les *vôtres*. » Comme sa compatriote, Andrée Chédid (voir ses « Epreuves du vivant », Flammarion), Salah Stétié est libanais. Dès les trois premiers vers de « l'Etre poupée » on baigne dans un univers spécifique : « Par la beauté de l'astre sinueux/ qui se complique en barbarie de songes/par une femme d'espérance incorruptible. » Pratique de l'image, galanterie érotique redevable à André-Pieyre de Mandiargues que Stétié présenta naguère dans la collection Seghers. Une ligne droite très ornée symbolise cette voie originale qui amasse son miel.

Pour conclure on aurait désiré s'arrêter à Kenneth White, Anglais demeurant en France, dont l'œuvre singulière s'élabore sous nos yeux et qui exigerait à lui seul une chronique ; on aimerait au moins signaler le prix Max-Pol Fouchet 1983 en la personne d'Anne Rothschild avec « Sept branches, sept jours » que présentent à (« l'Age d'homme » Marie-Claire Bancquart et Georges-Emmanuel Clancier. On aimerait finir également par dire le travail de fourmi accompli par tant de poètes comme Guy Benoît, qui publient chez eux, à leur compte, ce qu'ils aiment, et leur propres œuvres, témoin cette plaquette « la Matière hésitante de l'amour » avec un dessin de Jacques Vimard. « Mai hors saison », tout un programme (Guy Benoît, 1 place de la Résistance, logement 11-22, 93170 Bagnolet). De cette forme artisanale d'édition à la monumentale Pleiade, circule la poésie. Une moisson éternellement renouvelée et toujours attachante. A tous les niveaux ! Et pour tous !



Sygma

Michel Tournier.

L'ANGE ET LA BÊTE

Que savait-on au juste du rôle de Jeanne d'Arc dans la vie de Gilles de Rais? C'est tout le talent divinatoire de Michel Tournier d'avoir su remplir ces "blancs"

PAR FRANÇOISE MERLLIE

« Gilles et Jeanne, de Michel Tournier, Gallimard.

MICHEL Tournier recourt une fois de plus aux grandes figures mythiques en prenant pour sujets de son dernier livre Gilles de Rais et Jeanne d'Arc. Si la raison de ce choix paraît due aux circonstances — une demande de scénario de la part du cinéaste Gérard Blain — Gille de Rais hantait pourtant l'œuvre depuis ses débuts. Il est explicitement l'un des grands ancêtres d'Abel Tiffauges, le héros du « Roi des Aulnes », puisque Tiffauges est le nom même d'un des châteaux de Gilles de Rais.

L'intérêt de ces personnages mythiques — qu'ils soient empruntés à la philosophie, la religion, la littérature ou l'histoire — c'est qu'ils présentent un mélange de traits précis et de zones floues. On ne réinvente pas plus les exploits et la mort d'une Jeanne d'Arc que les forfaits et la fin d'un Gilles de Rais. Mais dans ces vies si célèbres que le seul nom du personnage éveille des souvenirs, il y a des « blancs », des événements mal connus. En particulier, la rencontre entre Gilles et Jeanne avait jusqu'ici plutôt étonné comme une bizarrerie du destin qui aurait mis pour un temps de présence deux figures antithétiques. Mais que savait-on au juste du rôle de Jeanne dans la vie de Gilles ?

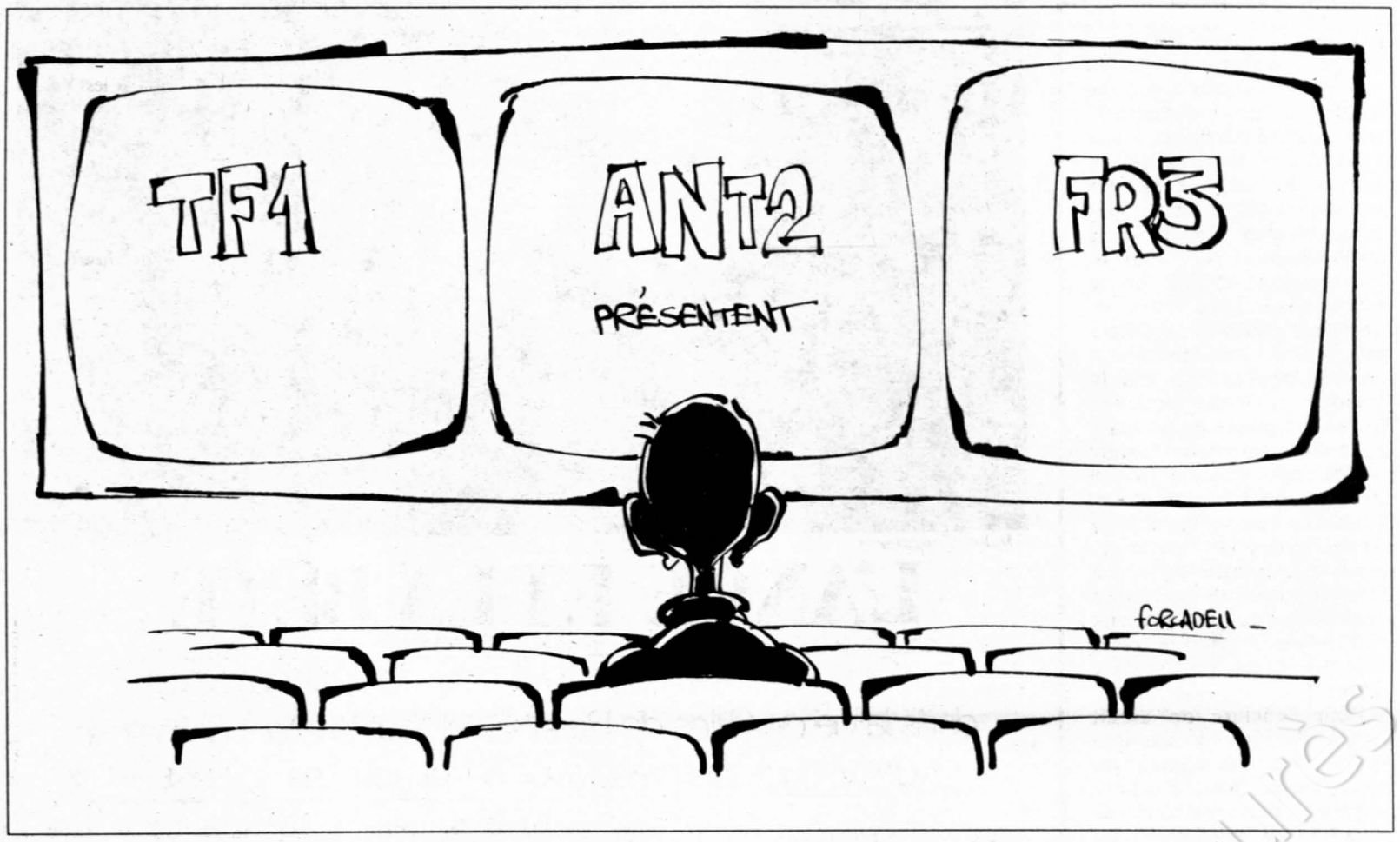
Tournier utilise ces « blancs laissés par les textes » pour proposer une interprétation originale et troublante. C'est Jeanne, la sainte, qui a bouleversé Gilles au point de transformer « ce brave soudard » pieux, « ni plus ni moins pilleur et violeur que les autres guerriers de son temps », en monstre raffiné qui pourchasse et tue des enfants sans se départir d'une foi ardente. Et c'est précisément parce que Jeanne est enfantine, innocente, sainte, qu'elle précipite Gilles dans l'abjection. Abjection dont il doit toucher le fond pour être capable de remonter et finir comme un saint.

Dans la reconstitution de cet itinéraire, quelques scènes décisives : la rencontre à Chinon, où Gilles découvre, fasciné, une « fille-garçon », un ange, une sainte guerrière qui, « miraculeusement », concilie les contraires, réunit tout ce qui l'attire ; puis Jeanne blessée devant Paris. Cet ange est une femme : elle saigne. Il se penche sur la plaie de sa jambe, et se relève en déclarant qu'il a communié de son sang, qu'il la suivra partout « au ciel comme en enfer ». Comment ne pas remarquer alors que seuls la souffrance et le sang aient pu rendre possible un contact charnel, une expérience voluptueuse ? C'est ensuite le bûcher de Rouen. Gilles, impuissant à sauver Jeanne, arrive juste à temps pour lire sa condamnation en tant que sorcière, entendre ses cris, sentir l'odeur de sa chair brûlée, et voir enfin « son horrible métamorphose en charogne à demi calcinée », exhibée à la foule. Il s'enfuit hagard et s'effondre dans un champ. Quand il se relève, son visage a pris une expression bestiale. Il va se métamorphoser en « ange infernal », comme s'il assumait la sorcellerie dont elle était accusée.

Revenu dans ses terres, il reste obsédé par Jeanne. Les fastueuses fêtes qu'il organise pour commémorer la délivrance d'Orléans ne sont qu'un « leurre » destiné à la faire revenir. L'instrument décisif de sa métamorphose maléfique est un double négatif de Jeanne : le jeune Florentin Francesco Prelati, dépravé et thaumaturge, que pour comble d'ironie le confesseur de Gilles de Rais va chercher lui-même en Toscane dans l'espoir de secourir son seigneur. Gilles a déjà découvert son attirance pour les enfants. Prélati l'encourage à les sacrifier, à faire « la part du diable ». Et l'on découvre peu à peu, par la seule force des images qui se rapprochent d'elles-mêmes, la figure de Jeanne derrière ces enfants, androgynes comme elle, innocents comme elle, que Gilles fait saigner comme elle a saigné, dont il fait brûler les corps comme a brûlé son corps. Enfin, poursuivi par la justice et abandonné de tous, Gilles mourra sur un bûcher, comme elle et en hurlant son nom.

A quoi tient la force d'un tel récit ? Peut-être à sa sobriété, car Tournier cède peu aux facilités des archaïsmes et du pittoresque ; cette sobriété, pourtant, n'exclut pas la complexité. Chaque aventure personnelle, dans ses livres, se joue toujours sur plusieurs registres, se diffracte toujours sur différents plans. Le drame de Gilles est puisamment porté, rythmé par les houles de l'océan vendéen, la sauvagerie des vieilles forêts gauloises, tandis que les théories brillantes et retorses de Prelati semblent être quelque phosphorescence des putrides splendeurs florentines. Ce livre est aussi écrit sous le signe du feu. Feu ambigu : feu de vie et feu de mort. Feu de l'alchimie et feu du bûcher qui font de la destruction la promesse d'une métamorphose, d'une régénérescence. Ce jeu de correspondances peut se poursuivre indéfiniment. Une fois le livre sur Gilles refermé, on est immanquablement renvoyé à Tiffauges. Pourquoi, dans des conditions très proches, l'un a-t-il bifurqué vers le don, l'autre vers le crime ? A quinze années de distance, Gilles de Rais interpelle Tiffauges.

Bien loin de rassurer, comme la découverte de « trucs littéraires » qu'on aurait éventés, ces parentés obscures, qui courent entre les êtres, les éléments, les époques, ont quelque chose de vertigineux. Car au lieu de combler les « blancs » de l'histoire, d'éclaircir tout mystère, Tournier en fait naître d'autres, en laissant pressentir les inquiétantes affinités de l'ombre et de la lumière, du bien et du mal, de la sainte et de l'assassin. ●



CINÉ ET TÉLÉ, COPAINS ?

Vraiment finie l'époque de la concurrence sauvage et dévastatrice entre le cinéma et la télévision? On pourrait le croire maintenant que les chaînes – surtout la 3ème et avec audace – se lancent dans la coproduction

PAR FABIAN GASTELLIER

JE t'aime, moi non plus. A ma gauche, l'industrie cinématographique ; à ma droite, les trois chaînes de la télévision nationale. Attention : cocktail explosif ! et c'est peu dire... Depuis toujours, en fait c'est-à-dire... — depuis que le petit écran est né avec son allure louche de concurrent direct — les rapports entre ces deux vecteurs de la culture et des loisirs n'ont guère baigné dans l'entente cordiale. Tantôt c'est carrément la guerre froide où la « télévision-vache à lait d'une industrie sans scrupules » se heurte au « cinéma victime d'une télévision vampire » ; tantôt la vague ébauche d'un pas de deux avec mâchoires soudées et sourires crispés. Le franc beau fixe, connaissent pas...

Pourtant, tout poussait le petit et le grand écran à une certaine collaboration voire à une collaboration certaine. Les regards en chiens de faïence, c'est stérile et comme la télévision aura toujours besoin du septième art pour nourrir ses programmes et que le cinéma aura de plus en plus besoin d'argent pour financer ses productions dont le coût ne cesse d'augmenter, autant essayer de trouver un terrain d'entente. Fortes de ces constatations, les trois chaînes sont donc entrées dans la danse de la coproduction, F.r.3 ayant ouvert le feu en 1975, suivie six ans plus tard par T.f.1 et Antenne 2. Le but de l'opération ? Aider la création en s'assurant, en retour, d'un catalogue de films de qualité diffusables à l'antenne au bout de deux années seulement d'exploitation au lieu des trois ans obligatoires lorsque les chaînes se contentaient d'acheter les droits de l'œuvre.

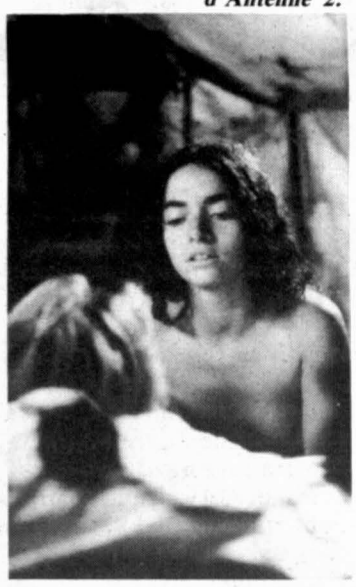
Des droits qui font couler beaucoup d'encre tant ils sont bas. « Une misère », s'exclame-t-on dans les couloirs du bureau de liaison des industries cinématographiques (B.l.i.c.) : « Comparativement au nombre de téléspectateurs qui vont en bénéficier, on peut dire que les films sont littéralement bradés ! » De quoi se demander, alors, pourquoi les chaînes n'ont pas continué dans cette voie somme toute prudente, lui préférant la haute voltige de la coproduction où les risques ne sont pas limités... Simple question de philanthropie ? Pas uniquement. Volonté de changer les rapports avec le cinéma, aussi : « Cet aspect des choses peut paraître étrange, explique Jean Rouilly, responsable des coproductions et des achats de programmes pour Antenne 2, mais les motivations d'ordre psychologique sont à placer au premier plan de notre choix. Pour l'univers cinématographique, aujourd'hui, la télévision ne se contente plus d'attendre la bouche ouverte que les produits lui soient offerts en prêt-à-consommer. Participer, c'est très important. Même si, c'est vrai, nous n'en sortons pas plus riches pour autant... »



« Le Destin de Juliette » d'Aline Issermann,

« Erendira » de Ruy Guerra, coproductions d'Antenne 2.

Il y a plus : comme la télévision est contrainte de passer 50 % de films français par an, la politique de l'achat des droits donnait naissance à une véritable bataille rangée entre les chaînes qui se précipitaient toutes sur les mêmes œuvres. Conséquence immédiate : les prix grimpaient à une allure vertigineuse. Au contraire, la planification permise par le système des coproductions assure une meilleure répartition des longs métrages ente les chaînes. Le tout dans le calme. Et puis, comptons également les bénéfices d'ordre économique : le « partnership » permet aussi aux chaînes de bénéficier du fond de soutien — c'est-à-dire de percevoir une recette directe (le remboursement au premier franc) prélevée sur la vente du ticket de cinéma. Cet apport frais et rapide d'argent aide à faire rouler les caisses tout en devant obligatoirement être réinvesti dans le cinéma.



A l'heure actuelle, l'ensemble des chaînes dépense environ 70 millions de francs et permet le financement du tiers de la production française. Tous genres mêlés : « Nous devons obligatoirement être en équilibre sur les styles, explique Thierry Caillon, délégué de F.r.3 pour les rapports avec le cinéma. Parce que nous sommes un service public et que notre objectif c'est le 20 h 30 télé. Nous coproduisons beaucoup de films appelés communément « grand public ». Car avec eux, nous jouons la sécurité. A la télévision, c'est comme au cinéma : à film facile, large audience ; à film plus obscur, spectateurs moins nombreux. »

Mais F.r.3, la chaîne « amoureuse du cinéma », aime bien coproduire dangereusement. On pouvait le vérifier en mai dernier, à Cannes, où la chaîne de Serge Moati présentait « l'Argent » de Robert Bresson, « L'Homme blessé » de Patrice Chéreau et « la mort de Mario Ricci » de Claude Goretta. Trois films « à hauts risques » dont le succès public n'était pas évident. « Depuis deux ans, nous avons porté un effort tout particulier sur les produits difficiles, précise encore Thierry Caillon. Des premières œuvres, des films d'auteur, des productions du tiers monde voire des films régionaux comme « le Montreur d'ours » de Jean Fléchet, présenté à Cannes dans la section « Perspectives du cinéma français » et intégralement tourné en langue occitane. » Courageux. D'autant plus que rien, dans le cahier des charges, n'oblige les chaînes à agir de la sorte.

Le désir des chaînes, qui se débattent dans un carcan de diktats serrés : ne pas être majoritaire, ne pas financer à moins de 10 %, ne s'occuper que des produits bénéficiant du label « France » — c'est justement la création : travailler le plus en amont possible des films. Sans pour autant se substituer aux professionnels du cinéma ; sans exiger un droit de regard sur le tournage ou le montage : « Arriver au dernier moment, c'est particulièrement frustrant, explique Jean Rouilly. Ce qui compte, c'est d'aider à l'écriture d'un film. D'ailleurs, nous avons développé des contacts particuliers avec les créateurs eux-mêmes, les grands y compris : Truffaut par exemple... »

Qu'on le veuille ou non — et la profession cinématographique fait quelquefois les gros yeux, voyant en ces coproductions une formule qui ligote les producteurs — la télévision aide le cinéma. La réciproque est-elle vraie ? « Hélas, soupire Jean Rouilly, il est difficile de leur faire comprendre qu'on peut avoir besoin de leurs « gros coups » ! Les Delon, les de Funès, les Belmondo and Co ne viennent pas nous trouver ; ils roulent tout seuls... »

Beaucoup de films n'auraient pas vu le jour sans l'apport décisif (et digne de confiance, pensez donc : la garantie de l'Etat) des chaînes de télévision. Les réalisateurs en sont conscients, certains producteurs aussi et, si quelques exploitants affichent une mine résolument hostile envers ces nouveaux partenaires qui leur pompent du public, l'avenir est quand même aux coproductions. De plus en plus internationales ; de plus en plus « top niveau ». Vont-ils se mettre à nous jouer « Love Story » ? ●

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

Kipa



« Le Corbeau », d'Henri-Georges Clouzot.

VENDREDI 3 JUIN

T.f.1 « L'Ascension du Chopicalqui », film de René Demaison, 22 h 35.

Une fabuleuse grande première de l'alpinisme : l'escalade de la face Est du Chopicalqui dans les Andes péruviennes. Angoissés du vertige s'abstenir.

A.2 Apostophes, de Bernard Pivot, 21 h 35.

Au menu de ce soir, les faits divers. Accidents domestiques, noyades anonymes, disparitions en montagne, victimes des ruées du week-end ? Vous n'y êtes pas du tout. « Fait-divers », pour Pivot, ça signifie donner la parole à Jean-Edern Hallier, le pôvre intellectuel de la Closerie des Lilas (comme d'autres sont intellectuels de gauche) qui va venir pleurer sur son enlèvement. Dans la prière d'insérer de son livre, « l'Enlèvement », Hallier donne le ton : « Je fais ma pub et je vous emmerde », dit-il. Voilà qui est simple. Se trouvera-t-il seulement un journaliste au monde qui sera assez digne pour ne plus ouvrir ni ses colonnes ni son micro à cet imposteur faussement talentueux ? On cherche personne courageuse...

Ciné-club. Cycle années 70 : « Tout va bien », de Jean-Luc Godard, 23 h.

Lutte de classes et histoire d'amour... Après quelques années passées dans le cinéma militant, Jean-Luc Godard revenait au cinéma dit « commercial » avec une bien séduisante affiche, réunissant notamment Yves Montand et Jane Fonda. Une œuvre qui a bien mal vieilli...

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « Requiem pour le Vietnam », reportage de Bill Couturié pour la télévision américaine (ABC), 20 h 35.

Le cinéma américain commence à peine à en parler : la guerre du Vietnam, la « sale guerre », n'a pas fait que des blessés physiques, elle a aussi mutilé psychiquement et pour la vie les gamins qui l'ont faite. Aujourd'hui, cinq vétérans (ils ont trente ans) témoignent. Cauchemardesque.

SAMEDI 4 JUIN

T.f.1 « Etoiles et toiles », de Frédéric Mitterrand, 22 h 55.

Avec Papi Bresson, le plus jeune des cinéastes français, considéré par la droite comme un dangereux terroriste depuis que son dernier film « l'Argent » a pu voir le jour grâce, notamment, au ministre de la Culture. Les comiques ne sont pas morts...

F.r.3 Musiclub : Hommage à Richard Wagner, 22 h 30.

Un hommage de diamant puisque c'est Pierre Boulez qui dirigera le « Siegfried-Idyll » ainsi que l'hommage de Franz Liszt à Wagner : « Du berceau au tombeau. » Avant que Boulez ne lève sa baguette sur Richard, on croyait dur comme fer qu'il existait une « tradition musicale wagnérienne » tout entière tissée de lenteur et de respect et dont les principaux représentants avaient été Fürtwangler, Krauss et Knappertsbusch. Vous l'aurez deviné : il n'en est rien...

DIMANCHE 5 JUIN

T.f.1 « Le Corbeau », d'Henri-Georges Clouzot, 20 h 35.

Tournée en pleine Occupation, une histoire de lettres anonymes qui viennent semer le trouble dans une paisible bourgade provinciale dans la France des années trente. Fine mouche, Clouzot stigmatisait en fait les vagues de délation qui s'étaient abattues sur notre pays à l'époque de Vichy. Une façon subtile de filmer en résistant.

A.2 « Désir des arts », émission de Claude Hudelot et Philippe Collin : Manet et Manebit, 22 h 30.

Un jeu de mots latin (littérature) pour nous parler d'Edouard Manet...

F.r.3 « Boîte aux lettres », de Jérôme Garcin, 20 h 35.

Comme cette soirée, sur F.r.3, est entièrement consacrée à Franz Kafka (l'architecte du nouveau palais de Cannes), Jérôme Garcin et son équipe rendront à leur façon un hommage au grand écrivain. Le titre de leur émission est d'ailleurs évocateur : « De Kafka à Pierre Desproges »...

« La Métamorphose», de Franz Kafka, téléfilm de Catherine Ikam et Jean-Daniel Verhaeghe, 21 h 20.

L'expérience de la solitude pour un homme bien ordinaire qui se retrouve tout d'un coup transformé en cafard sans rien avoir perdu de sa conscience humaine. Un texte légendaire, interprété par Julien Guiomar, Madeleine Robinson et (voix off) Sami Frey.

Cinéma de minuit : cycle Ava Gardner : « la Comtesse aux pieds nus » de Joseph Mankiewicz (voir encadré).

LUNDI 6 JUIN

T.f.1 « Section spéciale », de Costa-Gavras, 20 h 35.

Paris, 1942. Après l'assassinat d'un officier allemand dans le métro, la France de Vichy décide de traduire six militants communistes devant une juridiction spéciale afin de les condamner à mort et de les exécuter. Pour ce faire, Pucheu (magnifique Lonsdale), ministre de l'Intérieur, promulgue une loi rétroactive et met en marche les rouages de ce qui va devenir la Cour de Section spéciale. Une page sinistre de notre histoire dignement traitée par Costa-Gavras avec une affiche de haut niveau.

A.2 Théâtre pour demain : « Othello sur Seine », de Bernard Mazéas, 21 h 55.

Un homme seul devant sa glace se prépare à entrer en scène. Qui est-il ? Un grand comédien ou bien un paumé ? Bernard Mazéas, l'auteur de cette courte pièce, manie la poésie surréaliste avec délice. Laissons-nous couler... Avec Nadia Barentin et Victor Garrivier.

MARDI 7 JUIN

T.f.1 Théâtre : « la Chienne dactylographe », de Gilles Roignant ; mise en scène de Daniel Benoin. En co-production avec le ministère de la Culture, 20 h 35.

Ce titre énigmatique désignait, pendant l'Occupation, les auteurs de lettres anonymes qui sévissaient dans le milieu de la haute couture. Une pièce cinglante qui met en scène une créatrice de mode suspectée d'intelligence avec l'ennemi. Une interprétation convaincante d'Isabelle Ehni.

A.2 Dossiers de l'écran : « le Général a disparu », téléfilm de Pierre Lefranc, François Flohic et Yves-André Hubert, 20 h 40.

La grande énigme de Mai-68 : mais où est donc passé de Gaulle ? Toutes les thèses (y compris les plus farfelues dont celle, imaginée par Bertrand Poirot Delpech dans « les Grands de ce monde » : de Gaulle s'était réfugié au métro Balard pour siroter avec un clochard et s'entretenir des douleurs du monde...) ont virevolté autour de ce mystère sans que l'on apprenne réellement ce qui s'était passé en ce 29 mai, date à laquelle le chef de l'Etat s'était évaporé en direction de Baden-Baden. Depuis, Massu a causé, rompant une sorte de secret absolu. Mais tout cela demeure quand même bien flou. Lèvera-t-on enfin le voile ce soir ?

F.r.3 « la Main à couper », d'Etienne Perrier, 20 h 35.

Qui a donc tué l'amant d'Hélène ? Serait-ce Michel Bouquet, que tout paraît accuser ? Tss, il n'en est rien... Coup de théâtre assuré mais bien mauvais suspense...

MERCREDI 8 JUIN

T.f.1 Les mercredis de l'information : « la Prison sans haine et sans crainte », reportage de Roger Gicquel, 20 h 30.

L'univers carcéral filmé de l'intérieur. L'équipe de T.f.1 a passé quatre jours en prison, interrogeant détenus et surveillants. Une initiative intéressante mais, comme le dit un prisonnier : « Vous ne pourrez jamais filmer le temps qui passe ni celui qui est devant nous. » A méditer...

« Opéra, amour fou », de Catherine Clément. Premier volet : « Violence des femmes », 21 h 40.

Catherine Clément aime beaucoup l'opéra, ce qui est très sympathique de sa part. Elle a même consacré un livre (« l'Opéra ou la défaite des femmes ») à cet art en dégageant toutes les figures de femmes qui ont inspiré les compositeurs lyriques. C'était très naïf et assez faux. Le malheur, avec Catherine Clément, c'est qu'elle ne parle jamais de musique. Un opéra, pour elle, ça se limite à la lecture d'un livret. D'où sa thèse féministe comme quoi cet art-là est misogyne puisque les pauvres héroïnes y sont fort maltraitées. Certes, mais Catherine Clément a-t-elle pensé que les femmes, dans l'opéra, sont les triomphatrices musicales absolues ? Les êtres pour lesquels on a inventé les partitions, les mélodies les plus belles ? Hélas non... L'émission de ce soir semblant reprendre les grandes lignes du livre précité, je manifeste les pires craintes...

A.2 « Les Yeux des oiseaux », téléfilm de Gabriel Auer.

Pays fort avancé en son temps du point de vue économique et social, l'Uruguay aurait pu devenir une sorte de Suisse du continent latino-américain. Il n'en a rien été du fait d'un coup d'Etat militaire. En 1980, une délégation du comité international de la Croix-Rouge — dont le siège est en Suisse — est autorisée, après de longues et difficiles négociations, à visiter un pénitencier baptisé sans honte ni pudeur du nom de Libertad. Jusqu'ici rien qui n'échappe à la monotone et féroce réalité quotidienne d'une dictature.

L'histoire du film « les Yeux des oiseaux » commence alors. Fiction et réalité, car il s'agit de la rencontre d'un événement authentique, irréfutable, et d'une création cinématographique prenant le parti de raconter cette histoire.

Un prisonnier découvre un jour que toutes les conversations « secrètes » avec les délégués de la Croix-Rouge ont été enregistrées. Les cellules spécialement aménagées par l'administration pénitenciaire sont en effet truffées de matériel d'écoute ultra-modernes. Quant aux réactions des délégués de la Croix-Rouge, elles seront — on le verra — diverses... Rappelons que tous ces événements sont absolument authentiques et viennent de se produire à quelques milliers de kilomètres de chez nous. Le cinéaste Gabriel Auer en a fait un film où la fiction parvient à rejoindre une si redoutable réalité. A tous points de vue la sortie télévisée de ce film est un événement. G.S.

F.r.3 « Un caporal ordinaire », téléfilm de Jacques Chaumelle et Yves Ellena, 21 h 55.

La débâcle de juin 40 vécue par un anonyme caporal d'infanterie à qui l'on a confié une mission au moment même où se signait l'armistice. Comment voulez-vous devenir un héros dans ces conditions ?

JEUDI 9 JUIN

T.f.1 « Ciao, Bella », téléfilm de Vittorio de Sisti, 20 h 35.

Parce que, tout d'un coup, elle décide de rompre avec son mari, une jeune femme de trente ans va se retrouver embarquée dans d'incroyables histoires, soupçonnée d'être membre des Brigades rouges et va assister, impuissante, à des morts en série... Comme quoi le mariage, finalement ma bonne dame, ça vous met à l'abri de bien des choses... Avec Marie-Hélène Breillat.

Lettres d'un bout du monde : un voyage en Grèce, émission de Jean-Emile Jeannesson, 22 h 15.

Une tragédie grecque, de l'hiver 1940 au pouvoir des colonels. Trente années de souffrance vécues à travers quelques portraits de résistants.

A.2 L'Heure de vérité : 20 h 35.

F.r.3 Parole donnée : « Eh, d'où tu chantes, toi ? » reportage de Marc Drouet, réalisation de Jean Schmidt, 20 h 35.

A Wattignies, Michelle, Mireille, Sadia, Nadia, Catherine, Zohra, Véronique, Hayet, Yvette et Anna ont entre 14 et 18 ans. Avec elles, la D.a.s.s. du Nord tente une expérience : en finir avec les grandes structures type maisons départementales de l'enfance où l'on s'entassait à plusieurs centaines. Comment sauver l'enfance ?

Ciné-passion, émission de Marie-Christine Barrault : « Bobby Deerfield », de Sidney Pollack, 21 h 55.

Attention : ça démarre comme une Love-story misérabiliste (il est coureur automobile, elle est malade...), mais « Bobby Deerfield » est tout sauf un film d'amour. C'est une des réflexions les plus pertinentes sur la mort. La mort lente (la maladie), la mort rapide (l'accident de voiture)... Sidney Pollack cherche à cerner la mort et s'aperçoit qu'on ne peut pas en parler. La mort, c'est l'interrogation majuscule. C'est cette fraction de seconde où le coureur quitte la piste pour aller s'écraser contre un poteau. Et Bobby Deerfield contemplera la photo de l'accident pour chercher à comprendre. En vain. Au cas où je n'aurais pas été convaincante je résume : un très, très, très grand film.

Kipa



Humphrey Bogart et Ava Gardner dans « la Comtesse aux pieds nus ».

L'émission de la semaine : « la Comtesse aux pieds nus » de Joseph Mankiewicz - F.r.3, dimanche 5 juin - 22 h 30.

De qui parler en priorité ? D'Ava Gardner — ici à son sommet, utilisée comme mythe et statufiée littéralement de son vivant — ou de Joseph Mankiewicz, cet Américain peu commun qui possède la caractéristique rarissime de n'avoir jamais loupé un seul film. Mais cette « Comtesse » restera peut-être son chef-d'œuvre. L'histoire débridée, un peu folle, d'un amour trompeur, trompé, d'un espoir blessé et d'une femme trop belle brisée net en son apogée est l'un des bijoux les plus fascinants des cinémathèques... A vos magnétoscopes si vous en possédez : Ava et Bogart, la pluie en technicolor et l'orage qui éclate au cours de la désastreuse nuit de noces sont autant d'images fulgurantes à conserver pieusement.

SPECIAL ARTS

La vie d'artiste

PAR LUCIEN CURZI

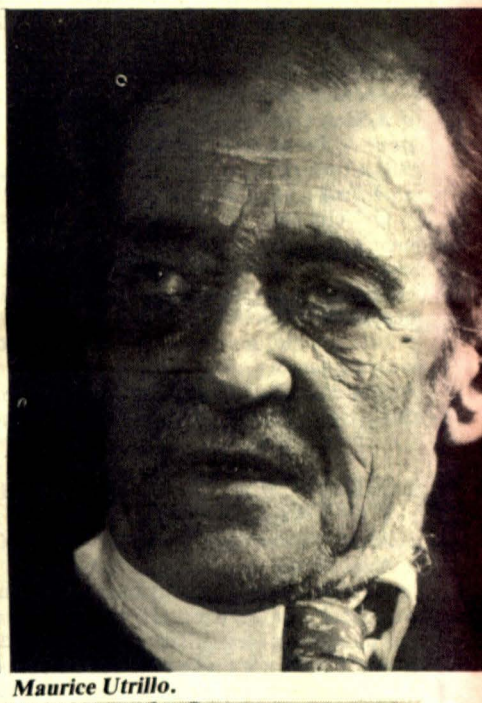
Maurice Utrillo, le paysan de Paris

Ivrogne d'espèce irascible à l'âge d'à peine vingt ans, il n'aurait pas bifurqué vers une palette si sa pétulante mère, l'excellent peintre Suzanne Valadon, que Degas admirait, et tout autant modèle, amante et amie du fresquiste Puvis de Chavannes, puis d'un dandy catalan, Miguel Utrillo y Molins (l'un père putatif, l'autre d'occasion pour les besoins de l'état civil), n'avait suivi les conseils de la faculté. En effet, là où la cure n'avait aucun effet durable, l'art en sa plus simple expression, allait soutenir en l'exaltant, celui qui voyait, non sans virer à la crise de violence jalouse, son impétueuse génitrice passer, en virtuose de l'amour, des bras de l'un dans ceux d'un autre. Après le Méridional, ce fut le riche Paul Moussis en 1896, puis André Utter en 1914 et ainsi de suite.

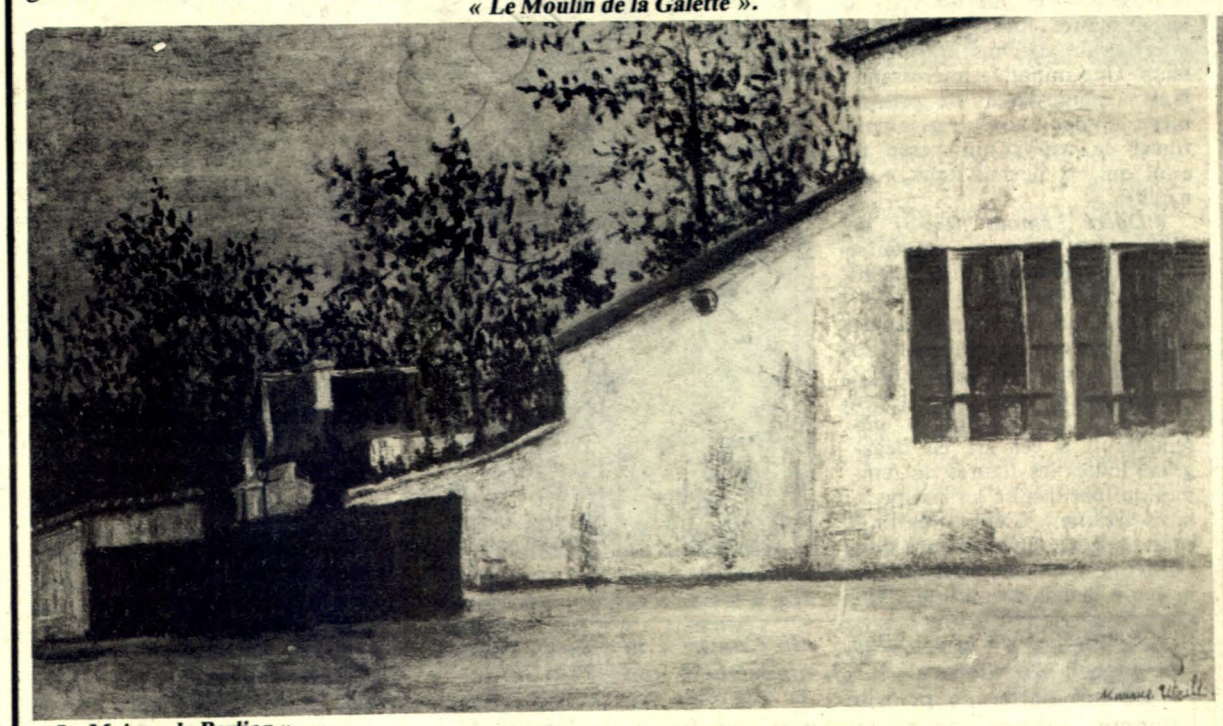
Né à Montmartre en 1883 (deux ans avant Robert Delaunay, mais un monde allait les séparer), Utrillo ne connaît de Paris que son « village »... Dès ses premières œuvres d'autodidacte, il en brossera les traits muets avec une sorte de fureur triste. Auteur de plusieurs milliers de tableaux — est-ce trois mille, davantage ? le catalogue glisse sur la question — ce peintre de métier est l'exemple même d'un singulier paradoxe. La gloire, son corollaire abusif l'argent, sinon les extravagances d'une futilité toute mondaine vont le choyer sans qu'il les ait cherchés outre mesure.



« Le Moulin de la Galette ».



Maurice Utrillo.



« La Maison de Berlioz ».

Car, dès 1914, le chroniqueur appliqué des rues tortueuses, montantes et descendantes, qui vidait souvent ses perspectives abrégées de tout événement, et même de présence humaine, dès lors que murs, toits, verdure et bout de ciel suffisaient à adoucir son spleen, devient célèbre. Une vente à l'Hôtel Drouot lance la vogue du fameux pittoresque de la butte, escorté d'humilité inquiète. Elie Faure, Francis Jourdain, Octave Mirbeau, Paul Gallimard sont de ceux qui l'encouragent en devenant ses clients.

Maurice Utrillo plaît à ces connaisseurs pointus. Ils aiment ses qualités de malaxeur de pâte, qui maçonne par intuition et nappe de ses jus, selon une humeur à peine emportée, nids à misère, maisons branlantes, frondaisons de poche, trottoirs luisants. Mais, sa rencontre avec un certain goût du folklore, largement répandu, est-elle fortuite ? La modernité, du moins ce que l'on range sous cette rubrique commode lorsqu'on évoque la jeunesse cahotique et la maturité fertile des chambardeurs, Matisse, Picasso, Braque, Léger, Rouault, Brâncusi, Eiffel (eh, oui, l'artiste de la tour en fer !), Juan Gris, Chirico, Tanguy, Ernst ; cette modernité appelée à plonger notre siècle dans de délicieuses stupeurs alarme une frange assez passive des collectionneurs hexagonaux. D'où l'assurance d'un repli sur des positions locales, émotives et feutrées.

Néanmoins, si la suite sans cesse recommencée des Sacré-Cœur, Moulin de la Galette, rues du Mont-Cenis et des Saules, etc. fortifie une réelle affection du peintre envers une patrie somme toute cocardière, elle est révélatrice d'un « tempérament » poétique indéniable.

Paysagiste de sa ville, comme Monet, Pissarro et



« La Basilique Saint-Denis ».

leurs amis le furent des campagnes de l'Ile-de-France, l'ozone et la vigueur en moins, Utrillo portraitise avec envie un macadam accablé, lourd et gras, des façades fermées sur elles-mêmes, quelques rares lieux où l'on s'amuse, des monuments pour la prière volontiers sublimés. Il est un bien étrange bigot, à l'occasion visité par Jeanne d'Arc (pas celle, fraîche, sensuelle et active de Joseph Delteil, mais une guerrière sévère et mystique) qui, tout autant que l'alcool, le rendra gâteux sur le tard. Spontané, tout d'une pièce, l'adolescent monté en graine restitue, en la caressant, la coquille coquette des choses. S'est-il douté, parfois, qu'il touchait à l'essentiel ?

Ainsi, traverse-t-il une phase d'inspiration aiguë entre 1908 et 1920. Parmi ses meilleurs morceaux, une vibrante « Basilique Saint-Denis » (Kunshaus de Zurich), où la matière palpitante se rapproche de celle de Monet avec ses cathédrales de Rouen, et au moins deux chefs-d'œuvre de la période blanche, « la Maison de Berlioz » et le « Couvent de Piedicroce ». Ce sont là, chez Utrillo, deux versants d'une vision tactile, charnelle et économe. Le pignon du premier est comme le mur où rebondissent les échos lumineux d'un cœur pudique ; d'éloquentes verticales rythment le second où la méditation se fait voluptueuse.

Utrillo est à son meilleur, îlot isolé dans une œuvre redondante qui, passé le cap de 1935, a l'air de s'ensabler. C'est qu'Utrillo... oublie le motif. Il s'épie et se borne à « doubler » ses propres toiles, voire à copier des cartes postales ! D'où, par suite, une inflation galopante, à quoi les faussaires ajoutent leurs croûtes par douzaines.

Comme presque toujours en pareil cas, c'est le côté misérabiliste et fané qui se trouve plagié avec appétit. Depuis belle lurette, le commerce de la place du Tertre, auquel s'adonnent d'habiles barbouilleurs, exploite sans vergogne un filon d'ingénuité, il est vrai inauguré par le même Utrillo chez qui s'est maintenu, néanmoins, une étincelle de sincérité.

Il n'est pas inutile de noter encore que cette exposition justifiée, conçue à l'occasion du centenaire de la naissance de l'artiste, n'est qu'un trop bref aperçu de son itinéraire haut en couleur. Il n'y a là rien d'une rétrospective, qui reste à tenter. En second lieu, cette manifestation de l'Institut de France, qui rassemble une cinquantaine de tableaux, est « sponsorisée » par une agence et le groupe Bugnion, spécialisé en propriété industrielle, littéraire et artistique (celui-ci évalue le montant du mince trésor accroché sur les cimaises à environ 50-60 millions de francs !). Rien ne serait, en l'espèce, à redire car les temps sont durs. Comment apprécier, toutefois, certains propos moroses de l'académicien préfacier, René Huygues, directeur de l'établissement, vitupérant *« ... une civilisation qui décline, régressant vers le règne cupide du matériel et le cercle infernal des principes abstraits » ?*

Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (227.39.94). Sauf mardi, de 13 h à 18 h. Une partie de cette exposition sera montrée ensuite au musée Saint-Georges de Liège, puis à la Fondation Septentrion de Lille.

Le pastel, gourmandise de peintre

La mode si prisée des expositions temporaires offre l'avantage de valoriser un fonds en le tirant pour partie de la poussière, où il dort sans profit. C'est le cas de ce lot de pastels — une centaine des XIXe et XXe siècles — sur les cent soixante-dix appartenant au Petit Palais, exhibés non loin des œuvres comme jumelées des Bonnard, Vuillard et Roussel.

Si, en France, cette technique de la peinture à sec a connu son apogée au XVIIIe, puis de fécondes périodes dans les décennies suivantes, sa pratique est loin d'être tombée en désuétude entre les deux guerres mondiales, sinon en ce dernier quart de siècle. Or, c'est ce que risque de laisser penser cet ensemble. A cette réserve près, ce petit festival vaut le déplacement.

Il y a des pastels de tout premier ordre avec Degas, Renoir, Berthe Morisot, Guillaumin, auquel un vrai massif de paysages a été réservé. A lui seul, celui-ci démontre combien on peut jouer d'une réserve de blanc, « couleur » aérée du papier.

Sauf la fixation restée délicate, le pastel autorise des surcharges, aussi des « repentirs », ce qui en fait un médium souple à manier et à palette scintillante presque illimitée. De surcroît, éclatante par nature, cette matière à base de lait ou de miel ne connaît ni séchage problématique (l'huile), ni retrait (l'acrylique). Ecrasée sur un support, elle est ce grain inimitable, comparable à de la poudre de riz, susceptible de faire miroiter la lumière sans que l'artiste ait à appuyer ses effets. Aussi, nombre de peintres s'y sont adonnés avec gourmandise, en particulier Odilon Redon et Gauguin, qui devinèrent à quelles ressources d'embrasements et d'étrangeté on pouvait atteindre avec le pastel. Et cela d'autant qu'ils surent choisir des papiers déjà colorés, presque bruts, bleus ou gris, utilisés dans le commerce.

Petit Palais, avenue Winston-Churchill, (265.99.21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 14 F. Jusqu'au 31 juillet (gratuit le dimanche).

Sombres feux de la peinture napolitaine

Moins de 90 tableaux évoquent, en de copieuses rations de drames bibliques et civils, un siècle demeuré longtemps dans l'oubli. Pourtant, dans une vaste cité considérée, au XVIIe siècle, comme la capitale des arts de l'Europe, Naples brille à nos yeux de toute la magnificence de ses sombres feux. Comme de juste, Manet attire ces jours-ci la foule serrée des grands jours au Grand Palais. Aubaine en un certain sens pour d'autres amateurs (parfois les mêmes) de peinture qui sont à l'aise pour admirer, en toute liberté, des compositions de très haute volée.

De Caravage (Michelangelo Merisi da), le Lombard au style révolutionnaire (un Cézanne, par exemple), sont présents d'aussi émouvants et complexes chefs-d'œuvre venus d'Italie, « le Martyre de sainte Ursule » (1610), « les Sept Œuvres de miséricorde » et « la Flagellation » (1607), auxquels font pendants de vastes « machines » baroques de Luca Giordano, qui constrastent par le mouvement et la clarté toute rubensienne avec l'initiateur épris de figures émergeant de l'ombre (Titien et les Vénitiens sont derrière, qui guettent). Car, Le Caravage déploie une peinture quasi noire, allumée par une clarté surgie d'on ne sait où, tandis que Luca Giordano allège et dore des mythes ascensionnels.

Somptueux parcours, comme partagé par des événements qui font rupture : la révolte populaire de Masaniello vers 1647 et la terrible épidémie de peste en 1656. En deux saisons, la population de Naples — alors port de commerce important — est décimée. Le fléau arrivé d'Orient décime deux cent cinquante mille habitants, plus de la moitié, et bon nombre d'artistes.

Sous la coupe de vice-rois représentants les souverains d'Espagne (de 1695 à 1707), la ville est le creuset d'un épanouissement exceptionnel de la peinture. Le despotisme, en pareille occurrence, favorise la construction d'églises (on en compte 214 dédiées seulement à la Madone !), de couvents, de monuments splendides. Les peintres, notamment Caravage, sont traités comme des princes auxquels les vice-rois, surtout de la part des comtes de Monterrey et du marquis del Carpio, passent de grosses commandes.

La Contre-Réforme ayant inspiré l'abandon, par les artistes, de modèles trop peu militants, pas assez naturalistes en somme, Caravage, tout à la fois attiré par de savantes spéculations (Nicolas Copernic, père de l'héliocentrisme, détermina le double mouvement des planètes dans la première moitié du XVIe s. et Galilée relança ses idées, même s'il eut à les abjurer devant un tribunal de l'Inquisition), compléta l'espace élaboré par la Renaissance italienne en faisant « lutter » entre eux, jusqu'à d'ultimes conséquences picturales, des reliefs de lumière et des puits d'ombre. On dirait, chez lui, que les êtres humains font corps avec la matière originelle.

D'autres artistes rayonnent dans son sillage, tout en restant très espagnols, tel l'étonnant et robuste Jusepe Ribera (un stupéfiant « Silène ivre »), mais aussi les Italiens G.B. Caracciolo, Giovanni Do, le remarquable F. Fracanzano, M. Satanzione, F. Guarino, Maestro degli Annunci, Cavallino etc. Beaucoup de vierges, des crimes de sang aussi («le Forfait à l'arme blanche de Judith contre Holopherne », d'Artemisia Gentileschi, est un modèle du genre), des natures mortes où grouillent les braises napolitaines avec une originalité pleine d'insolite. C'est là le monde des Luca Forte, G.B. Recco, G.B. Ruoppolo.

Après la peste, dont Mico Spadaro donne un aperçu, avant la lettre, de bande dessinée, le théâtralisme flamand, si minutieux de dessin, s'empare des esprits. Le caravagisme enténébré s'éloigne comme si, la catastrophe évanouie, un nouvel optimisme s'imposait. Alors, si un Paolo Porpora récolte le meilleur des vergers napolitains, Luca Giordano célèbre saint Janvier le « libérateur » avantageux de la peste, en état ascensionnel, ou l'inévitable saint Michel. Des passions travaillent chair et os des personnages rameutés des Evangiles. Panaches, volutes d'air, trouées de clarté approfondissent un espace où les saints, drapés dans leur gravité, font les quatre cents coups avec les méchants.

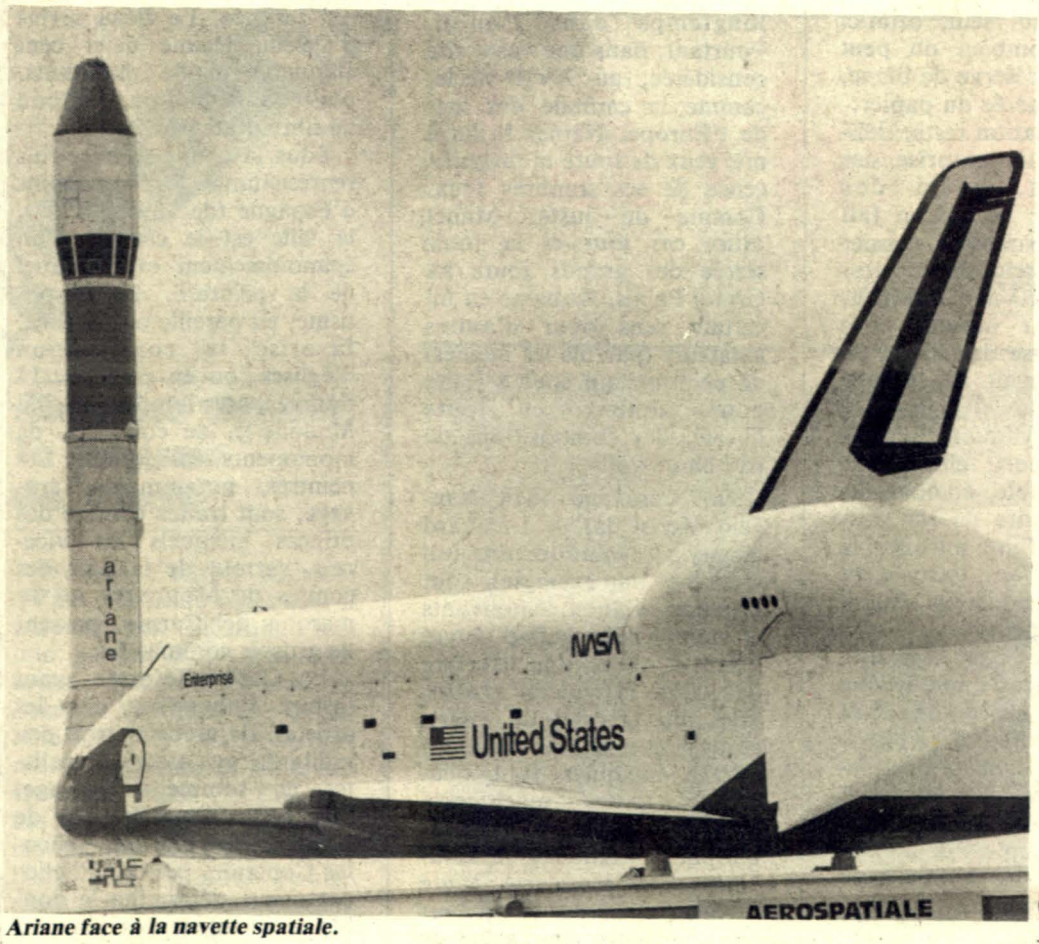
Grand Palais : « la Peinture napolitaine de Caravage à Giordano ». Place Clémenceau (261.54.10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F, samedi 12 F (gratuite le 4 juillet). Jusqu'au 29 août.

« Sainte Agathe », de Francesco Guarino.



Coll. Fondation Saint-Simon

Gamma



Ariane face à la navette spatiale.

AERO-NAUTIQUE: ATTACHONS LESCEINTURES!

Face au géant américain, solidement adossé à un marché intérieur florissant, l'industrie aéronautique française, pourtant concurrentielle, entre dans une zone de turbulences

PAR PIERRE-YVES POINDRON

LA crise, toujours la crise. L'industrie aéronautique n'y échappe pas. Comme l'explique le chef du département des études économiques et stratégiques de la Snias, Gérard Desseigne : « Elle est frappé soit la première, soit la dernière, mais elle est toujours sensible à la conjoncture et à long terme toujours concernée. »

Le Salon du Bourget se tient donc sous un ciel nuageux. « Pas un salon de crise, mais un salon dans la crise », pour reprendre les mots du président de la République.

Le nez des missiles

Mais les retombées de la crise frappent inégalement les secteurs de l'aéronautique. Pour les avions de transport, la météo économique annonce un horizon plutôt bouché : les professionnels n'attendent pas beaucoup de commandes. Et le Salon du Bourget n'y changera pas grand-chose : il est rare qu'il s'y conclut des affaires fermes. Dans le domaine de l'espace, l'Europe ne peut plus se permettre d'échouer, alors qu'il y a un créneau à investir. Il n'y a guère que le secteur de l'armement qui se porte bien : c'est malheureux à dire, mais c'est ainsi, l'industrie du missile a de beaux jours devant elle. Cynique calcul, diront les uns ; froide constatation, répondront les autres. Toujours est-il que selon Gérard Desseigne, la France ne peut se passer d'une industrie de l'armement. Défense nationale, mais aussi business oblige. Et tout se tient : quand on parle de l'industrie aéronautique, on voit généralement pointer le nez d'une roquette.

La France a beau arriver au troisième rang mondial, être le second pays exportateur, occuper une situation prépondérante en Europe, il faudra pilonner ferme pour conserver cette place.

Or, la France souffre avant tout de l'étroitesse de son marché intérieur, tant civil que militaire, au regard du marché américain qui absorbe une bonne part de la production made outre-Atlantique. Conclusion : il faut exporter. Mais quoi ? Mais où ? Quoi ? Des avions bien sûr. Hélas, la plupart des compagnies aériennes, dans le rouge, sont prises dans des vents descendants et n'investissent plus. Le moindre avion, ne l'oublions pas, vaut quand même quelque chose comme vingt millions de dollars. Or, l'accroissement du trafic n'est plus aujourd'hui que de 2 %, les charges des compagnies s'alourdissent, le carburant s'enflamme. Jusqu'à présent, les compagnies s'entendaient sur les prix ; maintenant, les Américains les cassent. Le marché se raréfie donc, si bien que les constructeurs — tous les constructeurs — vendent peu. Les plans de charge baissent en conséquence.

Après avoir enregistré de beaux succès, Airbus ne s'écoule plus aussi facilement. Des Airbus, il s'en vend, mais surtout d'occasion ou il s'en loue. Et l'on connaît les difficultés du mini-airbus à prendre, ne serait-ce que la piste d'essai. L'annonce faite au Bourget par Bœing de construire un appareil de 150 places risque de lui rogner un peu plus les ailes. La crise économique ne favorise pas non plus la vente d'hélicoptères et avec la stagnation du marché pétrolier, la recherche offshore pour laquelle on utilisait leurs services n'offre plus guère de perspectives. Ne parlons pas de l'aviation d'affaires. Quant à l'aviation légère, elle se cherche... mais peut se trouver vite puisque l'Etat — le conseil des ministres du 1er juin l'a confirmé — s'engage à lui donner le coup de pouce nécessaire. Les avions conçus pour les liaisons régionales essuient eux aussi le mauvais grain d'une concurrence sévère. L'Atr 42, de construction franco-italienne, aura peut-être du mal à s'imposer outre-Atlantique.

Concurrence, certes, mais

Gamma



François Mitterrand et le général Jacques Mitterrand, p.-d.g. de la Snias au Bourget.

l'industrie aéronautique souffre d'une faiblesse qu'on espère passagère. Certains programmes, arrivés en bout de course, ne sont pas toujours relayés à temps. Dans ces conditions, nul doute que la question du maintien de l'emploi sera posée par les syndicats lors du prochain rendez-vous social en octobre prochain. Le commerce des armes en plus des problèmes économiques soulève des problèmes politiques que l'on a raison de prendre en considération. Les ventes d'armes sont contrôlées et c'est heureux.

Redéploiement militaire U.s.

Mais pas d'hypocrisie : le secteur de l'armement demeure celui qui marche le mieux. Pas seulement en France. Le redéploiement militaire des U.s.a. a favorisé les constructeurs yankees. Lookheed, Douglas ne tiennent que grâce aux contrats militaires. Là aussi, les concurrents frappent un grand coup jusqu'à susciter les inquiétudes de la Snias. Le soutien du gouvernement fédéral, estime Gérard Desseigne, place les constructeurs américains en bien meilleure position que leurs homologues européens, et favorise par contrecoup leurs programmes civils. Par ailleurs, les budgets militaires de la plupart des pays se sont réduits, si bien que les ventes se négocient surtout avec des pays économiquement et politiquement fragiles.

C'est du reste un problème très général. Seules, 20 % (1) à peine des exportations de l'industrie aéronautique française se font en direction des U.s.a. ou des pays de la C.e.e. Pour le reste, la France commerce avec des pays dont beaucoup s'enfoncent dans l'endettement, demandent des facilités de paiement, ne tiennent pas leurs engagements, toutes choses qu'il faut compenser par une intervention de l'Etat. Certaines pratiques commerciales peuvent à moyen terme affaiblir notre industrie. Les transferts technologiques présentent un intérêt à court terme ; ils peuvent aussi engendrer des industries concurrentes. Ainsi, d'après Gérard Desseigne, il est souhaitable de les intégrer dans une politique industrielle qui tienne compte des intérêts du pays. On assiste parfois à des marchandages — « je t'achète vingt hélicoptères, tu me prends des poteaux télégraphiques ». « Ce genre de troc fausse toutes les données du commerce extérieur. Les flux ne sont plus maîtrisés. Il vaut mieux coordonner les initiatives. » Pourtant, ces trocs, qui ne disent pas leur nom, fréquemment pratiqués avec les pays de l'Est ou ceux du tiers monde, se généralisent aux pays occidentaux. Non contrôlés, ils menacent d'autres branches industrielles.

Mais la concurrence est tellement vive qu'on fait flèche de tout bois, au risque de déshabiller Paul pour revêtir Jean.

L'Europe a fort à faire aux prises avec le géant américain, notamment dans le domaine spatial. Et si Ariane peut espérer trouver des débouchés grâce à une forte demande et parce que le programme américain qui se révèle très onéreux a pris du retard, aucune faiblesse n'est permise. D'autant que l'industrie aéronautique intéresse également les Japonais qui ont des visées spatiales et dont on peut penser qu'ils n'accepteront pas longtemps de jouer les seconds rôles sur la scène politique mondiale.

Face à cela, que fait l'Europe ? La coopération européenne est plutôt en veilleuse. Certains programmes ont du mal à voir le jour, comme l'hélicoptère franco-allemand au sujet duquel les armées des deux pays ont des conceptions différentes. Bref, il est temps que l'Europe sorte de son sommeil ; pour avoir la maîtrise du ciel, il est parfois souhaitable de ne pas rester dans les nuées.

(1) *D'après « le Monde » daté du vendredi 27 mai.*

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325